

ons
siècle

سكز من لامل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14186 - 3 F

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

MARDI 14 AOÛT 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Le durcissement du blocus de l'Irak et la mise en place du dispositif militaire de dissuasion

Dérobade

APRÈS avoir joué les Robin des Bois dérobant aux « Crésus du Koweït » leur illégitime butin, puis incarné - à contre-emploi - un Saladin moderne menaçant d'une nouvelle guerre sainte les infidèles et leurs laquais corrompus, M. Saddam Hussein est revenu dimanche 12 août à un registre classique du répertoire arabe, celui du « haro sur Israël ». Le réflexe traditionnel de tout chef arabe en difficulté n'est-il pas de faire diversion en mobilisant les énergies contre l'ennemi « sioniste » commun ? Même si ce procédé dissimule mal une dérobade, l'important est qu'il fasse une nouvelle fois recette.

Pour tenter de faire oublier son propre forfait, le dictateur de Bagdad se livre à un amalgame, certes historiquement simpliste, mais crédible auprès des dirigeants et des foules arabes. Établissant un lien entre la mainmise de son armée sur Koweït et la présence des forces israéliennes dans les territoires arabes - en Palestine, sur le Golan et au Liban du Sud - M. Saddam Hussein fait mine de croire qu'une occupation vaut l'autre et que toutes ne pourront prendre fin que dans le cadre d'un « règlement global ».

Pourquoi devrait-il, laisse-t-il entendre, faussement naïf, renoncer à sa proie après seulement dix jours alors que l'Etat juif n'a toujours pas lâché les sinnes au bout de tant d'années ?

DU coup, le président irakien essaie de jouer sur plusieurs tableaux. Après avoir au passage envoyé une grosse pierre dans le jardin de son vieil ennemi, le président syrien Hafez El Assad, dont la mainmise sur une partie du Liban est assimilée - à blasphème ! - aux péchés d'Israël, M. Saddam Hussein s'efforce de diluer la crise du Golfe, fruit de son cynisme brutal, dans le contexte, évidemment plus favorable à ses yeux, de l'affrontement ancestral entre Jérusalem et le monde arabe. Et cela sans céder d'un iota sur le fond du problème koweïtien. Tout juste consent-il à évoquer, sans autre précision, la perspective d'un « arrangement » avec son petit voisin.

RENVOYANT la balle dans le camp de tous ses adversaires - américain, israélien, syrien - le maître de Bagdad s'adresse, à la manière du Nasser de jadis, directement aux masses arabes, seules jugées dignes d'accueillir ses propos. A en juger par l'enthousiasme que Saddam Hussein soulève, de Rouakchott à Amman, cette tactique semble se révéler payante. Car - comme on a trop tendance à l'oublier en Occident - les opinions arabes, depuis longtemps frustrées par l'impasse diplomatique au Proche-Orient, sont promptes à observer toute crise régionale à travers le prisme déformant du conflit avec Israël.

Washington et Jérusalem devront tenir compte de cette psychologie collective ambiante. Le piège que Bagdad tend aux Etats-Unis est d'autant plus dangereux qu'on assiste à un réveil brutal de l'anti-américanisme populaire dans l'ensemble du monde arabe. Quant à Israël, pris à partie de la sorte, il lui sera difficile de demeurer à l'écart d'un conflit qu'il avait pris soin jusqu'ici, sur le conseil même de l'administration Bush, de ne pas faire sien.

M 0147 - 8140 - 5,00 F



Washington « rejette catégoriquement » le marchandage proposé par Bagdad Les manifestations populaires de soutien à M. Saddam Hussein se multiplient

Tandis que les manifestations populaires de soutien à M. Saddam Hussein se multiplient dans le monde arabe, Washington et Jérusalem ont « rejeté catégoriquement », dimanche soir 12 août, les conditions posées par le chef de l'Etat irakien au retrait de ses troupes du Koweït.

Pour la Maison Blanche, il s'agit d'« une nouvelle tentative de rompre l'isolement dans lequel l'Irak se trouve » et pour Jérusalem de « propos de propagande à bon marché ». Le président irakien avait proposé une solution globale pour tous les « problèmes d'occupation » au Proche-Orient, ainsi que le

retrait des forces américaines du Golfe et leur remplacement par des forces arabes. Bagdad a fait savoir d'autre part que l'interception par les Américains des pétroliers irakiens dans le Golfe constituerait « un acte d'agression contre l'Irak ». A ce propos, l'Arabie saoudite a refusé lundi un pétrolier irakien venu charger au terminal de Mou'adjiz.

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, avait auparavant indiqué que les Etats-Unis intercepteraient les chargements de pétrole irakien et koweïtien sur la base d'une requête du Koweït. Sur le plan militaire, le dispositif mis en place en Arabie

saoudite se renforce de jour en jour. Samedi, les premières unités égyptiennes - trois mille parachutistes et commandos - ont rejoint les forces américaines.

A Paris, M. François Mitterrand a reçu successivement, lundi en fin de matinée, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, et celui du Sénat, M. Alain Poher. Plusieurs personnalités de la majorité et de l'opposition ont été chargées par le président de la République d'aller expliquer la politique de la France aux dirigeants arabes, ainsi qu'en Amérique latine et en Asie.

Une longue épreuve de force

WASHINGTON
correspondance

Les Etats-Unis ont catégoriquement rejeté, dimanche 12 août, l'initiative de règlement régional présentée par le président irakien Saddam Hussein.

Dans un communiqué très sec, lu par le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, le gouvernement américain se borne à déclarer : « En ce qui concerne les propositions annoncées aujourd'hui par Saddam Hussein, les Etats-Unis les rejettent catégoriquement. Nous nous associons au reste du Conseil de Sécurité de l'ONU pour exiger, à l'unanimité, le retrait immédiat, total et inconditionnel des forces irakiennes du Koweït, et le réta-

blissement du gouvernement légitime du Koweït ».

El M. Fitzwater de conclure : « Ces dernières conditions et menaces sont une autre tentative de détourner l'attention de l'isolement de l'Irak et d'imposer un nouveau statu quo ».

« Je n'ai rien vu de sympathique là dedans, rien du tout », devait pour sa part déclarer avec ironie le président George Bush au cours d'une conférence de presse improvisée à Kennebunkport dans le Maine où il affiche de passer de paisibles vacances.

Le président américain, tout en évitant soigneusement de prononcer le mot « blocus », s'est par ailleurs engagé à recourir à la force pour empêcher l'exportation du pétrole irakien : « J'ai pris une décision de principe,

à-t-il affirmé, c'est que les exportations en provenance de l'Irak n'atteindront pas le marché ». Décision que devait confirmer à Washington le secrétaire d'Etat James Baker, qui a fait état officiellement d'une demande du gouvernement koweïtien aux Etats-Unis pour qu'ils s'assurent que l'embargo des Nations unies contre les exportations irakiennes est respecté ». Demande qui « nous donne une base légale pour intervenir », a dit M. Baker.

Quant à la position adoptée vendredi par le sommet arabe, qui a décidé l'envoi d'une force arabe dans le Golfe pour défendre l'Arabie Saoudite, M. Bush estime qu'elle « est très, très positive ».

HENRI PIERRE
Lire la suite page 3



Le roi de Jordanie dans la tourmente

AMMAN

de notre envoyée spéciale

« Aucun vrai Arabe ne peut admettre l'entrée des forces américaines sur la terre arabe, car cela va à l'encontre de l'arabisme et de l'islam. Les Arabes refusent ce qu'ils perçoivent comme une tentative d'hégémonie sur la région et ses ressources ».

Ces sévères réflexions du roi Hussein de Jordanie, lors de sa rencontre, dimanche 12 août, avec son gouvernement et les parlementaires réunis à sa demande, reflètent à l'évidence la

profonde fracture créée dans le monde arabe après la caution accordée au sommet du Caire par douze pays à la présence de troupes étrangères dans le Golfe pour contenir l'Irak.

A l'unisson de son peuple qui multiplie les manifestations de soutien à l'Irak et de dénonciation des attitudes saoudiennes et égyptiennes, le roi Hussein ne cache pas son amertume et sa « grande déception » quant aux résultats de ce sommet.

Ses arguments tournent essentiellement autour de trois thèmes. Premièrement, l'Occi-

dent et certains pays arabes se sont précipités dans une condamnation sans appel de l'Irak, rendant vain tout effort de médiation.

Le souverain hachémite laisse entendre, à cet égard, que cela n'était pas son rôle. « Visait-on par là à nous faire échouer pour que le monde règle cette affaire comme il l'entend, les Arabes étant incapables d'agir ? », a-t-il notamment demandé dans son intervention lors du huis-clos des chefs d'Etat au Caire, dont il a fait diffuser le texte.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite page 5

Incendie dans les Landes

Deux mille hectares de pins ont déjà été détruits

page 20

Décès de M. Longueque

Le sénateur socialiste de la Haute-Vienne était maire de Limoges depuis 1958

page 20

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Riches dans les pays pauvres, pauvres dans les pays riches

Le spectacle de la richesse peut engendrer des frustrations et entraîner la violence, tout en lui servant de justification. Sur le thème « des riches dans les pays pauvres et des pauvres dans les pays riches », « Champs économiques » poursuit la publication d'une série d'enquêtes-reportages : après la Turquie et l'Allemagne (le Monde du 7 août), la Grande-Bretagne avec ses vagabonds et l'Inde des nouveaux maharajas.

La chronique de PAUL FABRA pages 13 et 14

LE MONDE diplomatie

août 1990

● CONQUÉRANTE ALLEMAGNE. - Grâce à l'action de ses consortiums industriels, les « Konzerns », la future Allemagne dominera les trois zones économiques européennes (CEE, ALE et COMECON). Laurent Carrouat montre comment cette formidable puissance financière et économique, profitant de la faiblesse de ses partenaires de la CEE, s'apprête à dicter sa loi au Vieux Continent.

● LA GUERRE FROIDE RACONTÉE AUX ENFANTS. - L'éroulement du mur de Berlin et les récentes décisions du sommet de l'OTAN ont précipité la fin de la guerre froide. Philippe Videllier rappelle comment, dans les bandes dessinées françaises, la guerre froide était naguère racontée aux enfants.

Également au sommaire :

- SUD : Les pays les moins avancés, par Yves Berthelot et Ambroise Laurent.
- AFRIQUE : Vieilles guerres autour de la mer Rouge, par Philippe Leymarie.
- ALBANIE : Temps de réformes, par Jean-Michel de Waele.
- JAPON : S'entretenir à l'immigration, par Karoline Postel-Vinay.
- ÉTATS-UNIS : Qui subventionne la culture ?, par Patrick Talbot.

En vente chez votre marchand de journaux

Stan Getz et sa rythmique

Tranquille, reconnu, le saxophoniste a fait vibrer le Festival de Marciac

MARCIAC (Gers)

de notre envoyé spécial

On l'a vu au cœur des rythmiques les plus délicates, les plus raffinées. On l'a surnommé, lui, Stanley Getz, dit Stan Getz, « The Sound ». La question de la rythmique, cette trinité (basse, batterie, piano) qui ne fait qu'un et doit répondre comme à cœur ouvert à l'intime pulsation du saxophoniste, est de celle qu'on n'étudie pas.

Où vous avez la capacité de choisir les plus grands accompagnateurs, ou vous ne parviendrez jamais à être le ténor que vous êtes pourtant. C'est simple comme un étui de saxophone. Et choisir une rythmique, ce n'est ni une question de volonté ni une question d'argent : vous ne choisissez que ce que votre talent vous permet de prendre. C'est le secret du jazz.

Les rythmiques de Stan Getz, de Al Haig à Jimmy Rowles en passant par Eddy Louiss et Chick Corea (voilà pour les pianistes) ; de Roy Haynes à Tony Williams en passant par Bernard Lubat (messieurs les batteurs vous êtes servis) ; de Tommy Potter à Stanley Clarke en passant par Steve Swallow (c'est le tour des bassistes), ces rythmiques racontent une histoire extraordinairement mystérieuse et complexe du jazz et de l'improvisation, l'histoire même dont on ne se doute pas.

C'est à cette histoire que l'on en vient à songer sous le chapiteau de Marciac (Gers), bourré jusqu'au dernier gradin, ivre de plaisir simple au concert de Stan Getz. On se dit qu'il doit bien y avoir une raison. On cherche la raison de cette rythmique raide comme la justice.

FRANCIS MARMANDE
Lire la suite page 9

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRO ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 160 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$.

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

21. La grève des naissances

Des décès plus nombreux que les naissances, une population qui augmente cinq fois moins vite que celle de l'Allemagne. Le renouvellement des générations n'est plus assuré. Les petits-bourgeois sont devenus malthusiens sans le savoir.

EN 1897 est largement diffusée une brochure bien faite de 82 pages, bourrée de chiffres et de formules implacables, signée par une autorité incontestée en matière démographique, le docteur Jacques Bertillon, chef des travaux statistiques de la Ville de Paris, l'inlassable observateur des progrès de ce que d'aucuns, militants de l'autre bord, nomment à d'autres fins « la grève des ventres ». Intitulée *Le Problème de la dépopulation*, elle prédit l'effacement de la France pour cause de pénurie de bébés.

Ce pays, dit-elle, qui semblait il y a deux siècles 40 % de la population de l'Europe, n'en retient plus que 12 % en 1890. Et le drame, hélas, a des conséquences incalculables. Moins de soldats, de prêtres et d'hommes de science, moins d'experts en affaires, moins de défenseurs de la langue de Racine, un bel empire colonial, si glorieusement arraché aux pillards esclavagistes, qui n'est guère peuplé et que convoitent déjà d'autres Blancs prolifiques, une colonisation intérieure par les étrangers qui viennent en masse combler ses béances : la France est menacée dans son intégrité territoriale, son industrie, son commerce, sa mission civilisatrice, son âme même.

Et pourquoi donc cette langueur, prélude à l'extinction ? Tout vient, note Bertillon, « de l'ambition du père pour son enfant ». La natalité n'est-elle pas d'autant plus faible que le pays est plus riche et l'espoir de mieux-être mieux enraciné ? Voyez la Normandie rentière, la Bourgogne plantureuse, la riantie vallée de la Garonne ! On n'y procède plus guère, pour n'avoir pas un jour à partager l'aïeune entre trop de nouveaux espoirs. On y vit un malthusianisme entretenu par procuration.

Que faire ? La brochure vaut pour programme d'une « Alliance nationale pour l'accroissement de la population française » que le bon docteur et quelques amis sûrs ont fondée à la mairie du IX^e arrondissement de Paris, le 29 mai 1896, pour « attirer l'attention de tous sur les dangers que la dépopulation fait courir à la nation française et provoquer les mesures fiscales ou autres propres à augmenter la natalité ». Ils étaient 116 à l'origine, et non des moindres : des disciples de Le Play comme Honnorat, Cheysson ou Richet, le prince Henri d'Orléans et même Emile Zola, ruminant déjà *Le roman expérimental*, qu'il publiera trois ans plus tard. En mai 1897, l'Alliance compte que 352 adhérents et atteindra péniblement 370 membres en 1900. Mais elle sait s'organiser : groupe de pression sur le Parlement, lance une propagande par le tract, tient des réunions d'information entre gens raisonnables et patriotes.

Son ambition ? Bousculer l'indifférence coupable. Rendre la législation du mariage plus simple, pour favoriser l'union légale et limiter la débauche ; mieux exploiter la restauration du divorce, acquise en 1884, pour éviter la désunion stérile. Lutter, surtout, « contre de détestables mœurs familiales dictées par des considérations d'argent », contre « l'épargne excessive », en pou-

sant députés et élus locaux à voter de sérieux dégrèvements d'impôts pour les familles de plus de trois enfants, faire alléger pour celles-ci le poids du service militaire des fils, modifier les règles de l'héritage, aider les familles les plus peuplées par des pensions alimentaires et des honneurs publics. L'Alliance devient ainsi, modestement, la première ligue des familles nombreuses et la moins inefficace autorité qui lutte pour une renaissance de la vitalité.

La situation, il est vrai, est inquiétante. Et si l'alarme n'est vraiment sonnée qu'après 1900, les pionniers de la fin du siècle ont déjà solidement instruit le dossier de cette affreuse singularité française. La brutalité des chiffres suffit à émouvoir. La sève n'est plus aussi active : la population totale est passée de 27 350 000 en 1801 à 35 780 000 en 1851, puis 38 343 000 en 1901, soit un accroissement de 29 % pour le premier demi-siècle et de 9 % pour le second, tandis que la Grande-Bretagne et l'Allemagne croissent à un rythme cinq fois supérieur. Le chiffre annuel des naissances est tombé d'un million au début du siècle à 620 000 en 1900. Le taux de natalité est descendu de 24,5 pour mille en 1871 à 22,1 vingt ans après et à 20,9 en 1901, tandis que les progrès de l'hygiène et la médecine ont ralenti les mortalités et les font chuter depuis 1895. En 1890, 1891, 1893, 1895 et 1900, on enregistre même un excédent des décès sur les naissances, sans que puissent être invoqués comme jadis les désastres de la guerre ou des épidémies.

Le piétinement français est donc dû incontestablement à un défaut de natalité. Et la Statistique générale renforce l'accablant par son recensement de 1896, quand elle y relève pour la première fois l'affaiblissement des taux de fécondité par groupes d'âges. Au bout du compte, une conclusion sinistre : depuis 1890, peut-être même depuis 1883, le renouvellement des générations n'est plus assuré, le taux net de reproduction est passé sous la barre du 100 %. La fécondité française est donc pratiquement tarie de moitié depuis un siècle.

Est-ce le point d'aboutissement d'une longue obstination nationale à limiter consciemment les naissances, depuis cette fin du XVIII^e siècle où l'on se prit à trahir la nature et à percer les

« funestes secrets » ? Assurément. Mais ce qui trouble davantage les esprits est qu'on ne puisse plus guère trouver secours dans les bonnes vieilles explications. Les naissances illégitimes diminuent en chiffres absolus, passant de 76 700 à 74 700 par an de 1861 à 1900 : c'est donc la fécondité des couples légitimes qui est directement en cause, l'intimité de foyers normaux et supposés paisibles qu'il faut suspecter de laxisme géniteur. Les effets supposés du mariage tardif, qui fut la meilleure arme contraceptive sous l'Ancien Régime ? Ils ne sont plus probants, puisque le célibat recule et que baisse l'âge moyen où l'on s'épouse. Y aurait-il eu trop peu de femmes ? Non, puisque le vieillissement de la population n'a guère modifié parmi elles la proportion des génitrices en puissance : 30 % en 1789, 30 % toujours en 1900.

Il faut ainsi se rendre à l'évidence : le refus des naissances trop nombreuses – et notamment celles du troisième puis du quatrième enfant – a été massivement interiorisé par les couples les plus banals, a pris une redoutable consistance sociale et ne semble guère tourmenter les consciences. Bien au contraire. Par exemple, les Églises, en France, à la différence des pays voisins, ont une prédication bien peu insistante en faveur de la sainte procréation, et maints confesseurs savent fermer les yeux sur les pratiques douteuses. Les vieilles recettes contraceptives sont de mieux en mieux connues, adoptées plus précocement par les jeunes couples, systématiquement dans les unions vieillissantes.

L'abstinence partielle ou totale est sans doute plus fréquente qu'on ne croit, si l'on compte bien les lits séparés et les chambres à part dans les inventaires après décès. Le bidet, le condom sont de moins en moins rares et passent pour objets typiquement gaulois. Le recours en catastrophe, pour irrégularité des « époques » ou inquiétants « retards », aux décoctions d'arnica, de fraiser ou de sabine, aux saignées et aux saignées est monnaie courante. Au pire, les conseils d'une amie ou une simple petite annonce de presse conduisent chez la « faiseuse d'anges », encore que le chiffre des avortements clandestins, estimé de 15 000 à 60 000 par an à la

veille de 1914 par Jacques Dupâquier, n'ait eu, semble-t-il, qu'une très faible part dans la chute de fécondité. Et surtout, révèle une enquête de Bertillon en 1900, le coût interrompu est devenu le « secret » le plus anodin et le mieux partagé.

Sans doute les ravages de la dénatalité sont-ils encore inégalement répartis. La Bretagne bretonnante, le Massif central de l'Aveyron à l'Ardeche, les Hautes-Alpes, la Savoie et la Corse font encore des enfants en abondance, quitte à les laisser partir plus tard pour la ville : la foi robuste y entretient des ardeurs sans remords. A l'inverse, du Languedoc au Bordelais, en Normandie, dans le Bassin parisien, on retient son souffle pour privilégier l'enfant unique « poussé dans les études » ou héritier du domaine. Pourtant, les départements industriels et les grandes agglomérations urbaines sont eux-mêmes en pleine mutation, depuis que les ouvriers commencent à réfléchir aux désavantages des kyrielles d'enfants. Dans les groupes sociaux, les mineurs se distinguent par leur prolifération et les fonctionnaires par leur extrême réserve, mais c'est un modèle bourgeois ou « petit-bourgeois » qui chemine désormais dans les milieux les plus divers. Pourquoi se reproduire avec acharnement quand le recul de la mort rend le renouvellement moins impératif ? Pourquoi ne pas dissocier un peu procréation et plaisir ? Pourquoi dilapider l'héritage ? Pourquoi ne pas aimer un peu plus fort des gosses moins nombreux ? En 1906, les premiers chiffres sûrs vont tomber : le nombre d'enfants nés de 100 hommes mariés et alors âgés de plus de 60 ans est de 292 chez les rentiers, 302 chez les employés, 359 chez les patrons et 402 chez les ouvriers.

Cette quiétude d'un confort intime assez bourgeois trahit, il est vrai, une modernité du libre choix, un volontarisme assez démocratique qui met chez tant de couples l'acceptation ou le refus d'une naissance au service d'une ambition stratégique dont les époux partagent la mise en œuvre tactique. Celle-ci n'est plus ni celle de la famille élargie, ni tout à fait celle du groupe social ou du milieu culturel : la dénatalité serait-elle aussi la proclamation d'une différence individualiste et assez orgueilleuse ? Un « égoïsme », comme l'a dit Bertillon ? Or c'est bien sur la prise de

conscience, troublante et aiguë, d'une « fécondité différentielle », note André Bégin, que se mobilisent déjà les maigres bataillons du néo-malthusianisme, du populationnisme et de l'eugénisme. Que la fécondité puisse être si liée à une volonté trouble beaucoup. Peut-on ouvrir sciemment à la décadence d'un peuple ? Peut-on pousser en conscience à la prolifération d'esclaves et de victimes ? Peut-on laisser dégénérer la « race » ?

LES trois questions tiennent en haleine quelques militants atypiques, mal à l'aise dans les habituels clivages politiques ou moraux. En faisant proliférer le mot « dépopulation », les « procréatomanes », comme disent leurs adversaires, sont bantés par un possible triomphe de la mort sur la vie, par la lente perte de substance, par l'attente à l'énergie nationale, dit Barrès ; par la vitalité allemande aussi, qui, elle, fabrique en masse de nouveaux uhlans. Mais ils savent combiner ces inquiétudes avec la défense paternelle de la famille nombreuse et de l'épouse féconde : ils vont dans le sens d'une protection et d'une réglementation sociale bien dans l'air du temps et qui promettent quelques succès à leur combat.

En revanche, les néo-malthusiens s'activent plus difficilement. Malgré l'étrange ardeur de Paul Robin, l'enseignant toujours désavoué par les autorités académiques et banté par l'ajustement des naissances aux subsistances, fondateur en 1896 de la Ligue de régénération humaine, le néo-malthusianisme français n'est jusqu'en 1900 que l'importation d'un mouvement anglosaxon autrement plus vivace. Une sorte d'« anarchie positive » qui ne séduit, de fait, que quelques libertaires et progressistes grâce à eux dans les milieux ouvriers qui examinent l'idée d'une « bonne naissance, pour une éducation intégrale » des petits.

« Que deviendront ces petits non désirés, s'écrie Robin, mal nés, mal soignés, brutalisés, élevés, éduqués au hasard ? S'ils sont faibles, des parias, des résignés de l'industrie. S'ils sont forts, des gardes, des policiers, des soldats, de brutaux et intelligents auxiliaires de la pleure sociale, de l'État voleur et assassin, de la bureaucratie, de la magistrature, des états-majors, des Églises. Ils seront ou des victimes lamentables ou des conservateurs violents du gâchis social actuel. » Contre cette violence et cette exploitation, une seule attitude consciente, conclut-il dans sa revue *Régénération* : la « grève des ventres ». Mais il reçoit peu de secours des féministes, plus occupées à réclamer les droits civiques pour leurs compagnes, ou des socialistes et même des anarchistes, très divisés sur le sujet, qui l'accusent de faire l'économie de la révolution dans sa recherche obsessionnelle des « générations sélectionnées ».

Plus isolés encore autour de Vacher de Lapouge, des eugénistes défendent la race contre les mélanges entre brachycéphales et dolichocéphales, prônent l'infécondité des « purs » dans l'attente d'un sursaut européen qui révélerait en eux l'instinct clanique proliférant : leur délire minuscule n'est pas sans avenir. Leur outrance pourtant acclimatée déjà maintes dérives du discours général, de la défense des berceaux à celle d'un peuple purifié. Et elle entretient en la caricaturant une angoisse autrement profonde : quel est ce monde nouveau où l'« égoïsme » individuel et social a fait déperir la confiance dans la vie ?

Prochain épisode La règle de fer des « hussards noirs »

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».

• Lundi 13 août : La grève des naissances.

• Mardi 14 août : La règle de fer des « hussards noirs ».

Pour en savoir plus

► *La Population française au XIX^e siècle*, d'André Armengaud, PUF, 1971.

► *Histoire de la population française*, t.3, Jacques Dupâquier dir., PUF, 1988.

► *Dénatalité : l'antériorité française (1800-1914)*, Communications, 44, Le Seuil, 1988.

► *La Grève des ventres. Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France (19^e-20^e siècles)*, de Francis Ronsin, Aubier, 1980.



— Comment, ma chère, vous avez encore vos ovaires ! mais ça ne se porte plus !...
De la « faiseuse d'anges » au préservatif en passant par la décoction de fraiser, tous les moyens sont bons pour éviter des naissances à répétition.

ÉTRANGER

La crise du Golfe

Les manifestations de soutien à M. Saddam Hussein se multiplient

Le Yémen a connu samedi 11 août sa plus importante manifestation anti-américaine et anti-saoudienne depuis le début du mouvement jéridien : la police a dû se servir de jets d'eau pour écarter une foule estimée à dix mille personnes qui tentait de prendre d'assaut les ambassades des Etats-Unis et d'Arabie saoudite à Sanaa, aux cris de « Non à l'Amérique ! Non aux juifs ! L'armée de Mahomet revient ». Dans la rue principale, les vitres des compagnies d'aviation Gulf Air et Saudia ont été brisées et des voitures brûlées.

Le Parlement du Yémen unifié a voté samedi une résolution affirmant « le droit des Yéménites à exprimer leurs opinions dans le cadre de la loi ». Ce pays s'était abstenu lors du vote du sommet arabe sur l'envoi de forces arabes dans

le Golfe. Des centaines de manifestants ont aussi défilé dans les capitales de la Somalie (qui avait voté pour la résolution arabe) et de la Mauritanie (qui avait seulement émis des réserves). D'autant que le président Saddam Hussein est très populaire à Nouakchott en raison de son soutien aux Mauritaniens dans leur conflit avec le Sénégal.

Plus de dix mille Palestiniens ont défilé dans les rues du camp de Ain Hérou, le sanctuaire de l'OLP au Liban du Sud, avec la participation de toutes les formations de la centrale palestinienne, aux côtés de la branche locale du parti Baas irakien. Ils ont brûlé des effigies de George Bush, Margaret Thatcher et du roi Fahd, et conspué également le président Mubarak, en brandissant en revanche les portraits

de Yasser Arafat, du colonel Kadhafi et des dirigeants palestiniens radicaux Georges Habache et Aboul-Abbas. Les organisations palestiniennes basées à Damas ont pour leur part publié dimanche des communiqués critiquant violemment la présence de troupes américaines et occidentales en Arabie saoudite, certaines appelant à lui faire face « par tous les moyens ».

Un dirigeant libanais pro-iranien, M. Hussein Moussawi, a cependant demandé dimanche au président irakien de « prouver qu'il est réellement en conflit avec les Américains », en libérant les dix-sept membres du Jihad islamique qui étaient détenus au Koweït, où ils avaient perpétré des attentats en 1983. Ils ont disparu de leur prison deux jours après l'invasion irakienne et leur sort est inconnu.

L'Iran est en effet embarrassé par l'usage fait par M. Saddam Hussein des anciens thèmes de mobilisation de la République islamique, et le président Rafsanjani a exprimé sa préoccupation en déclarant dimanche que la présence des troupes étrangères « a transformé le Golfe en une poudrière ».

Le conflit n'oppose pas « réactionnaires et progressistes, mais des protagonistes qui veulent s'approprier un trésor », alors que l'Iran « est le seul pays sur l'autorité duquel le monde peut compter », a-t-il affirmé.

L'Etat des Emirats arabes unis a par ailleurs lancé un appel aux volontaires pour rejoindre les forces armées du pays. — (AFP, Reuter, AP).

Le président irakien a préconisé « une solution globale » pour « tous les problèmes d'occupation dans la région »

M. Saddam Hussein a préconisé dimanche 12 août « une solution globale » pour toutes les régions occupées du Proche-Orient tout en préparant son peuple à la perspective d'un blocus économique sévère.

« Je propose, a-t-il dit au cours d'un discours lu à la radio de Bagdad, que tous les problèmes d'occupation, actuels ou à venir, dans la région tout entière soient réglés sur la même base et selon les mêmes principes énoncés par le Conseil de sécurité. Il s'est prononcé pour un retrait immédiat et sans condition d'Israël des territoires arabes occupés de Palestine, de Syrie et du Liban, le retrait de la Syrie du Liban et un retrait entre l'Irak et l'Iran, en plus de « dispositions » à prendre dans le cas du Koweït ».

« Le retrait militaire, a-t-il poursuivi, devrait s'effectuer selon un calendrier applicable dans tous les cas. Il a toutefois ajouté que, en ce qui concerne le Koweït, il fallait « prendre en considération les droits historiques de l'Irak sur son territoire et le choix de la population koweïtienne ».

La mise en application de ce programme de retraits, a ajouté le président irakien, « devrait commencer avec l'occupation qui a eu lieu la première. Ensuite, seraient appliquées toutes les résolutions du Conseil de sécurité et des Nations unies relatives à ces problèmes jusqu'au dernier d'entre eux [l'occupation du

Koweït]. Les mesures prises par le Conseil de sécurité à l'égard de l'Irak devraient être aussi appliquées à quiconque ne se conforme pas ou ne répond pas positivement à ces dispositions ».

M. Saddam Hussein a déclaré : « Pour placer les faits devant l'opinion publique mondiale pour qu'elle puisse juger objectivement sans être soumise à la pression américaine, nous demandons le retrait immédiat d'Arabie saoudite des forces américaines et de toutes les autres forces qui se sont prêtées à cette conspiration. Elles devraient être remplacées par des forces arabes dont les effectifs, la nationalité, la mission et l'emploi seraient définis par le Conseil de sécurité, en accord avec le secrétaire général des Nations unies. Il a toutefois souligné que ces forces d'interposition « ne doivent pas comprendre des troupes égyptiennes, les Etats-Unis s'étant appuyés sur l'Egypte pour s'opposer à la nation arabe ».

Le chef de l'Etat irakien a enfin réaffirmé « une suspension immédiate de toutes les résolutions ayant trait aux sanctions et à l'embargo contre l'Irak, et le retour à la normale des relations économiques, politiques et scientifiques entre l'Irak et les autres pays du monde. Ces résolutions ne devraient être discutées et appliquées qu'à quiconque viole les points mentionnés ci-dessus ». « En toute circonstance, a-t-il

conclu, et si l'Amérique, ses alliés et ses petits agents ne répondent pas à notre initiative, nous résisterons fermement, avec le soutien des braves fils de la nation arabe et du grand peuple irakien, aux intentions maléfiques et aux complots agressifs. La victoire est la nôtre avec l'aide de Dieu. Les hommes du mal regretteront leur action lorsqu'ils auront été repoussés de la région avec la malédiction derrière eux ».

Dans la soirée, le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, a affirmé dans une conférence de presse que l'interception par les Etats-Unis de pétroliers irakiens dans le Golfe constituerait « un acte d'agression contre l'Irak ». Il a mis également en garde les pays membres de l'OPEP contre « leur participation à un blocus imposé par les Etats-Unis à l'encontre de l'Irak ». « Toute tentative de la part de l'importateur de pays membre de l'OPEP de faciliter le boycottage de l'Irak sera considérée comme étant un acte agressif et tendancieux », a-t-il souligné.

Un appel à l'austérité

Dans la matinée, le président Hussein avait appelé les irakiens à l'austérité et les irakiennes à se mobiliser « pour briser le blocus » imposé à leur pays. Il avait invité « les femmes et les enfants à éviter de faire des stocks personnels et à réduire leur consommation de produits alimentaires ». Les irakiennes « doivent, par leurs efforts d'austérité, participer ainsi à la djihad [guerre sainte] pour briser le blocus imposé à notre pays pour vaincre notre volonté. Si celle-ci est vaincue, une ère américano-sioniste s'instaurera » et « toutes les valeurs de la religion seront alors abolies. La nation arabe perdra l'occasion de se libérer de la faim, de l'esclavage, et à partir de là, de la possibilité de libérer Jérusalem, la Kaaba et le tem-

beau de Mahomet de la présence armée étrangère ».

« Il faut, a-t-il conclu, que la table ne soit pas pleine, car les dépenses créent une pénurie. Au lieu d'acheter 5 kilos par mois, achetez-en la moitié. Chaque famille irakienne est capable de vivre sans acheter des habits pendant un an. Une fois que notre vie économique sera organisée, la guerre sera à l'avantage de l'Irak et les envahisseurs fuiront, effrayés. » — (Reuter, AFP).

Etats-Unis : une longue épreuve de force

Suite de la première page

M. Bush a ajouté que la position du sommet arabe « doit pousser Saddam Hussein à se rendre compte à quel point il est isolé ». S'adressant une nouvelle fois aux journalistes en sortant de l'église proche de sa résidence, dimanche matin, M. Bush a pris plaisir à se laisser aller à certaines « confidences » sur la teneur de ses nombreux entretiens téléphoniques avec les leaders du monde arabe.

Ce n'est pas sans une certaine satisfaction qu'il a relaté ainsi la « bonne discussion » qu'il venait d'avoir avec le président syrien Hafez el-Assad, qui s'est engagé lui aussi à résister à toute velléité d'intervention militaire irakienne dans le Golfe, alors même que la Syrie figure toujours sur les listes des pays « terroristes » établies par le département d'Etat. « Je lui ai dit, c'est bon pour une fois d'être dans le même camp », a plaisanté M. Bush, et le président Hafez el-Assad m'a répondu la même chose... ».

A l'évidence, le gouvernement américain se prépare à la perspective d'une épreuve de force plus ou moins longue, et les milieux dirigeants veulent être assurés que l'opinion publique américaine ne flanchera pas. M. Weinberger, ancien secrétaire à la Défense, rappelait dans un article récent l'importance de la « guerre psychologique », et soulignait, à la lumière du précédent du Vietnam, qu'aucune intervention militaire des Etats-Unis ne pourrait réussir si elle n'était pas soutenue par l'opinion publique américaine.

Le « fantôme du Vietnam » ne hante pas seulement le grand public mais aussi les chefs du Pentagone, qui ressentent encore mal d'avoir eu à mener un combat pour des objectifs mal définis, en disposant d'armes puissantes mais dont l'emploi était limité par des considérations politiques.

Pourtant, la « guerre psychologique » sur le front intérieur n'est pas encore gagnée. Un sondage publié samedi par le New York Times est de nature à entretenir les inquiétudes : certes dans l'immédiat, une imposante majorité (74 %) appuie la décision du président Bush d'envoyer les troupes américaines en Arabie.

Néanmoins 40 % des personnes consultées font des réserves et considèrent que le président n'a pas clairement expliqué la nécessité d'envoyer des troupes pour la défense d'intérêts qui leur apparaissent encore obscurs. Il est significatif qu'un parlementaire influent, le président de la commission des forces armées de la

Chambre, M. Aspin, ait demandé au président de « mieux éclairer l'opinion américaine et arabe sur les raisons de la présence américaine en Arabie et sur les conditions dans lesquelles les soldats américains pourraient se retirer... ».

Dans son éditorial de dimanche le New York Times, se faisant l'écho de préoccupations de larges secteurs de l'opinion, se demande pourquoi « les Etats-Unis devraient de nouveau supporter une part disproportionnée du fardeau de protéger le pétrole pour des alliés européens qui en ont davantage besoin que les Américains... ». Et le commentateur de prévoir un grand courant d'opinion en faveur d'un retrait de l'alliance si « dans une bataille du désert les Américains étaient les seuls Occidentaux à combattre et à mourir ».

Trois mille cinq cents « otages »

La présence des trois mille cinq cents citoyens américains prisonniers de facto en Irak pose un sérieux problème à l'administration. Jusqu'à nouvel ordre, le président Bush a évité de les qualifier de « otages » afin, dans leur propre intérêt, de ne pas « augmenter » leur valeur pour ceux qui les détiennent. D'autre part, on voit à la télévision des familles éplorées placer des rubans jaunes autour de leur maison comme les parents des otages détenus au Liban depuis longtemps.

Si le statu quo sur cette question précise se prolonge trop et que l'opinion ait l'impression que l'administration américaine est sur le point de « s'enliser dans le sable du désert », comme l'ont déjà dit quelques commentateurs, George Bush peut s'attendre à de sérieuses critiques. Est-ce la raison qui a poussé le président américain à évoquer ouvertement la possibilité d'un « coup d'Etat contre Saddam Hussein » ?

En tout cas, M. Bush a eu dimanche une phrase sibylline pour expliquer qu'« il arrivait parfois que des dirigeants soient renversés lorsqu'ils sont tellement éloignés de la réalité qu'ils engagent leur pays à commettre des actions scandaleuses... ». Selon le Washington Post il aurait cependant secrètement donné des instructions aux services spéciaux de préparer des actions clandestines visant à déstabiliser et éventuellement à éliminer Saddam Hussein, à la faveur notamment d'un « complot militaire ».

HENRI PIERRE

Le sort des ressortissants étrangers

Un Britannique tué par des soldats irakiens

Première victime officielle parmi les dizaines de milliers d'étrangers retenus par Bagdad au Koweït et en Irak, un Britannique a trouvé la mort dans la nuit de samedi 11 à dimanche 12 août alors qu'il tentait de passer la frontière saoudienne. C'est ce qu'a confirmé un porte-parole du Foreign Office à Londres, selon lequel Douglas Crocker a été tué par des soldats irakiens qui ont tiré sur la voiture dans laquelle il se trouvait.

« C'est un meurtre barbare. Nous avons déjà exprimé notre indignation et notre horreur a-t-il déclaré. Cette mort tragique est la conséquence directe de l'occupation irakienne du Koweït. Cela doit finir. Nous appelons une nouvelle fois les irakiens à remplir leurs obligations en assurant la sécurité de nos ressortissants et en les laissant retourner chez eux ».

Interrogé sur le fait de savoir si ce meurtre pourrait déclencher une opération militaire britannique, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. Widdowson, a répondu : « Je ne veux pas entrer dans ces considérations ».

« Déplacements facilités »

Samedi, l'ambassadeur irakien à Paris avait été convoqué au Quai d'Orsay pour s'entendre signifier la volonté de la France d'obtenir la démonstration que les Français bloqués en Irak et au Koweït n'étaient ni « otages » ni « prisonniers ». Il lui a été demandé « de faire savoir à son gouvernement que la France souhaitait des engagements concrets en ce qui concerne la sécurité des personnes et la sécurité » et il ne s'agit que de « mesures de précaution temporaires », a affirmé dimanche le ministre irakien des Affaires étrangères, M. Tank Aziz.

La présidence irakienne a annoncé samedi que les « déplacements » des étrangers au Koweït seraient « facilités ». On a aussi appris que les ressortissants de plusieurs pays (Chiliens, Thaïlandais, Polonais, Hongrois, et 700 policiers indiens) avaient été autorisés à partir.

Les Etats-Unis ont rejeté samedi la décision de l'Irak de transférer les ambassades étrangères de Koweït à Bagdad, rappelant qu'ils considéraient « la prétendue annexion du Koweït comme nulle et non avenue ». La Suède a pris une position similaire.

Si certains des étrangers sont partis sans encombre, d'autres ont rencontré, au cours de leur fuite, des soldats irakiens. M. King, qui faisait partie d'un groupe de Britanniques, a par ailleurs raconté que sa voisine allemande avait été violée par un soldat irakien : « Je suis montée et je l'ai trouvée violée. Le soldat avait attaché son mari, violé son épouse, puis les avait fait asséoir pour boire une tasse de thé ». Cependant, selon un autre témoin, les soldats irakiens en uniforme « se conduisent assez correctement avec les Koweïtiens et les étrangers ». — (AFP, Reuter, UPI, AP).

Israël : une « subtile manœuvre de diversion »

Il ne faut certainement pas voir dans la décision de M. Itzhak Shamir de prendre comme prévu cette semaine quelques jours de vacances un geste d'« insouciance ». Le premier ministre restera à Jérusalem et continuera à suivre de très près l'évolution de la situation. Il s'agit plutôt d'une manière, pour M. Shamir, d'indiquer qu'Israël garde son sang-froid face à la crise du Golfe. Et puis, au lendemain de l'annonce de l'initiative diplomatique du président irakien Saddam Hussein, ces « vacances » du chef du gouvernement prennent aussi valeur de symbole : elles signifient que cette initiative ne constitue certainement pas pour Israël une base de négociations.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le conseiller de presse de la présidence du conseil, M. Avi Pazner, a rejeté catégoriquement les propositions irakiennes, en les qualifiant de « manœuvres à bon marché » destinées à « desserrer l'étouffement » autour de l'Irak et à « échapper aux sanctions économiques ».

Cette idée de M. Saddam Hussein d'établir un lien entre un règlement de la crise koweïtienne et un retrait d'Israël des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza ainsi que du Golan et du sud du Liban n'a pas vraiment surpris à

Jérusalem. C'est le genre de « manœuvres de diversion » auxquelles on s'attendait de la part d'un « grand pays qui dévore son petit voisin », a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, qui a ajouté : « Comme tous les despotes du vingtième siècle, Saddam Hussein essaie de mettre sur le même pied une agression contre un petit pays vulnérable et un acte d'autodéfense ».

Des réponses militaires « adéquates »

Tout le monde, certes, à Jérusalem, considère que le président irakien cherche essentiellement à gagner du temps. Cependant, dans certaines sphères politiques, on reconnaît la « subtilité » de sa manœuvre, dans la mesure où elle replace le problème de l'avenir des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza sous les projecteurs de l'actualité et fait plus que jamais de Saddam Hussein, aux yeux des masses arabes, le défenseur de la cause palestinienne. Le commentateur militaire du quotidien Haaretz, M. Zeev Shif, est même prêt pour sa part à admettre que, dans les propositions de M. Saddam Hussein, il y a pour la première fois « une brèche à travers laquelle pourraient opérer les diplomates et les médiateurs qui cherchent une solution à la crise », et, si les Américains ont d'abord rejeté ces propositions, « ils pourraient dans un second temps [les] considérer comme préférable à une guerre globale ».

Quoi qu'il en soit, ce qui est désormais de plus en plus évident pour tous les commentateurs, ici,

c'est qu'Israël sera impliqué dans toute solution à la crise du Golfe, qu'elle soit diplomatique ou militaire. Et à ce stade, c'est la menace militaire qui reste incontestablement la plus préoccupante. Recevant la presse étrangère, le ministre de la Défense, M. Moshe Arens, n'a voulu donner aucune précision sur les dispositions que l'armée israélienne a pu prendre le long de la frontière jordanienne, se contentant de répéter la formule : « Israël prend toutes les mesures qui s'imposent pour assurer la sécurité du pays ». A propos des armes chimiques et de la décision du gouvernement israélien de ne pas distribuer de masques à gaz à l'ensemble de la population, M. Arens a confirmé ce que les milieux militaires affirmaient depuis quelques jours : le danger d'une attaque chimique doit être ramené à ses justes proportions ; à ce stade, les missiles irakiens soi-disant pas équipés d'armes chimiques ; quant aux avions irakiens qui tenteraient de larguer des bombes chimiques sur les villes israéliennes, « nous avons de bonnes raisons de croire que l'armée de l'air israélienne saura s'en occuper », a dit M. Arens.

Le chef de file des « durs » du Likoud, le ministre du logement, M. Ariel Sharon, estime également que la véritable menace militaire qui pèse sur Israël, ce n'est pas une attaque aérienne, mais une attaque terrestre à partir de la Jordanie. « Mais je suis convaincu, a-t-il dit, que l'Etat-major prépare des réponses adéquates à toutes les situations ». — (Interim).

LA CRISE DU GOLFE

L'opération Salamandre

L'intervention française est essentiellement défensive

Le porte-avions français *Clemenceau* a appareillé, lundi 13 août en fin de matinée en rade de Toulon, avec à son bord quarante-deux hélicoptères de combat, appartenant à la Force d'action rapide, et deux milliers d'hommes. S'agit-il d'une simple mission de présence dissuasive dans le Golfe Persique en crise? De prêter éventuellement main forte à un dispositif international de riposte à une action de l'Irak en Arabie saoudite? Les observateurs politiques et militaires s'interrogent sur l'ampleur et la portée de cette intervention française, qui a été baptisée Salamandre.

En dépit de l'aggravation de la tension, le départ du *Clemenceau* pour le Golfe a semblé presque pour la marine à une opération de routine. Le précédent appareillage du porte-avions français remonte à trois ans, quand, le 30 juillet 1987, il était parti pour quatorze mois, dans le Golfe déjà, au large d'Ormuz, afin de protéger, en pleine guerre Irak-Iran, la liberté de circulation des pétroliers. Frère jumeau du *Clemenceau*, le *Foch* avait lui aussi traversé la Méditerranée il y a à peine un an, à partir du 18 août 1989, en direction du Liban.

Les déplacements des deux fleurons de la marine nationale n'ont donc rien d'exceptionnel. La durée de l'appareillage — soixante-douze heures pour le *Clemenceau* avant son départ de Toulon — ne doit pas non plus étonner. En dépit du savoir-faire des marins et de l'expérience acquise depuis sa mise en service il y a près de trente ans, un tel délai est difficilement compressible, en temps de paix, pour mettre en mouvement un bâtiment d'une telle capacité, le gréer dans sa version porte-hélicoptères, rappeler les centaines de permissionnaires membres de l'équipage et les pilotes habilités (l'appontage d'hélicoptères sur porte-avions reste une opération réservée aux meilleurs), ravitailler le porte-avions et ses bateaux d'escorte.

Si les délais nouveaux de préparation pour une mission de cette envergure ont donc été respectés, la marine n'a pas non plus reçu de consignes d'urgence pour accélérer le transit et éviter les écoles de ravitaillement comme celle qui est prévue cette fois à Djibouti. Les moyens navals sont déjà les plus lents. Chargé de sa quarantaine d'hélicoptères, le *Clemenceau* n'arrivera pas en zone, pour une destination dont le lieu précis n'est pas encore connu, avant la fin de la semaine prochaine. Il a laissé à terre ses avions Superpétard et ses intercepteurs Crusader, équipés de leurs bombes, roquettes et missiles, et en cas de besoin devra recourir à la cou-

verture aérienne des Américains. L'intention politique est évidente. L'envoi d'un porte-avions à une forte charge symbolique, mais un tel bâtiment se déplace toujours, disent les militaires, au rythme que veulent bien lui donner les responsables politiques et les diplomates.

Porte-avions et diplomatie

Il est clair que, dans cette affaire, la diplomatie et les porte-avions dépechés par les États-Unis ont été plus rapides que ceux des Français. La démonstration est faite de la volonté de prudence de Paris, du caractère essentiellement dissuasif donné à la mission du *Clemenceau*. La France a pris le temps pour donner sa chance à la négociation internationale.

Devant les intentions d'action affichées par le président de la République, les délais et les moyens mis en

œuvre pour cette opération militaire, parler d'*«aventure»*, comme l'a fait M. Jean-Marie Le Pen, est donc assez éloigné de la réalité. Au contraire, cette intervention est jugée trop modeste par d'autres responsables de l'opposition, qui auraient souhaité, comme l'a fait dimanche M. François Léotard, une opération plus rapide et offensive, une solidarité plus étroite et les forces américaines ou britanniques déjà stationnées ou sur le point d'arriver dans le Golfe.

Si, en volume, les bâtiments engagés par la France sont inférieurs à ceux de 1987 quand il s'agissait de protéger la liberté de circulation du détroit d'Ormuz, l'actuel *«renforcement»* de notre présence navale et aérienne dans le Golfe, décidé par le gouvernement, n'est pas purement symbolique ou *«ridicule»*, comme dit un officier de marine. Il s'en faut. Quelque très inférieure au dispositif déployé par les États-Unis — un qua-

trième porte-avions vient d'être lancé — les moyens engagés par Paris sont supérieurs à ceux des Britanniques, qui ont dirigé vers l'Arabie saoudite trois navires et deux escadrons.

Démuni de ses intercepteurs et de ses avions d'assaut habituels, le *Clemenceau* ne part pas pour autant seul dans le Golfe. Il est escorté par le croiseur *Colbert*, un bâtiment de lutte anti-aérienne équipé de missiles à longue portée et par un bateau ravitailleur qui peut doubler, voire tripler l'autonomie de cette force navale. Quant aux avions *Protet* et *Commandant-Ducuing*, à la frégate *Dupleix* qui rejoindra le *Clemenceau*, eux aussi sont équipés pour la lutte anti-sous-marin et la lutte de surface.

Ces bâtiments sont donc prêts à toute éventualité d'action offensive. De même, la quarantaine d'hélicoptères embarqués à Toulon sur le *Clemenceau* appartiennent à la force d'action rapide, force polyvalente créée en 1983. Les Puma et les Gazelle sont envoyés sur place non pas seulement pour aller récupérer et aider au rapatriement, en cas de nécessité des ressortissants étrangers menacés.

Ils interviendront en cas d'agression, au besoin au côté des autres forces occidentales, et participeront aux combats. Le 5^e régiment d'hélicoptères qui a embarqué à bord du *Clemenceau* s'est déjà illustré au Liban et en Mauritanie. L'adjonction d'une centaine d'infanterie saoudite dans la lutte anti-chars et d'autres unités d'artillerie de marine n'est pas non plus de pure forme.

Pour des raisons stratégiques ou simplement techniques, il est délicat en matière militaire de vouloir extrapoler et, à partir de l'arsenal déployé, de faire des prévisions. La situation sur le terrain peut évoluer indépendamment des intentions politiques affichées au départ. S'il s'agit d'une simple mission de présence défensive dans le Golfe, de dissuasion de l'agresseur irakien, de vérification de l'embargo décrété par la France et la communauté internationale, les moyens navals et aériens déjà en position dans la zone ou sur le point d'y parvenir semblent suffisants.

Le jerménisme aussi pour riposter à une agression ou pour insister efficacement dans le dispositif d'une force internationale qui aurait à intervenir, à tout moment, contre une offensive de chars irakiens dans les déserts saoudiens? C'est l'une des nombreuses inconnues de l'épreuve de force engagée dans le Golfe, qui pour le moment ressemble à une étonnante guerre de positions, lourde de menaces, mais d'une part l'impressionnant arsenal occidental (notamment américain) engagé aux côtés des pays arabes modérés et d'autre part les armées du maître de Bagdad.

H. T.

Grande-Bretagne : l'« effet Koweït » profite largement à M^{me} Thatcher

Le Foreign Office a déposé une plainte auprès de l'Irak après la mort, samedi soir 11 août, d'un ressortissant britannique abattu par un soldat irakien alors qu'il tentait de franchir la frontière entre le Koweït et l'Arabie saoudite. (lire aussi nos informations page 3). M. Douglas Crockery est la première victime occidentale d'un conflit qui permet à Margaret Thatcher de redresser sa cote de popularité.

LONDRES

de notre correspondant

En 1982, les conservateurs étaient tombés au plus bas avant de se rétablir de manière spectaculaire en juin 1983, avec un raz de marée sans précédent lors des élections générales. L'effet Falkland fut déterminant : voilà pourquoi on parle tant aujourd'hui du « facteur Koweït ». Celui-ci est, pour l'instant, très positif pour M^{me} Thatcher.

Alors que les élections législatives doivent se dérouler au plus tard en juin 1992, plusieurs sondages publiés par les quotidiens du dimanche soulignent que la population fait front derrière son premier ministre et sa décision de dépêcher des unités navales et aériennes pour prendre part à la force multinationale en Arabie saoudite et dans les États du Golfe.

Selon une enquête d'opinion publiée par le *Daily Telegraph* (conservateur), quatre Britanniques sur cinq approuvent sans restriction l'utilisation éventuelle de la force pour contrer le président Saddam Hussein. Et 42 % des personnes interrogées sont favorables à un bombardement d'objectifs civils en Irak en cas de guerre!

Une stature internationale rétablie

Cet « effet Koweït » se ressent au niveau de la politique intérieure. L'avancé du parti travailliste sur la formation au pouvoir est tombée de 16 % à 8 % en moins d'un mois, indique un sondage du quotidien *Sunday Correspondent*. « Oubliés la controverse sur l'impôt local, le délabrement de l'éducation, de la santé et des transports. Dans un tel moment critique, quand la nation prend les armes et quand des vies anglaises sont en danger, le pays se range derrière ses dirigeants » : cet éditorial du *Sunday Times* résume le sentiment général qui prévaut outre-Manche.

La présence de M^{me} Thatcher aux États-Unis au moment de l'invasion du Koweït par l'Irak, la conférence de presse conjointe avec le président Bush dans le Colorado, sa visite à la Maison Blanche, lui ont permis de rétablir une stature internationale mise à mal par ses hésitations dans l'affaire Ridley et son manque de sensibilité européenne.

Le meurtre d'un sujet britannique et le vol d'une boîte de l'air du vol de la British Airways en transit à Koweït ont provoqué un choc dans l'opinion, inquiète du sort des quatre mille six cents ressortissants britanniques bloqués au Koweït et en Irak.

Si les dirigeants conservateurs pouvaient aujourd'hui après les désastres sondages concernant M^{me} Thatcher enregistrés lors du premier semestre, le Labour, qui, jusqu'à l'invasion, avait le vent en poupe, fait grise mine. Son leader, M. Neil Kinnock, habituellement très critique à l'égard de la « relation spéciale » qui unit Londres à Washington, a applaudi sans réserve à l'envoi de moyens militaires britanniques.

Néanmoins, certains députés travaillistes de la « gauche dure » n'hésitent pas à critiquer le caractère « provocateur » de l'intégration d'unités britanniques au sein de la force multinationale. Dans le contexte patriotique actuel, de telles assertions ne peuvent que rendre la position de M. Kinnock de plus en plus inconfortable.

Certains facteurs limitent toutefois l'emploi de l'« effet Koweït ». Ce sont les États-Unis et non la Grande-Bretagne qui supportent le plus gros des efforts destinés à frapper les visées du numéro un irakien. La Maison Blanche n'a pas caché sa déception devant le manque de coopération de la flotte Armilla composée de trois navires de guerre, trois dragueurs de mines, vingt-quatre chasseurs Jaguar et Tornade ainsi que de trois avions de reconnaissance Nimrod.

Beaucoup voient derrière cette modeste présence la « patte » du Foreign Office — le ministère des affaires étrangères — soucieux de ne pas envenimer davantage les relations avec le monde arabe et mettre en péril le très anglophile roi Hussein de Jordanie.

Enfin, les retombées inflationnistes du relèvement du prix du pétrole vont contraindre le chancelier de l'Échiquier John Major à remettre à plus tard son projet de réduction des taux d'intérêt destinés à relancer l'activité à l'approche du scrutin général. (Inf-irm.)

M. D.

L'appareillage du « Clemenceau »

« Le petit sur ce grand bateau... »

TOULON

de notre correspondant

« C'est un défi. Nous sommes habitués à la relève, et tout s'est passé dans le calme et la bonne humeur... » : à la préfecture maritime, l'officier n'est pas très loquace. Question d'efficacité et de gain de temps. De fait, à Toulon, on est rodé à ce type de préparatifs puisque c'est le troisième fois en quatre ans que le « Clem » appareille dans de pareilles circonstances. Ce qui fait dire à un officier marinier que, « décidément, pour le Clem, l'été est souvent chaud... Mais l'organisation ne fait jamais défaut ».

Les opérations de ravitaillement ont été les premières. Quelques 180 tonnes de vivres ont été embarquées, de quel subsideur durant deux jours. Rien ne manquait. Tout est prévu sur la checklist : du papier à lettres au briquet, en passant par les savonnets et les stylos-billes.

Dans la journée du samedi, sont arrivés les premiers permissionnaires, qui ont dû s'armer pour la plupart d'entre eux, aux douzaines d'un mois de vacances à peine entamées. Retrouvailles. Joyeux plus ou moins émus, avant de franchir la grille de l'arsenal maritime et de se diriger vers le quai Milhaud,

où sont amarrés le *Clemenceau*, le *Var* et le *Colbert*.

Ces calmes préparatifs tranchent avec l'effervescence qui règne au-delà des grilles de l'enceinte militaire. Les touristes suivent le ballet des hélicoptères qui apportent nez à l'est après avoir décrit de larges cercles au-dessus de la rade...

Il sont des milliers à se presser sur les pontons d'embarquement, à s'offrir un frisson avant d'acheter quelques cartes postales représentant le *Clemenceau*, en vente en toutes tailles dans les boutiques du port.

Toulon et la marine sont indissociablement liées, dans l'histoire, la sociologie et l'économie de cette préfecture maritime ouverte sur le grand large. Comme le fait remarquer un serveur dans un bar du port, « quand la marine prend froid, toute la ville refroidit ».

Elle renifle, comme ces fermes et ces enfants qu'il y a 130 ans, en regardant par le *Clemenceau*, le *Colbert* et le *Var* sans savoir quand ils reviendront. Comme ce vieux pêcheur d'embarcations qui trône en casquette de toile en lançant, comme pour conjurer le sort : « La flotte, on aurait pu la garder. Par ces temps de sécheresse, ça nous aurait été drôlement utile, alors que le petit sur ce grand bateau... »

JOSÉ LENZINI

Les mouvements de troupes

L'envoi de quelque cinquante mille soldats américains en Arabie saoudite devrait coûter entre 300 et 440 millions de dollars par mois, indiquent des spécialistes américains de la défense. Le Pentagone se refuse toutefois à fournir le moindre chiffre.

Lundi, les nouveaux mouvements de troupes se présentaient ainsi :

● **Égypte** : le premier contingent égyptien arrivé samedi en Arabie saoudite est composé de trois mille hommes. Selon *Al-Ahbar*, il s'agit d'une « avant-garde » de troupes spéciales appartenant à des unités de choc et aux parachutistes. Il est accompagné d'une délégation militaire chargée de la coordination du déploiement des forces arabes.

● **Maroc** : selon des sources diplomatiques à Ryad, les premières unités marocaines sont arrivées sur place samedi.

● **Syrie** : dimanche, le quotidien égyptien *Al-Ahbar* a publié une interview du président Assad dans laquelle celui-ci affirme que son pays sera « parmi les premiers

qui appliqueront les résolutions de la Ligue ».

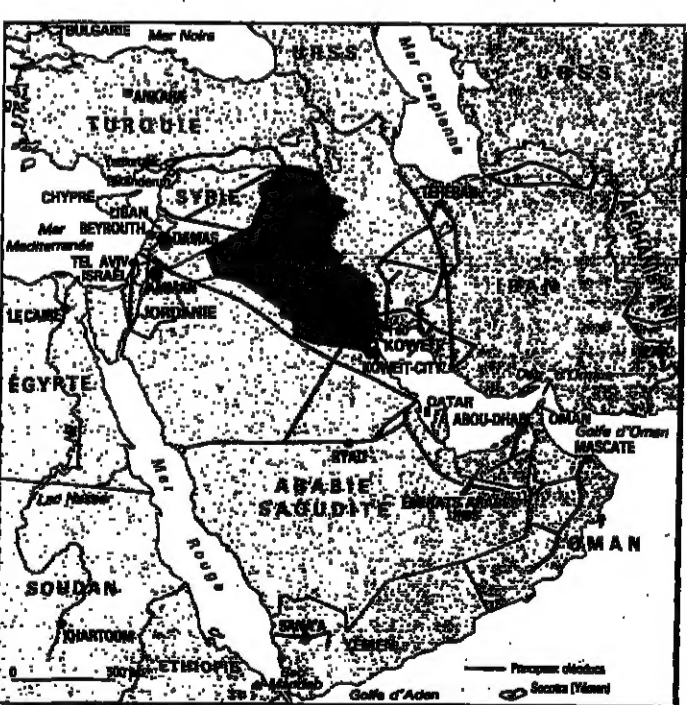
● **États-Unis** : le Pentagone s'est refusé à confirmer l'information selon laquelle un quatrième porte-avions, le *Kennedy*, serait sur le point d'être envoyé au Proche-Orient. Les forces américaines en Arabie saoudite vont recevoir l'appui de chasseurs-bombardiers F-15E Eagle. Des missiles sol-air Patriot d'une portée de 95 kilomètres — encore jamais utilisés au combat — vont aussi être déployés.

● **Émirats arabes unis** : le commandement militaire des Émirats a fait publier samedi dans la presse des placards annonçant qu'une formation militaire serait dépêchée tous les dimanches à la population civile et a fait appel aux volontaires.

● **Turquie** : selon la presse turque, deux escadrons de chasseurs F-16 et d'autres avions ont été déployés le long de la frontière avec l'Irak, tandis que les forces terrestres ont reçu des consignes de se tenir prêtes.

● **Danemark** : Copenhague est prête à participer à un blocus maritime international contre l'Irak, sous l'égide des Nations unies, a annoncé dimanche le ministre danois des affaires étrangères.

● **Irak** : le général Brent Scowcroft, conseiller pour les affaires de sécurité de la Maison Blanche, a fait état dimanche de la présence d'armes chimiques « sur des bases et des terrains d'aviation » irakiens. L'utilisation de ces armes, a-t-il ajouté, sera considérée « très sérieusement » par les États-Unis. Les Irakiens continuent à acheminer des renforts au Koweït, et ont installé le long de la côte des missiles sol-air Silkworm de fabrication chinoise, a annoncé samedi le *Washington Post*.



Un millier de conseillers militaires soviétiques resteraient actifs en Irak

Selon un responsable américain cité dimanche 12 août par le *Los Angeles Times*, un millier de conseillers militaires soviétiques sont maintenus en service en Irak, ce qui a créé des frictions entre Moscou et Washington et menacé la coopération qui s'est établie entre les deux capitales au début de la crise.

Un communiqué du ministère soviétique de la défense, publié par le quotidien de l'armée *Krasnaya Zvezda*, indiquait qu'un « petit groupe » de conseillers militaires soviétiques restait en Irak « pour compléter les accords inter-gouverne-

mentaux ». En général, ils travaillent à la maintenance dans des usines, dans des institutions d'enseignement ou des sites de construction », selon le communiqué.

Des responsables américains ont estimé que ces conseillers « sont dans la même situation » que les autres étrangers sous contrats qui ne sont pas autorisés à quitter l'Irak. Mais l'URSS, qui a cessé ses fournitures d'armes et d'état prononcée en faveur de l'embargo, « est selon nous dans l'obligation de ne pas avoir de conseillers en Irak », ont-ils ajouté. — (UPI, AP.)

Certains dirigeants de l'OLP semblent contester l'attitude de la centrale

TUNIS

de notre correspondant

Le vote de l'OLP contre la résolution adoptée par le sommet arabe du Caire ne semble pas faire l'unanimité au sein de la direction palestinienne. Ceux qui le contestent aujourd'hui mezzanotte ne souhaitent certes pas que la centrale s'associe à la résolution présentée par les Égyptiens, mais ils auraient préféré une abstention qui, à leurs yeux, présentait l'avantage de ne couper les ponts avec personne. Désormais, les jeux sont faits et il paraît plus difficile que jamais d'entrevoir par quel canal arabe pourront être repris les fils déjà tendus auxquels s'accrochait le processus de paix engagé voici bientôt deux ans.

Les amis, à Tunis, de M. Yasser Arafat, expliquent qu'il était impératif pour celui-ci de marquer le refus de l'OLP de l'intervention des forces américaines mais sans pour autant adopter une position aussi tranchée que celle à laquelle il a été contraint.

Un bouclier contre Israël

Selon un porte-parole de la centrale palestinienne cité par l'agence de presse Wafa, M. Arafat avait proposé à ses pairs, réunis sur les bords du Nil, la formation d'un comité de chefs d'État (Égypte, Algérie, Yémen, Jordanie, OLP et « même » Arabie saoudite si elle le désirait) pour tenter de trouver une solution « honorable » à la crise passant par le retrait des troupes irakiennes du Koweït, « le respect de la légitimité » du gouvernement koweïtien en place avant l'invasion et « le soutien à la sécurité et à la stabilité » des autres États du Golfe « sous couvert d'un

parapluie arabe ». Or cette proposition, « bien qu'acceptée dans son principe », n'a pas été soumise au vote, assure le porte-parole de l'OLP. Et d'autres Palestiniens ajoutent que les débats étaient exclusivement conduits par les Égyptiens sans se préoccuper de l'OLP, qui assure pourtant la présidence de la session actuelle de la Ligue arabe.

Dès lors, la centrale palestinienne ne pouvait que s'opposer au seul texte proposé par le Caire, qui justifiait l'appel aux forces militaires américaines. Voilà pour les principes.

Quant à la tactique, il est bien évident que M. Arafat ne pouvait approuver une condamnation en bonne et due forme de l'Irak au moment où Saddam Hussein est considéré un pen partout dans le monde arabe comme étant le seul véritable bouclier arabe contre Israël et que son autorité est de plus en plus sérieusement battue en brèche dans les territoires occupés par les groupes intégristes, bénéficiant d'ailleurs d'une large assistance financière des pays du Golfe, à commencer par le Koweït.

Il était donc difficile sinon impossible pour le chef de l'OLP d'aller à contre-courant de son opinion qui a trouvé un nouveau héros dans le maître de Bagdad, lequel aurait sans doute vite fait, si l'environnement lui était favorable, de déstabiliser l'actuelle direction par le truchement d'un mouvement extrémiste, par exemple celui d'Abou Nidal qu'il garde en réserve depuis déjà quelque temps chez lui. Demain viendra le temps difficile de préserver la sacro-sainte indépendance de décision palestinienne qui est, peut-être plus menacée que jamais. Il y a en tout cas à Tunis des Palestiniens pour le penser.

M. D.

(Publicité)

L'ÉCONOMIE SAOUDIENNE EN FICHE

Arabies publiés, dans chaque numéro, une fiche économique concernant un pays arabe. Ce document révèle les principaux indicateurs de l'économie, la législation des investissements, les secteurs porteurs, les atouts et les handicaps qu'il présente, enfin les bonnes idées et les adresses utiles.

Dans le numéro double de Juillet-Août d'Arabes

en kiosques et en librairies
79, rue Jouffroy 75017 Paris
(Tél. : 46.22.34.14)

مكتبة النهر

LA CRISE DU GOLFE

Egypte : M. Moubarak n'a « aucun espoir » de solution pacifique

La rapidité avec laquelle l'Egypte a dépêché trois mille parachutistes et commandos en Arabie saoudite est révélatrice de la détermination du président Moubarak de voler à l'aide des pays du Golfe. Il n'attendait en fait que le feu vert du sommet arabe. Une telle opération nécessite en effet une préparation à plusieurs jours, notamment au niveau logistique. Toute la brigade de transport aérien était en état d'alerte depuis que le président Moubarak avait estimé qu'il n'y avait plus d'espoir de voir l'Irak faire la moindre concession.

LE CAIRE

de notre correspondant

Plutôt que de faire cavalier seul, le raïs a préféré attendre quarante-huit heures avant d'agir. Il a tiré la leçon du traité de paix avec Israël quand l'Egypte s'était fait mettre au ban du monde arabe lors du sommet de Bagdad (1979) pour avoir signé, seule, les accords de

Camp David avec Israël. Ce qui compte aux yeux du Caire, c'est que douze pays arabes ont voté pour l'envoi de troupes arabes dans le Golfe alors que trois seulement s'y sont opposés.

Dans des déclarations faites après le sommet, le raïs, qui a eu des entretiens « très amicaux » avec le colonel Kadhafi, a déclaré que Tripoli n'avait pas rejeté la résolution mais émis en fait des réserves à propos de l'article justifiant le droit de recours à des forces étrangères pour les pays du Golfe. Selon M. Moubarak, le colonel Kadhafi « est favorable au retrait irakien et au retour de la légitimité au Koweït et estime que l'acceptation (de l'occupation des territoires par la force) représentait un grand danger pour la cause arabe et notamment la cause palestinienne ».

Pour ce qui est du rejet irakien des résolutions du sommet, M. Moubarak est sans illusions. Il a en effet estimé qu'il n'y avait « aucun espoir » de trouver une solution pacifique à la crise irako-koweïtienne. « J'ai tenté l'impossible, mais il n'y a aucun espoir depuis que Bagdad a annoncé l'annexion du Koweït et la nomination de fon-

ctionnaires dans ce pays. » Il a toutefois exclu que les forces égyptiennes envoyées dans le Golfe participent à une opération militaire contre l'Irak.

Révélation de la presse

La presse officielle égyptienne pour sa part critique violemment l'Irak. Selon les journaux du Caire, la délégation irakienne n'a participé au sommet que pour le saboter. Elle révèle à cet égard que M. Taha Yassine Ramadan, le premier vice-premier ministre irakien, a pris part à toute la conférence armée d'un pistolet dont il a refusé de se débarrasser. Une attitude qui aurait été perçue comme une menace par l'envoi du Koweït qui aurait immédiatement révoqué un gilet pare-balles.

Mais c'est le chef de l'OLP, Yasser Arafat, qui a droit aux plus violentes attaques. Les éditoriaux sont presque unanimes à souligner « les contradictions d'Arafat et son incohérence » puisqu'il accepte l'occupation de territoires par la force des armes. Le président Moubarak l'a lui-même accusé de chercher à gagner du temps par tous les

moyens pour embourber le sommet dans des questions secondaires. Les relations qui étaient déjà tendues avec l'OLP risquent d'être complètement gelées.

Sur le plan intérieur, le président Moubarak ne semble pas, contrairement à d'autres pays arabes, avoir de soucis à se faire. La plupart des égyptiens soutiennent l'envoi de troupes égyptiennes en Arabie saoudite. Ils ne veulent pas que les trois à quatre cent mille expatriés égyptiens en Arabie saoudite et dans les autres petits Etats du Golfe deviennent eux aussi les otages de l'Irak. Les seuls à condamner l'envoi de troupes égyptiennes en Arabie saoudite sont les Frères musulmans, à cause de la présence américaine. Toutefois, l'attitude de la confrérie est beaucoup plus mitigée que celle de la Jordanie puisqu'elle a déjà condamné l'agression irakienne et l'occupation du Koweït.

La position du président Moubarak est donc solide, à condition toutefois qu'il reçoive une aide économique occidentale accrue pour contrebalancer la baisse des revenus provenant des expatriés, du canal de Suez et du tourisme.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Le roi de Jordanie dans la tourmente

Suite de la première page

Deuxièmement, personne n'a voulu, selon lui, voir clairement les racines du problème, qui a ses origines dans le tracé des frontières, fruit de « l'impérialisme », et dans le refus d'aider financièrement l'Irak après les lourds sacrifices consentis « pour défendre la nation arabe et ses régimes ».

Troisièmement, enfin : il y a deux poids, deux mesures. Pourquoi le souci légitime du respect international a-t-il joué avec une telle ampleur cette fois, alors que « l'occupation israélienne des territoires palestiniens, syrien et liba-

les soutiennent et - fait plus nouveau - le roi Fahd d'Arabie saoudite et le président Moubarak d'Egypte.

Après avoir brûlé une dizaine de drapeaux américains et quelques drapeaux britanniques et israéliens, la foule déchaînée a conspué les dirigeants saoudiens - « les Juifs des Arabes » - accusé le roi Fahd d'être « un traître à la nation » et « un ennemi de Dieu », le président Moubarak d'être « un agent de la CIA et un valet des Américains ».

Les manifestants, des hommes dans leur immense majorité et



Algérie : le soutien populaire à l'Irak met les islamistes dans l'embarras

Comme dans les autres pays arabes, les thèses irakiennes soulèvent une large adhésion en Algérie, même si la mobilisation dans la rue n'est pas encore massive. Mais à quelques mois des élections législatives, la crise du Golfe provoque surtout une redistribution des cartes politiques. Le FIS pourrait ainsi chèrement payer le traditionnel soutien politique et financier que lui octroie l'Arabie saoudite.

ALGER

de notre correspondant

En principe, la diplomatie algérienne fait balance égale en condamnant l'annexion du Koweït par l'Irak comme le déploiement armé occidental dans le Golfe. Mais ce n'est que l'apparence. Car même si les communiqués officiels n'oublient pas d'exiger le retrait des troupes irakiennes derrière leurs frontières d'avant l'agression, Alger est beaucoup plus enclin à insister sur l'intervention américaine en « terre arabe » que sur le coup de force de M. Saddam Hussein.

Ce faisant, les autorités algériennes sont au diapason de leur peuple dont les sentiments majoritaires ne font guère de doute : l'Irak est désormais identifiée au redresseur de torts dont la nation arabe a si ardemment besoin dans sa lutte contre Israël et ses alliés pro-américains - les Etats-Unis - ou surnomés - le Koweït.

Le royaume et ses princes réputés se gouverner dans les casernes de la Côte d'Azur n'ont traditionnellement pas bonne presse en Algérie, pays qui peine sous le poids d'une dette de quelque 25 milliards de dollars. C'est pourtant avec une réelle surprise que les Algériens ont appris que les avoirs koweïtiens bloqués dans les banques occidentales se comptent en milliards de dollars. Or, ce trésor qui pourrait si facilement régler les problèmes des pays arabes pauvres ou surpeuplés sert d'abord, dit-on ici, à l'enrichissement des économies occidentales. Bref, de l'argent arabe finance les ennemis des Arabes. Il n'en a pas fallu plus pour condamner à l'annexion le Koweït, cette « aberration de l'Histoire » qui n'a soulevé aucune compassion dans le cœur des Algériens.

M. Sid Ahmed Ghozali, le ministre des affaires étrangères, a bientôt avancé un autre argument en laissant entendre que la mobilisation des médias occidentaux contre l'Irak était en fait destinée à masquer le gel des avoirs koweïtiens, sorte de « hold-up du millénaire » perpétré au bénéfice des « sionistes » qui « détiennent le système bancaire international et le système d'information international ».

Intervention américaine pour sauver des princes dévoyés, manœuvres obliques des « sionistes » pour voler l'argent arabe, comportement inégal de l'Occident qui ne s'émou pas de la présence israélienne dans les territoires occupés mais voudrait interdire celle de l'Irak à Koweït-City : pour l'homme de la rue l'affaire est entendue et ne souffre pas de discussion. Il est également peu vraisemblable que les derniers marchandages du président irakien remettent en cause ce sentiment. Habituellement, M. Saddam Hussein

ne fait en effet que frapper sur le même clou du « deux poids-deux mesures ».

Les réactions, néanmoins, sont encore modestes et seules deux petites manifestations, à Khoucha et à Batna, dans les Aurès, ont pour le moment eu lieu. Plusieurs partis politiques, dont le FLN, le FIS et le MDA, parti de M. Ben Bella, ont également appelé à la mobilisation et à l'organisation de défilés au cours de la semaine.

L'essentiel n'est cependant pas là mais dans les conséquences politiques que suscitera en Algérie la crise du Golfe. Depuis son déclenchement, les cartes sont en cours de redistribution rapide, remaniement en cause les certitudes les mieux assises. L'arabisme, doctrine dont le FLN s'était fait le porte-drapeau, semblait moribond, remplacé par l'islamisme et ses hérauts du FIS. Voilà pourtant que le nationalisme arabe retrouve une nouvelle jeunesse, mobilisant à nouveau les masses algériennes qui acclament un président irakien, laïque et de surcroît anti-islamiste. M. Saddam Hussein a montré qu'il savait aussi rassembler large en appelant les musulmans à bouter l'infidèle hors des lieux saints.

Le FIS pris en tenaille

Pour le FIS, il s'agit d'un défi d'autant plus sérieux que l'Arabie saoudite, mise désormais au ban du monde arabe, a toujours figuré

parmi ses plus solides soutiens, tant politiques que financiers. Les hésitations observées dans les rangs des responsables islamistes qui ont, ces derniers jours, manifesté une prudence verbale inhabituelle montrent assez leur embarras. Dimanche soir ils ont enfin réagi, appelant « l'ensemble de la nation musulmane » à organiser, vendredi prochain, au sortir des mosquées, des marches de protestation « contre la présence des forces étrangères au Golfe ».

Sans doute le FIS entend-il faire la preuve qu'il ne laissera pas ses adversaires braconner impunément sur ses terres. Mais il n'est pas quitte pour autant, pris en tenaille par le FLN, qui, sur le terrain du nationalisme arabe a plus d'expérience que lui, et par M. Ben Bella dont le parti, prenant à appeler à manifester, a immédiatement senti la nouvelle donne. S'il est trop tôt pour déceler toutes les subtilités du nouveau jeu politique, on peut supposer que le FIS qui a aujourd'hui à combattre sur un terrain dépourvu de pétrole, risque de devoir payer le prix électoral de ses bonnes relations avec l'Arabie.

De même, les islamistes pourraient-il être de la hausse du prix du pétrole. Les autorités se gardent bien d'attirer l'attention sur ce point, mais si le désordre des marchés et leur corollaire qu'est la hausse des prix pétroliers se poursuivent, l'Algérie verra rapidement tomber dans ses caisses plusieurs centaines de millions de dollars

supplémentaires. Que faire de cette manne inattendue ? Faciliter-elle la reprise d'activités d'entreprises au bord de l'asphyxie ou servira-t-elle à injecter sur le marché des biens de consommation qui font cruellement défaut ? Dans ce dernier cas, le FIS qui tire aussi sa force des pénuries de toutes sortes endurées par le consommateur algérien pourrait voir s'éroder une partie de son électorat potentiel.

Enfin, la crise du Golfe aura aussi montré la fragilité de l'Union du Maghreb arabe (UMA). Des cinq pays qui la composent, aucun n'a pris une position identique au récent sommet du Caire : le Maroc s'est engagé à envoyer des troupes en Arabie après avoir voté la résolution présentée par l'Egypte, la Libye a voté contre, l'Algérie s'est abstenue, la Mauritanie a émis des réserves et la Tunisie a tout simplement boycotté la réunion.

Deux semaines à peine après le sommet d'Alger (le Monde du 25 juillet) où avait été votée une résolution proposant à l'Irak et au Koweït la médiation de l'UMA, l'organisation maghrébine s'est montrée incapable de dégarer un accord minimal entre ses membres. Pour autant, l'UMA n'est pas encore condamnée. Mais les désaccords du Caire montrent qu'il va falloir beaucoup plus que quelques sommets si ses membres veulent un jour parler d'une même voix.

GEORGES MARION

Tunisie : unanimité contre l'intervention américaine

Le président Ben Ali s'est implicitement rangé au côté de Bagdad en critiquant, en termes à peine voilés, l'Egypte et l'Arabie saoudite et en déplorant très fermement l'intervention des forces occidentales dans le Golfe.

TUNIS

de notre correspondant

M. Ben Ali, qui s'adressait samedi 11 août à ses compatriotes dans une allocution radiotélévisée, a expliqué que s'il avait boycotté le sommet arabe du Caire c'était parce qu'il était persuadé que celui-ci était voué à l'échec et qu'il consacrerait seulement les divisions entre Arabes, étant données « la précipitation et la hâte » avec lesquelles il avait été convoqué.

« Pis encore », selon lui, avant même le début des assises « les troupes étrangères affluaient sans discontinuer vers la terre arabe ». Or, « par respect envers les sentiments des Arabes et face à la situation délicate » il aurait été « convenable d'arrêter le débordement », d'autant que « l'Irak avait démenti avec force l'intention que d'aucuns lui prêtent d'agresser un quelconque pays arabe ». D'ailleurs, si sa demande de report du sommet avait été prise en considération, le président tunisien se serait rendu en Irak pour convaincre Saddam Hussein « de la nécessité de parvenir à un règlement qui tienne compte des intérêts des parties en conflit et préserve l'unité de la nation arabe, ses intérêts et sa sécurité ».

M. Ben Ali ne l'a pas dit mais, en fait, la Tunisie, comme on le laisse entendre dans les cercles politiques, ne voulait pas, en se rendant au

Caire, cautionner un scénario qu'elle considérait déjà mis au point par l'Egypte dans le seul souci de faire approuver l'appel saoudien aux troupes américaines.

Sans jamais citer nommément les Etats-Unis ou tout autre pays, le président tunisien a refusé « de confondre une légitimité imaginaire à l'intervention étrangère dans les affaires de la nation arabe », qui ne peut que pousser les parties en conflit à « plus de fermeté et d'obstination ». « Au nom de quelle accepter cette présence ? », s'est-il interrogé en rappelant le conflit palestinien, l'occupation des territoires arabes, la répression de l'intifada et l'invasion du Liban. Selon M. Ben Ali, « la légitimité et les principes qui la sous-tendent ne pèsent pas lourd devant les intérêts viciés des grandes puissances et changent en fonction de ces intérêts et des rapports avec la partie à condamner ».

Comité de soutien

Ce langage inhabituel de la part du chef de l'Etat, dont les résonances nationalistes arabes retiennent l'attention des milieux diplomatiques, répond à l'attente d'une très large partie de l'opinion publique. Une unanimité pas si fréquente depuis quelque temps dans le pays est donc en train de prendre corps autour d'une sympathie et d'une solidarité ouvertes à l'égard de l'Irak plus facilement que sur des thèmes de politique intérieure.

Un « comité national de soutien à l'Irak » réunissant la plupart des partis de l'opposition, des personnalités et diverses organisations et associations socio-professionnelles a été constitué, apparemment avec la bienveillance

sinon l'approbation du pouvoir. Préside l'homme de lettres Hichem Jaïet, il se propose entre autres de favoriser une campagne de souscriptions en faveur des volontaires tunisiens « disposés à gagner le front pour combattre l'agression contre l'Irak ».

Il demande aussi la rupture des relations diplomatiques « avec les pays qui pratiquent l'intervention », comme les Etats-Unis, l'Egypte et l'Arabie saoudite, et proclame son soutien à « l'acte de l'entrepris l'Irak », y compris l'annexion du Koweït. Dans son allocution, M. Ben Ali n'avait pas été jusqu'à condamner explicitement l'agression irakienne contre le Koweït, qui a tout de même investi dans son pays au cours de ces dernières années quelques centaines de millions de dollars.

Les islamistes du mouvement Ennahdha ne se sont pas associés à ce Comité de soutien. Bien que certainement partagés entre leur souci de ménager leurs protecteurs du Golfe et de ne pas demeurer en marge du concert arabe anti-occidental, ils ont dû prendre position après un silence lourd d'hésitation.

Dans un communiqué, ils se sont évidemment élevés contre l'invasion du Koweït, mais ont aussi dénoncé avec la même vigueur « l'intervention américaine en Arabie saoudite et les parties arabes impliquées dans ce complot ». Embolant le pas à Saddam Hussein de façon inattendue, Ennahdha a lancé un appel « au peuple arabe et islamique à la mobilisation et au Jihad [guerre sainte] contre l'impérialisme américain, contre ces forces ennemies venues souiller les lieux saints de l'Islam et détruire les potentialités de la nation islamique ».

MICHEL DEURÉ

Le front du refus de la présence américaine

Ce souci de modération et d'équilibre, la rue, de toute manière n'en a cure, et la crise du Golfe aura réussi le miracle de rassembler dans un même mouvement de protestation toutes les tendances politiques jordaniennes ou palestiniennes confondues, des Frères musulmans aux partis communistes, unis aujourd'hui dans le même front du refus de la présence américaine.

Lancés par les différents partis ou comités créés pour la circonstance, des appels se font jour au boycottage des produits américains, au retrait des fonds arabes des banques américaines, à la création d'une armée islamique pour défendre La Mecque. Pour la première fois aussi, l'Union soviétique a été prise à partie dans un communiqué du Parti Baas pour « son accord tacite au déploiement américain ».

Les manifestations de soutien à Bagdad se multiplient en Jordanie, où plusieurs d'entre elles se déroulent quotidiennement dans différentes parties du royaume et dans les camps palestiniens. Ils étaient environ dix mille dimanche après-midi à Mafrak, à 70 kilomètres au nord-est d'Amman, où reposent les dépouilles de trente-cinq soldats irakiens tués lors des guerres de 1948 et de 1967, à crier leur colère à la fois contre les Etats-Unis, les pays qui

neus pour la plupart, n'avaient pas de mots trop durs pour condamner les Etats-Unis et exalter les actions du président irakien, « l'homme qui dit « non » à Washington ».

Beaucoup reconnaissent facilement que le président Saddam Hussein est loin de répondre à leurs aspirations personnelles, mais tous ne veulent voir aujourd'hui en lui que « l'homme qui a rendu aux Arabes leur dignité en ne cédant pas devant l'Occident ». Fait exceptionnel, à Amman les étrangers se font interroger dans les rues sur leur nationalité, et consentent des risques, le roi a dimanche appelé les Jordaniens à « à traiter avec égards les étrangers ».

Mesures de mobilisation

Plus pour le moment qu'une véritable préparation à la guerre, même si cela risque d'entraîner un dangereux climat de mobilisation, est-ce sans doute pour répondre à cette volonté de faire quelque chose que le roi Hussein a décidé dimanche l'ouverture de centres de premier secours, de centres d'entraînement de la défense civile et d'entraînement militaire de l'armée populaire.

Créée en 1980 hors du cadre régulier de l'armée, cette armée populaire est ouverte à tous les citoyens, hommes ou femmes, de dix-huit à cinquante-six ans, qui reçoivent un entraînement militaire. L'armée jordannienne, quant à elle, est en alerte partielle depuis le 2 août, et la plupart des permis-sions ont été supprimées.

La cohésion populaire dans le soutien à l'Irak réduit de toute façon considérablement la marge de manœuvre du roi, et on voit mal, par exemple, comment dans ces circonstances la Jordanie, malgré les affirmations de son souverain concernant son respect de la charte de l'ONU, pourrait se joindre aux sanctions décrétées par le Conseil de sécurité. Pris dans la tourmente, le roi Hussein navigue au plus près, conscient du fait que, quoi qu'il décide, il a beaucoup à perdre et que l'avenir s'annonce plus sombre que jamais.

Faut-il voir dans le fait que roi ait affirmé aux parlementaires et ministres que le titre qui « l'honorait le plus dans cette vie » et dont il aimerait être appelé est celui de « chérif Hussein », un signe de sa grande désillusion et de sa lassitude ? Ce rappel à ses racines à la fois religieuses, et historiques (son arrière-grand-père, le chérif Hussein, a régné sur La Mecque et le Hedjaz avant d'être battu par les armées d'Ibn Saoud) ne peut dans tous les cas, quel qu'en soit son but, que profondément déplaire à l'Arabie saoudite, déjà sérieusement malmenée dans les rues jordaniennes.

FRANÇOISE CHIPAUX

LA CRISE DU GOLFE

Turquie : le Parlement donne au premier ministre le pouvoir de déclarer l'état de guerre

Le premier ministre turc, M. Yildirim Akbulut, a demandé dimanche 12 août et obtenu de l'Assemblée, par 216 voix contre 151, le pouvoir de déclarer l'état de guerre si le gouvernement le jugeait nécessaire. Cette démarche semble indiquer que le président Turgut Ozal, qui détenant déjà ce pouvoir, préfère s'abriter derrière son premier ministre, face aux critiques de l'opposition, qui dénonce ses ambitions personnelles.

ISTANBUL

de notre correspondante

Face à la crise, le président Ozal affiche un optimisme prudent, estimant peu probable une deuxième guerre dans le Golfe, l'embargo économique devant suffire à faire fléchir Bagdad, quitte à attendre trois à cinq mois. La Turquie, seul membre de l'OTAN dans la région, a cependant mis ses forces armées en état d'alerte partielle. L'Irak s'est plaint samedi que des avions turcs aient, à deux reprises, violé son espace aérien. Mais M. Ozal affirme que la Turquie n'interviendra militairement et n'autori-

sera les Etats-Unis à user de ses bases aériennes que si elle est attaquée. Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, lors de sa visite jeudi, a promis à la Turquie la protection de l'OTAN contre d'éventuelles hostilités du régime irakien.

M. Ozal voit la crise actuelle comme une occasion d'améliorer l'image internationale de son pays, régulièrement accusé de violations des droits de l'homme et qui essuie un refus poli de la part de la Communauté européenne. Il est convaincu de l'importance pour la Turquie d'avoir aujourd'hui les projecteurs braqués vers elle. « Pour obtenir une couverture pareille nous aurions dû payer des millions aux agents de publicité que nous employons », a-t-il déclaré.

Le jeu dangereux de M. Turgut Ozal

Mettant sa carrière politique en jeu, il a donc choisi, dès l'invasion du Koweït, de prendre les choses personnellement en main. Au quatrième jour du conflit, son premier ministre posait les fondations d'une surenchère dans l'est du pays. La Turquie n'est pourtant pas sous régime présidentiel et le chef de l'Etat, qui constitutionnellement n'appartient à aucun parti, évite généralement de se mêler des

affaires de son gouvernement. L'opposition reproche donc à M. Ozal — resté très proche de l'ANAP, le Parti de la mère patrie qu'il a fondé et qui détient la majorité au Parlement — d'avoir outrepassé ses pouvoirs.

Les deux dirigeants de l'opposition parlementaire — M. Inonu, du Parti populiste social démocrate et M. Demirel, du Parti de la juste voie (droite) — ont refusé samedi de se rendre au palais présidentiel pour faire un point de la situation avec le président. « La Turquie n'est pas Ozal Land », a déclaré M. Demirel, qui a dénoncé devant le Parlement ce qu'il considère être un jeu dangereux du chef de l'Etat, consistant à miser trop sur les Etats-Unis. « Le pouvoir de négociation de la Turquie a disparu. Personne n'a le droit de pousser la Turquie dans une voie sans issue », a-t-il affirmé.

Mais M. Ozal a réussi à naviguer sans trop de dommages jusqu'à présent. L'ensemble du pays a compris la nécessité pour la Turquie de s'aligner sur les Nations unies en respectant les sanctions économiques. Samedi, face à des journalistes turcs plutôt agressifs lors d'une conférence de presse diffusée en direct par la télévision, il est parvenu, jovial et souriant, à donner l'image d'un chef d'Etat gérant bien la situation.

NICOLE POPE

Japon : M. Kaifu décide d'annuler sa visite au Proche-Orient

La visite que M. Kaifu devait effectuer du 15 au 27 août dans cinq pays du Proche-Orient a été annulée en raison de la tension dans la région, a annoncé, lundi 13 août, le porte-parole du gouvernement. Ce voyage pourrait être reporté au mois d'octobre.

TOKYO

de notre correspondant

Bien que le premier ministre ait réaffirmé la semaine dernière qu'il n'avait pas changé d'intention, le ministre des affaires étrangères semblait favorable à un report de cette visite en Turquie, en Arabie saoudite, à Oman, en Jordanie et en Egypte. M. Nakayama, le chef de la diplomatie nipponne, effectuera ce voyage à sa place.

Derrière ces hésitations se profile un dilemme plus profond : le rôle du Japon dans cette crise et plus particulièrement sa place sur la scène internationale. D'un côté, les dirigeants japonais étaient tentés de faire preuve de l'attentisme qui a si bien servi leurs intérêts nationaux par le passé ; de l'autre, ils étaient conscients que les changements au Proche-Orient donnaient plus de poids aux entretiens de M. Kaifu, qui aurait été ainsi le pre-

mier chef de gouvernement d'un pays industrialisé à se rendre dans la région après le coup de force irakien.

Ceux qui conseillaient la prudence soulignaient que Tokyo ne dispose guère de moyens d'action efficace au Proche-Orient et que M. Kaifu risquait surtout de paraître venir chercher des fournitures supplémentaires de pétrole. Une perception qui le desservait sur le plan international mais aussi intérieur. Il n'en était pas moins évident que renoncer à cette visite ne pourrait qu'affaiblir la position du Japon dans la région.

Traitement de faveur

En ce qui concerne plus directement la crise, le Japon risquait en outre de s'aliéner davantage Bagdad. Tout en condamnant l'Irak, les Japonais ont réussi jusqu'à présent à bénéficier d'un traitement particulier : les autorités irakiennes ont par exemple autorisé soixante-trois touristes japonais à quitter Bagdad.

Le Japon est traditionnellement d'une extrême prudence en ce qui concerne le Proche-Orient, laissant à ses partenaires le soin de veiller à sa stabilité. En 1979, lorsque les membres de l'ambassade américaine à Téhéran furent pris en otage, Tokyo réagit avec mollesse, ses compagnies

pétrolières continuant à acheter du pétrole iranien. Cette fois, le Japon n'a plus laissé ses partenaires agir seuls : ayant toutefois attendu que se dégage un consensus au sein des Nations unies, il a décidé, trois jours après l'invasion du Koweït, de prendre des sanctions contre Bagdad.

Malgré la prudence dont témoignait l'annulation de la visite de M. Kaifu, le Japon est-il désireux d'aller plus loin dans ce que l'on nomme ici sa « contribution » à la solution de la crise ? Il ne peut participer à la force multinationale déployée dans le Golfe en raison de sa Constitution pacifique, mais le gouvernement examine la possibilité d'y contribuer financièrement.

Le Japon a déjà financé des opérations de maintien de la paix (en Namibie et lors du retrait des forces égyptiennes et israéliennes du Sinaï). Mais, contrairement à ces deux cas, la force multinationale risque d'être engagée dans des combats : l'assistance japonaise pourrait alors être considérée comme la participation à une action militaire que la Constitution interdit.

PHILIPPE PONS

Les réactions en France

Un entretien avec M. Edouard Balladur

« S'il faut réduire la consommation, l'Etat devra donner l'exemple »

estime l'ancien ministre de l'économie

M. Edouard Balladur, député (RPR), de Paris, ancien ministre de l'économie et des finances, répond à nos questions sur la crise du Golfe, sur ses conséquences économiques possibles et sur leurs implications pour la politique budgétaire et fiscale de la France.

« Approuvez-vous l'action de la France dans la crise du Golfe ? Vous paraît-elle, par elle-même, susceptible d'influer sur le comportement de M. Saddam Hussein, ou de modifier la perception de l'engagement occidental par les opinions arabes ?

— La France a décidé de prendre part à une action de présence sur les lieux, et je m'en réjouis, car il était temps.

« Je ne sais pas qui peut influencer sur le comportement de M. Saddam Hussein et je ne crois pas que l'action de la France puisse à elle seule atteindre ce but. En revanche, je crois qu'en raison de sa position et de sa politique envers les pays arabes, la France est en mesure de leur ouvrir les yeux sur les risques de la situation et sur l'importance qu'il y a pour eux, comme pour le reste du monde, à décider une action commune. C'est ce que le président Mitterrand a tenté de faire en définissant quelques principes : retrait de l'Irak du Koweït, rétablissement du gouvernement légitime de l'Irak, interdiction d'une force arabe entre l'Irak et le Koweït.

« Sachant qu'il faut au moins dix jours au porte-avions Clemenceau pour atteindre le Golfe, les décisions du président de la République vous semblent-elles aussi inspirées, dans le fond et dans la forme, par des préoccupations de politique intérieure ?

— Je ne dirai pas cela. Je crois que la France, comme l'ensemble des pays du monde, va bientôt se trouver devant un choix tout à fait clair : ou bien avoir recours aux mesures de blocus économique et à celles-là seulement, dont on ne peut espérer une solution de la crise qu'à moyen terme ; ou bien envisager d'autres mesures. Ces autres mesures ne devraient être décidées, me semble-t-il, que par l'Organisation des Nations unies et en association avec la majorité des pays arabes. Plus les jours vont passer, plus l'alternative devant laquelle nous nous trouvons tous va devenir évidente.

« Le RPR et, particulièrement M. Jacques Chirac, ont longtemps fait preuve d'une bienveillance marquée envers la politique et la personne de M. Saddam Hussein. Le regrettez-vous aujourd'hui ?

— La période durant laquelle la France a fait preuve de plus de « bienveillance » envers M. Saddam Hussein, est la période durant laquelle l'Irak a été en guerre avec l'Iran, de 1980 à 1989. Durant cette période de dix ans, c'est quasiment tout le temps la gauche qui a été au pouvoir. Personne ne pouvait prévoir, en 1974, que M. Saddam Hus-

sein, aurait en 1990, l'attitude et la politique qu'il a aujourd'hui. Je me permets de vous suggérer de poser la même question à d'autres formations politiques.

« Considérez-vous toujours les régimes tels que celui de l'Irak comme un rempart contre les dangers de l'intégrisme musulman ? Le militarisme et l'intégrisme ne sont-ils pas les deux faces d'un même nationalisme ?

— Je crois, en effet, qu'on peut dire cela, mais ce nationalisme n'a pas tout à fait la même couleur selon qu'il est laïque ou qu'il est intégriste, ni les mêmes soutiens, ni les mêmes buts. Ce que la situation actuelle a de difficile et de dangereux, c'est que le risque existe de faire de M. Saddam Hussein, le nouveau héros des peuples arabes, avec les risques de troubles, de bouleversements et de crises qui en résulteraient de l'Atlantique jusqu'au golfe Persique. C'est pourquoi, les Etats d'Occident doivent prendre garde et associer le plus possible les pays arabes à leur action.

« L'embargo économique et financier de l'Occident de l'Irak et du Koweït vous paraît-il pouvoir être efficace ?

— Si tout le monde le respecte, il peut l'être, car il conduirait à priver l'Irak de toutes ressources financières et à lui interdire tout approvisionnement, alors qu'il en a un grand besoin, notamment sur les plans militaire et alimentaire. Toute la question est de savoir si cet embargo sera respecté par tous, le temps nécessaire. Les précédents ne sont pas très encourageants.

Un nouveau « choc pétrolier »

« Approuvez-vous la proposition de M. Jacques Delors de réunir les ministres des finances des Sept pour se concerter et donner des signes de confiance aux marchés ?

— La confiance des marchés dépendra des faits, beaucoup plus que des signes qui leur seront donnés. Si la crise actuelle a eu de telles répercussions financières, c'est que nous vivons depuis vingt ans sans véritable système monétaire international. On dit que la nervosité des marchés est le signe des insuffisances du système libéral. Je crois, tout au contraire, que nous ne vivons pas, actuellement, dans un système libéral, qui est nécessairement caractérisé par l'existence d'une règle du jeu que tous doivent respecter, mais dans un système où les gouvernements et les banques centrales s'efforcent de gouverner des événements qui leur échappent, et multiplient les interventions à cet effet. C'est le contraire d'un système libéral. C'est, en fait, un système dirigiste inefficace.

« Croyez-vous au risque d'un nouveau « choc pétrolier » ?

— Si la crise politique du Proche-Orient doit durer, oui ; même si l'ensemble des pays d'Occident sortent d'une situation de dépendance moindre qu'il y a quinze ans.

« Le gouvernement devra-t-il,

selon vous, prendre des mesures particulières à la suite du renchérissement du prix des carburants ? Faudra-t-il différer les diminutions d'impôts envisagées ?

— Je crois qu'il en est tenté, mais que ce serait une erreur. La France a le système fiscal le plus lourd des grands pays du monde. Il faut absolument qu'elle abaisse ses impôts et ses taxes à la veille d'entrer dans le grand marché européen. S'il est nécessaire, en raison de l'augmentation du prix du pétrole et du risque d'inflation qu'il ferait naître, de réduire la consommation, c'est à l'Etat de donner l'exemple en réduisant ses dépenses et déficits. Or, depuis deux ans, il a donné l'exemple contraire, en ce qui concerne, en tout cas, le budget de l'Etat. Je rappelle, d'ailleurs, qu'il y a dix ans, les autres grands pays sont sortis de la crise plus vite que la France parce qu'ils ont, plus tôt et davantage qu'elle, abaissé leurs impôts et libéré leur économie. Le gouvernement actuel devrait soigneusement se garder de répéter les erreurs commises par les socialistes dans la première moitié des années 1980.

« Si le prix du pétrole reste élevé, qui, en France, devra supporter la poids : les entreprises ou les ménages ?

— Je ne crois pas que le problème se pose ainsi et je ne vois pas pourquoi il faudrait davantage le poser aux entreprises et les ménages qui supportent les conséquences d'une hausse du prix du pétrole, sauf si des mesures fiscales étaient prises en faveur des uns ou en faveur des autres. Je viens de vous répondre que j'étais partisan de prendre une politique de baisse des impôts aussi bien pour les entreprises que pour les ménages, mais, pour éviter tout dérapage, de la compenser par une réduction du train de vie de l'Etat et des diverses dépenses qu'il engage.

« Cela étant, il est essentiel que la progression des revenus individuels demeure en France raisonnable et modérée, et c'est ce qui conduira sans doute les dirigeants socialistes à plus de circonspection dans la pression qu'ils font peser sur le gouvernement de droite. Les deux ans qui viennent de s'écouler ont été extrêmement favorables à l'économie française et ont permis au gouvernement — qui a hérité, en 1988, une bonne situation —, dans un certain nombre de domaines, notamment budgétaire, une politique de facilité qui, si la crise pétrolière devait renaitre, ne serait plus de mise.

« Ce qui compte, aujourd'hui, c'est de préserver la capacité de l'économie française à produire, à investir et à créer des emplois. Ceci suppose une bonne santé macroéconomique. Or, depuis six mois déjà, on constate que leurs marges baissent et que l'autofinancement baisse également. En outre, la hausse vraisemblable des taux d'intérêt alourdirait également leurs coûts. Raison de plus pour alléger les charges qui pèsent sur elles. »

Propos recueillis par ERIK IZRAELWICZ et PATRICK JARREAU

M. Léotard demande la convocation du Parlement

M. François Léotard a déclaré, dimanche 12 août, au « Forum de Radio-Monte-Carlo et de Libération », à propos des décisions prises par le président de la République et le gouvernement face à la crise du Golfe : « Ce qui devait être fait a été fait, ce qui devait être dit a été dit. »

Le président du Parti républicain estime, toutefois, que, « à partir du moment où nous sommes dans cette sorte de nonchalance militaire, c'est-à-dire où le président de la République seul — le gouvernement ayant pratiquement disparu dans cette affaire — prend des décisions, il faut que, comme dans les autres démocraties occidentales, le Parlement soit consulté le plus vite possible. » Il serait « convenable », selon M. Léotard, que le Parlement soit convoqué « dans les dix jours ».

Interrogé sur la position de M. Jean-Marie Le Pen, le président du PR a estimé qu'elle résultait d'une « vieille tradition de l'extrême droite française, qui a soutenu un certain nombre de régimes non démocratiques », et des « fantasmes » de M. Le Pen, qui voit Israël comme « étant directement au bout d'une action militaire ».

M. Léotard estime nécessaire de « dire aujourd'hui aux Français que nous avons besoin d'une force conventionnelle importante » et que la défense ne doit pas être « sacrifiée sous prétexte que les évolutions européennes, notamment, seraient favorables ».

Dans la presse parisienne

Le risque d'un rejet de l'Occident

Alain Peyrefitte recense, lundi 13 août, dans le *Figaro*, les « motifs de satisfaction » et les « sujets d'inquiétude » que comportent les conséquences de l'invasion du Koweït par l'Irak. Au rang des premiers, il range la fermeté de la communauté internationale vis-à-vis de Bagdad, en observant, au passage, qu'« Israël se réjouit d'avoir eu l'audace de tuer dans l'air le réacteur Osirak, dont, malgré les risques d'utilisation de plutonium à des fins militaires, nous avions douté l'Irak ».

L'éditorialiste se réjouit, aussi, du « cran » dont fait preuve M. George Bush et de l'« impuissance où devrait se trouver » M. Saddam Hussein, laquelle « pourrait lui être plus pernicieuse que l'embargo », car « un dictateur qui rate son coup et perd la face — tels les colonels grecs à Chypre ou la junte argentine aux Malouines — n'a plus longtemps à vivre ». Alain Peyrefitte estime, enfin, « satisfaisant que la France, en envoyant le porte-avions Clemenceau et son escorte, ait pris une position solitaire, tout en évitant de s'engager à fond en terre d'Islam tant que le monde arabe ne s'est pas, lui-même, engagé davantage ».

Le député (RPR) de la Seine-et-Marne s'inquiète, en revanche, du fait que « les Etats-Unis soient tellement en flèche et prêtent le flanc à l'accusation de faire le jeu de Jérusalem contre l'Islam » et du risque de voir « les populations musulmanes, dans leur orgueil blessé, s'unir contre les infidèles ».

Dans *Libération*, Marc Kravetz juge, lui aussi, que « l'opinion publique » arabe est « chaque jour un peu plus favorable » à M. Hussein, pour qui « annexer le Koweït (...) n'est, dans les faits, rien d'autre que s'emparer d'un immense coffret pour le mettre à la disposition de la cause arabe ». Aussi la suite des événements ressemble-t-elle, selon l'éditorialiste, à la quadrature du cercle : ou bien, écrit-il, « en contrepartie d'un tel succès, les engagements, on laisse à M. Hussein une mainmise de fait sur le Koweït, mais on offre, ainsi, des ressources considérables (...) à un pays qui n'est qu'à deux ou trois ans de posséder l'arme nucléaire » ; ou bien « on lui impose le retour à ses frontières au prix d'un blocus intransigeant et d'une défaite morale, qui, alors, préparerait d'autres épreuves internationales, dont le terrorisme ne serait qu'un avant-goût ».

Dissonance entre M. Le Pen et le quotidien d'extrême droite « Présent »

M. Jean-Marie Le Pen ne veut pas voir les soldats français mourir pour Koweït-City. De tous les hommes politiques, seul le président du Front national s'est distingué en critiquant, le 10 août, sur TF 1, l'« engagement militaire français dans une aventure inconsidérée ». Il revient à la charge dans le *Figaro* de lundi en déclarant : « Vraiment, nous n'avons rien à faire dans ce bouillire ». M. Le Pen considère que la crise du Golfe est une « affaire arabe au premier chef », dans laquelle ni les Américains, ni les Européens ne sont agressés. Pour lui, ils doivent donc se tenir à l'écart.

Cette position inattendue, mais moins originale qu'il n'y paraît venant de cette partie de l'échiquier politique, va-t-elle troubler l'électorat du dirigeant d'extrême droite ? Plus habitués à un discours militariste, ces électeurs vont-ils adhérer à l'anti-américanisme soudain de leur chef et à la compréhension « nationaliste » dont il fait preuve à l'égard du dictateur de Bagdad ? Toujours est-il que la presse la plus proche de M. Le Pen, qui n'a pas pour habitude de fustiger les équipes militaires en tous genres, n'était pas branchée, ces derniers jours, sur cette longueur d'onde.

Ainsi, dans son dernier numéro (daté 11-12 août), le quotidien *Présent* regrettait l'attitude du président de la République, en titrant ironiquement : « La France intervenant la prochaine fois ». Le directeur politique du quotidien d'extrême droite s'en remettait à « la voix

claire de Marie-France Garaud », qui, le 9 août, sur France-Latex, avait déclaré : « C'est une nécessité politique impérieuse pour la France de s'engager, aujourd'hui, aux côtés des Etats-Unis. Ou alors, il faut changer d'alliance et le dire ».

Une semaine auparavant, toutefois, dès après l'invasion irakienne, la même publication tirait, en première page, « Le Blitzkrieg irakien », et se demandait si « un homme qui, comme Saddam Hussein, a, à la fois, contre lui Moscou, Paris, Jérusalem, Washington, Téhéran et l'ONU peut être entièrement mauvais ? ».

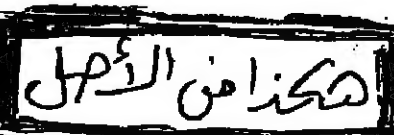
Cette préfiguration de l'analyse de M. Le Pen était quelque peu martelée de nostalgie dans le numéro daté du 8 août. « Le pétrole, les champs pétroliers, les terminaux pétroliers ont été inventés et créés par les Occidentaux à l'époque où ils étaient les maîtres du monde, écrivait *Présent*. Ils étaient dépendants du roi du pétrole, mais ils pouvaient se le permettre : la politique de la canonnnière, à présent si décriée, leur assurait de pouvoir à tout moment briser cette dépendance ». Le journal d'extrême droite dénonçait alors les « actes de guerre » de l'Irak, en se lamentant sur cette canonnnière absente du rendez-vous. « Les mesures militaires américaines, anglaises et françaises paraissent, pour le moment, dérisoirement insuffisantes », affirmait-il.

M. Le Pen a mis fin, pour son compte, à ce flottement.

OLIVIER BIFFAUD

□ M. Juppé estime que la politique française pourrait être « plus imaginative et plus courageuse ». — M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, approuve, dans un entretien publié lundi 13 août par le *Figaro*, les décisions prises par les responsables français ces derniers jours, mais il estime qu'ils auraient pu « faire mieux » en déployant la diplomatie française vers le monde arabe, et que « la France devrait être plus imaginative et plus courageuse » dans le domaine « de sa propre sécurité et de la sécurité en Europe ».

□ Une majorité de Français souhaiterait l'affrontement. — Le *Point* publie, dans son numéro daté 13-19 août, les résultats d'un sondage fait par IPSOS les 8 et 9 août auprès de huit cents personnes âgées de dix-huit ans et plus, selon lequel 46 % des personnes interrogées souhaitent « que les Etats-Unis interviennent militairement et directement face à l'Irak » (34 % d'entre elles ne le souhaitent pas). Dans cette hypothèse, 47 % des personnes interrogées, contre 43 %, pensent que la France doit participer au conflit. 59 % des personnes interrogées font « confiance » à M. Mitterrand dans cette crise, tandis que 31 % d'entre elles ne lui font pas confiance.



AFRIQUE

LIBÉRIA : la guerre civile

Le président Doe mise sur l'intervention des « casques bleus » africains

Le président Samuel Doe a fait savoir, dimanche 12 août, qu'il entendait rester dans ses fonctions « pendant au moins un an, après que la force africaine de maintien de la paix soit intervenue » au Libéria.

Le « chef de l'Etat », qui, en fin de semaine dernière, avait offert sa démission, effectuée donc une surprise volte-face.

L'imminence du débarquement des « casques bleus » ouest-africains lui a, semble-t-il, redonné espoir. Terré dans son palais de Monrovia, pris en tenaille par les troupes rebelles de Charles Taylor et de Prince Johnson, le président libérien ne peut compter, désormais, que sur

l'intervention rapide de la force ouest-africaine s'il veut sauver sa vie.

Selon des sources militaires à Banjul (Gambie), les troupes ouest-africaines devraient entrer au Libéria dès le mardi 14 août. Un contingent d'une centaine de soldats gambiens était attendu dimanche à Freetown (Sierra Leone), où sont déjà rassemblés les effectifs du Ghana, de Guinée, de Sierra Leone et du Nigéria. Ce dernier aurait décidé de réduire de deux mille à huit cents ou mille hommes sa participation à la force d'interposition.

Au total, près de deux mille cinq cents « casques bleus » interviendront au Libéria. — (UPI, Reuter, AFP.)

AFRIQUE DU SUD

Près de cent morts en une semaine d'émeutes

Quatre-vingt-quatorze personnes ont été tuées, en l'espace d'une semaine, au cours des émeutes qui ont commencé à Port-Elizabeth, dans la soirée du 6 août. Plusieurs centaines de manifestants ont été arrêtés pour « pillages et incendies volontaires ».

L'armée et les forces anti-émeutes, mais également des membres du service d'ordre du Congrès national africain (ANC) sont intervenus de concert pour tenter de rétablir l'ordre.

Cette nouvelle flambée de violence, qui a éclaté au lendemain de l'accord entre le gouvernement et l'ANC, pourrait mettre en péril les futures négociations de paix.

M. Nelson Mandela, vice-président de l'ANC, continue cependant d'afficher un solide optimisme : « Je pense que les perspectives sont bonnes. La prochaine étape sera celle des négociations », a-t-il déclaré, dimanche 12 août, lors d'une interview télévisée. — (Reuter, AFP.)

o **GUINÉE ÉQUATORIALE** : treize détenus graciés. — A l'occasion de la fête nationale du 4 août, treize détenus ont été graciés par le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, a-t-on appris, vendredi 10 août, de source informée à Malabo. Parmi les libérés, figure l'ancien ministre des eaux et forêts, M. Angel Alogo, condamné pour malversations en 1989, et un ancien aide de camp du chef de l'Etat, M. Melchior Ndong Mbamba, impliqué dans une tentative de coup d'Etat en 1983. — (AFP.)

o **MOZAMBIQUE** : un gréviste tué et quatre blessés. — Un ouvrier a été tué et quatre autres personnes blessées, samedi 11 août, lors d'affrontements entre les policiers et des grévistes de la plantation de sucre de... Mafambisse, à 45 kilomètres du port de Beira. Les ouvriers réclamaient des augmentations de salaire. — (AFP.)

Des cadavres entassés, éventrés...

MONROVIA
de notre envoyée spéciale

On croit avoir vu le pire, avoir touché le fond de l'horreur, mais chaque jour passé à Monrovia apporte son nouveau lot d'atrocités, de témoignages effroyables. Celui de X., une Française dont on comprendra le soul de rester anonyme, dépasse l'imaginaire. X. a trouvé un refuge samedi 11 août, après avoir vécu pendant un mois les massacres perpétrés par les soldats gouvernementaux qui tiennent la ville et exécutent les civils des ethnies ghios et manos, dont sont issus les rebelles menés par Charles Taylor.

Au lendemain du massacre commis à l'église luthérienne, la jeune-femme était la première à franchir la porte de l'école où étaient réfugiés des femmes et des enfants : « Personne n'osait y aller, je suis entrée, il y avait de la chair humaine partout, il fallait marcher sur les corps, il y en avait partout, dans toutes les salles de classe et même dans les escaliers, les femmes et les enfants étaient éventrés, certains avaient la gorge tranchée... Dehors, on a retrouvé des corps d'enfants qui avaient été jetés vivants dans les puits. »

Même cauchemardesque, dans l'église, où logeaient les hommes : « L'église était tapissée de cadavres, il y en avait plusieurs couches entremêlées, quelquefois on marchait sur un cadavre, il a fallu chercher les survivants », X. avance le chiffre de quatre cents morts. Elle et son équipe ont sorti une cinquantaine de survivants, tous grièvement blessés, sous les quolibets des soldats : « Cette nuit, on va venir achever tous ceux que vous emmenez », disaient-ils.

« L'escadron de la mort »

Le quartier qu'elle a quitté samedi, un quartier krahn (l'ethnie du dictateur Samuel Doe), est, selon elle, aux mains de soldats qui ne répondent plus aux ordres du palais : « C'est une unité qui a toujours été autonome. On l'appelle l'escadron de la mort ; elle est dirigée par le capitaine Teddy, un homme qui ne paie pas de mine. J'ai eu à le connaître. Il y a une espèce de mystique autour de lui : ses hommes se croient invincibles, ils sont tous drogués. » Ce groupe serait, selon elle, à l'origine de tous les massacres : celui de l'église luthérienne, celui

qui a eu lieu dans l'enceinte des Nations unies, celui de l'hôpital John-Fitzgerald-Kennedy.

D'après la jeune femme, le « groupe de Teddy » disposerait d'un important arsenal d'artillerie au niveau de l'aéroport de Spriggs-Payne et serait prêt à tout pour faire barrage à l'avancée des rebelles. Les hommes du NPFL (Front national patriotique du Libéria), qui ont atteint l'aéroport samedi, ont effectivement rabroussé chemin immédiatement ; ils n'avaient jamais été confrontés à pareille défense. Les combats risquent donc de durer longtemps à l'aéroport. Mais, estime X., « si les rebelles passent Teddy, ils sont à Mansion dans la journée ».

X. s'est rendue au palais présidentiel il y a quelques jours : « Celui-ci n'a, selon elle, rien d'une forteresse ». Mais Samuel Doe, « complètement désinvolte », a « persuadé que ses troupes progressent », refuse toujours de partir. « Ceux qui ont vu ces derniers jours ont eu l'impression de quelqu'un de fatigué, qui a la ferme intention de mourir », dit-elle.

MARIE-PIERRE SUBTIL

A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNES

Fusion des partis libéraux de RFA et de RDA

Premier parti à réaliser son unité en vue des élections parlementaires du 2 décembre, les libéraux de RFA et de RDA ont fusionné dimanche 12 août lors d'un congrès à Hanovre.

Les trois petites formations libérales de RDA — le FDP, le Parti allemand du Forum et la Fédération des démocrates-libéraux (émancipation d'un parti qui a longtemps milité) — ont adhéré au FDP de RFA, donnant naissance au nouveau Parti libéral allemand. Le fait que ce parti ait gardé le sigle FDP montre le poids qu'y exerce l'ancien FDP-Ouest.

Candidat unique, M. Otto Lambdordt, ancien président du FDP-Ouest, condamné en 1987 pour fraude fiscale en marge du scandale Flick, a été élu à la tête du parti. Deux sièges supplémentaires de vice-président ont été créés et attribués à deux Allemands de l'Est, MM. Rainer Ortleb et Bruno Menzel, respectivement chefs du FDP et du FDP-Est. Le FDP uni compte désormais quelque 200 000 membres. — (Corresp.)

CORÉE DU SUD

Séoul autorise des dissidents à se rendre dans le Nord

Tokyo. — Dans un revirement décisif, le gouvernement sud-coréen a autorisé, dimanche 12 août, quelques centaines de dissidents à se rendre au Nord de la zone démilitarisée qui sépare les deux pays afin d'y parti-

ciper à la manifestation pancoréenne organisée par Pyongyang pour fêter la libération de la péninsule du joug japonais, le 15 août.

La Corée du Sud avait présenté deux fois au cours de la semaine écoulée une liste de soixante mille de ses ressortissants ayant manifesté l'intention de faire une visite au Nord. Liste rejetée par Pyongyang, qui ne veut recevoir que des personnalités choisies par elle. Séoul a fini par céder aux exigences du Nord et devait présenter, lundi à Pannunjom, la liste restreinte sur laquelle ne figurent que des personnes en principe agréées par Pyongyang. — (Corresp.)

GRÈCE

Un ancien ministre condamné à trois ans et demi de prison

Athènes. — L'ancien ministre adjoint aux finances, le socialiste Nicos Athanassopoulos, a été condamné samedi 11 août à trois ans et demi de prison par une cour spéciale chargée de juger le scandale du maitis yougoslave vendu comme produit grec en 1986 à la Belgique, une fraude qui avait coûté 3,3 millions d'euros aux caisses communautaires. M. Athanassopoulos était accusé de « complicité directe » dans la rédaction de faux certificats et d'« incitation morale » à la falsification de documents.

Un autre responsable socialiste, M. Soufis Apostopoulos, ancien président de la Compagnie publique pour le commerce international (ITCO), s'est vu infliger une peine de prison de trois ans et huit mois. Quatre fonctionnaires du ministère des finances ont également été condamnés à des peines de prison avec sursis.

Ce procès s'inscrit dans le cadre de la politique de « catharsis » engagée l'an dernier par les conservateurs avec le soutien des commu-

nistes pour épurier les scandales liés au règne du PASOK (Parti socialiste panhellénique) de l'ancien premier ministre Andreas Papandréou de 1981 à juin 1989. Le PASOK a violemment réagi à ce verdict, qu'il a qualifié de « triomphe du revanchisme ». — (Corresp.)

PAKISTAN

L'état se resserre autour de M^{me} Bhutto

Une dizaine de partisans de M^{me} Benazir Bhutto, ancien premier ministre pakistanais, limogés la semaine dernière, ont été arrêtés dimanche 12 août par le gouvernement « intérimaire » de M. Ghulam Mustafa Jatoi. Ce dernier a entrepris de réorganiser les services spéciaux et s'apprête à rappeler à leur tête le général Hameed Gul, qui avait été révoqué par M^{me} Bhutto. Des tribunaux spéciaux vont être mis en place pour enquêter sur la corruption du régime précédent. Par ailleurs, cinq journalistes ont été interpellés par les services de renseignement sous l'accusation d'avoir consommé de l'alcool ; selon ces journalistes, il s'agirait en fait de mesures d'intimidation. D'autre part, M^{me} Bhutto a reçu le soutien de sa formation, le Parti du peuple (PPP), qui pourrait boycotter les prochaines élections si ses dirigeants se voyaient interdire d'y participer. Enfin, elle a annoncé samedi qu'elle allait faire appel de son limogement auprès de la Cour suprême. — (AFP, UPI, Reuter.)

SINGAPOUR

Visite de M. Li Peng

M. Li Peng, premier ministre chinois, devait quitter lundi 13 août Singapour, où il était arrivé samedi, venant d'Indonésie. Il s'y est entretenu avec son homologue singapourien, M. Lee Kuan Yew, de la normalisation des relations diplomatiques

entre les deux pays et du problème cambodgien. M. Li a déclaré que les deux dirigeants étaient « parvenus à un large accord sans aucun problème majeur » et que la normalisation entre les deux pays serait parachevée « aussi rapidement que possible ». Celle-ci pourrait intervenir au début novembre, soit juste avant que M. Lee Kuan Yew démissionne de son poste, qu'il occupe depuis 1959. — (UPI.)

URSS

M. Gorbatchev accorde un nouveau délai aux milices nationalistes

La président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a accordé samedi 11 août aux milices armées qui se sont constituées dans plusieurs Républiques un délai supplémentaire de deux mois pour se dissoudre et rendre leurs armes, a rapporté l'agence Tass, citant un décret présidentiel.

Un premier ultimatum de deux semaines, lancé par M. Gorbatchev le 25 juillet, était resté pratiquement lettre morte. La semaine dernière, le nouveau président arménien, M. Ter-Petrossian, avait demandé à Moscou un délai de trois mois pour régler la question des milices. — (AFP.)

o **SRI-LANKA** : nouveaux massacres et nouveaux démentis. — Trente Tamouls ont été massacrés, dimanche 12 août, dans l'est du pays en représailles au massacre, la veille, d'une centaine de musulmans par les séparatistes tamouls du LTTE (Tigres), a-t-on appris de source officielle. Le LTTE a, de nouveau, catégoriquement démenti toute responsabilité dans ces violences, accusant Colombo de « machinations démoniaques ». De plus, les parlementaires tamouls modérés ont pris position contre le projet gouvernemental d'évacuer des centaines de milliers de Tamouls du nord du pays en vue d'une offensive pour « éliminer » le LTTE. — (AFP, Reuter.)

Le nouveau roman de JACQUES ATTALI



JACQUES ATTALI Le premier jour après moi

ROMAN

FAYARD

192 p.
75 F

Un thriller musclé, irrésistible, vibrant de sensibilité, follement intelligent.

V.S.D.

Il est des rencontres dont on a du mal à se remettre. Il me faudra beaucoup de temps pour que je guérisse de la lecture de ce livre tant il m'a télescopé l'âme... Inconditionnel de sa « Vie éternelle », j'étais anxieux de voir ce qu'allait nous proposer Jacques Attali après ce coup de maître... Le style du second roman est très différent du style du premier, ample et grave comme un requiem. Il est vif, efficace, rapide. C'est une sente pratiquée à coups de serpe dans la jungle de notre conscience et dans celle, plus dense encore, de notre subconscient...

Le premier roman de Jacques Attali m'a fait pleurer. Le second me fait trembler.

Frédéric Dard, *Le Grand Livre du Mois*

L'agencement du roman est très subtil, astucieux, et ses successifs dénouements, inattendus.

François Nourissier, *Le Figaro Magazine* (de l'Académie Goncourt)

FAYARD

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

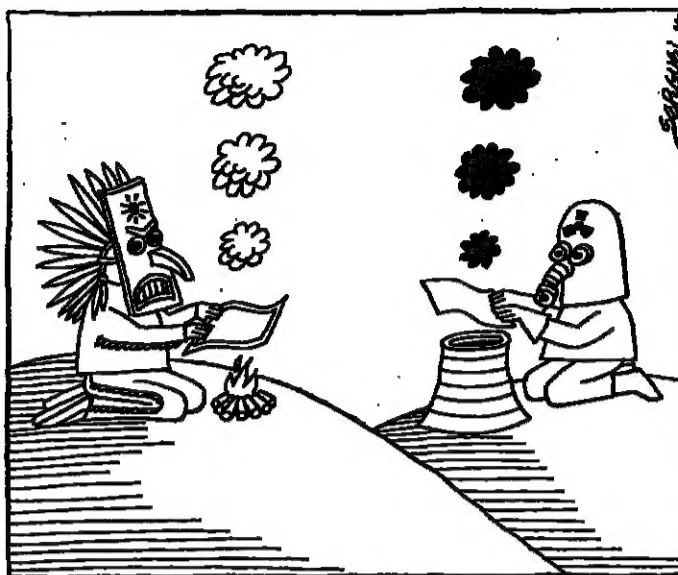
Une « course pour la Terre et la vie » à travers l'Europe Des Indiens Chippewas à Paris

De Londres à Moscou, sur 7 000 kilomètres, une caravane de quatre-vingts Indiens venus d'Amérique du Nord et du Japon sillonne l'Europe depuis le 6 août. Leur « course pour la Terre et la vie » devrait les amener en URSS à la mi-octobre. Ils étaient à Paris samedi 11 août, place du Trocadéro, où, au milieu de danses rituelles, ils ont répété leur slogan : « Arrêtons de massacrer notre Terre ».

« Nous courons par amour pour la Terre. Elle est un être vivant, comme chacun d'entre nous. Elle est notre mère à tous, et elle souffre. » Le regard caché derrière des Ray-Ban, le visage taillé au couteau, Dennis Banks reste impassible, malgré la meute de curieux qui l'entourent. Debout sur le parvis des Droits-de-l'Homme, place du Trocadéro, l'Indien Chippewa, la cinquantaine, est assailli par les enfants, casquette de base-ball vissée sur la tête et planche à roulettes aux pieds.

A quelques mètres de la tour Eiffel, encore dégoulinant de sueur, Dennis Banks explique les raisons de cette course à pied, de ces 7 000 kilomètres à franchir de Londres à Moscou : « La Terre va mal. Nous sommes en train de la détruire, de la dégrader. Il faut arrêter le massacre ».

La date du 6 août, jour du départ de la course à Londres, pour porter ce message à travers l'Europe, n'est pas due au hasard. Il y a quarante-cinq ans exactement, le 6 août 1945, le bombardier américain Enola Gay détruisait Hiroshima. Un événement dont les Indiens se sentent encore partiellement coupables.



aujourd'hui : l'uranium meurtrier de la bombe lâchée sur le Japon avait été puisé sur les terres des Indiens Shoshones, au cœur du Nevada.

Accompagné par des « frères » de quinze tribus différentes d'Amérique du Nord - Sioux, Chippewas (venus des plaines), Iroquois (venus des bois), Hopis -, et par vingt Japonais et Aloues (indigènes de l'archipel nippon qui connaissent des problèmes sociaux semblables à ceux de leurs cousins d'Amérique), Dennis Banks va tenter, en un peu plus de deux mois, de sensibiliser la vieille Europe aux blessures infligées quotidiennement à l'environnement.

Ainsi, dès le mercredi 8 août en France, les coureurs indiens

ont participé à une cérémonie religieuse traditionnelle devant l'usine de retraitement de déchets nucléaires de La Hague et brûlé de la sauge, « pour appeler à l'aide le Grand Esprit ». Le lendemain, Tom Lablanc, l'un d'entre eux, est allé se joindre au jeûne pour l'arrêt des essais nucléaires français, à la Maison de vigilance de Taverny (Val-d'Oise), en compagnie du professeur Théodore Monod, membre de l'Institut.

Le souvenir des anciens

Pour Dennis Banks, la course est une seconde nature et une raison de vivre. Courir, comme à l'époque des anciens, où les plus vigoureux de chaque tribu por-

taient les messages entre les différents territoires, annonçant les naissances, les mariages, les décès. Si Dennis Banks court aujourd'hui, c'est pour ne jamais avoir à annoncer la « dernière » nouvelle, celle de la mort de la planète.

Mais c'est également pour représenter sa famille de par le monde, sa famille indienne. Cofondateur en 1988 du Mouvement indien américain (AIM), Dennis Banks a entendu les anciens parler des événements de 1890, à Wounded Knee. Il a écouté cent fois le récit de ces jours sanglants, où la cavalerie américaine assassinait près de deux cent cinquante de ses frères, qui refusaient de se plier à la « civilisation » et d'abandonner leurs traditions. Et il a participé en 1973, sur ces mêmes terres du Dakota, aux combats qui ont opposé Sioux et forces de l'ordre américaines, lors de la commémoration des meurtres de 1890. Pour se retrouver ensuite derrière les barreaux.

Et aujourd'hui il court. En 1984, il a relié la Californie à Washington, en 1988, New-York à San-Francisco, puis Hiroshima au Japon. Et cette année, l'Europe. Avec toujours le même message, celui de la vie. Pour les prochaines années, le programme de Dennis Banks est déjà chargé. Ce sera l'Afrique en 1991, jusqu'à Johannesburg (Afrique du Sud), puis les Amériques, à nouveau, en 1992. Pour le cinquantième anniversaire de la découverte du continent par un marin géniais au service de la reine d'Espagne, Christophe Colomb.

OLIVIER LUCAZEAU

JUSTICE

Après avoir pris un gardien en otage

Deux détenus s'évadent de la prison de Guéret

Le plan Espévier a été mis en place dans le département de la Creuse afin de retrouver deux mutins qui se sont évadés de la prison de Guéret, dans la nuit du samedi 11 au dimanche 12 août, après avoir pris un gardien en otage.

Samedi après-midi, en revenant de la douche, cinq détenus avaient maîtrisé un surveillant et s'étaient retranchés dans un local de la prison. Après de longues négociations avec le préfet de la Creuse, M. Alain Frouté, et le directeur départemental des polices urbaines, le commissaire Patrick Courtade, les mutins semblaient prêts, vers 3 heures du matin, à libérer leur otage à condition de pouvoir partir avec un journaliste. Philippe Bourdoux, trente ans, Christian Gouyon, vingt-cinq ans, Paul Foucault, vingt-cinq ans, et son frère Roger, vingt-sept ans, ont profité de la confusion pour escalader le mur d'enceinte et s'enfuir. Le cinquième mutin, Mohamed Benasser, vingt-cinq ans, en détention préventive

depuis quelques semaines, s'est rendu aux policiers tandis que le gardien était libéré sans avoir, apparemment, subi de mauvais traitements. Les frères Foucault ont rapidement été retrouvés mais Philippe Bourdoux et Christian Gouyon étaient toujours en fuite dans la matinée du lundi 13 août.

La maison d'arrêt de Guéret abrite vingt-cinq détenus, en préventive ou purgant des peines inférieures à trois ans.

□ **Inculpation d'un membre d'Esmaïls.** - Le meurtrier présumé d'une jeune fille de dix-huit ans, André Grandcolas, dont le corps avait été retrouvé le 5 août dans une rivière à Mont-sur-Meurthe (Meurthe-et-Moselle), a été inculpé d'homicide volontaire dimanche 12 août à Nancy et écroué. Raymond Del Rosario, vingt-huit ans, était pensionnaire depuis trois mois de la communauté Emmanils de Mont-sur-Meurthe.

FAITS DIVERS

A Forbach

L'abandon d'enfants par un couple en quête d'argent

M^{me} Marie-Rose Winterstein, trente-trois ans, et M. Gilbert Rissier, trente-quatre ans, ont laissé trois de leurs enfants, dont un bébé de vingt mois, seuls dans leur appartement de Forbach (Moselle) pendant trois jours. Après cinq jours de détention provisoire, ils devraient récupérer, au moins jusqu'au jugement du tribunal correctionnel de Sarreguemines, la garde de leurs enfants, hébergés dans un hôpital de Forbach.

Des années 80, ils ont la minichaine. Des années 70, la télévision en couleur. Des années 60, un poster de Dick Rivers, quelques cassettes et un briquet Elvis Presley. Marie-Rose Winterstein et Gilbert Rissier vivent hors du temps et du monde. En gitan, dans un HLM. Connaissant que « de toute façon on n'aime pas les manouches », ils se recroquevillent sur le foyer, la famille, le clan. Jamais ils n'oseraient parler de leurs ennuis financiers ou demander de l'aide aux voisins.

Leurs quatre enfants courent dans l'appartement car « dehors, c'est dangereux, ils prennent des coups ». La verdure, ils la réservent pour le week-end. Rose-Marie et Gilbert amènent régulièrement leurs enfants dans la proche forêt pour y manger des grillades, se reposer, s'oxygéner, jouer ensemble.

Leur avenir. Les deux fils, c'est clair, « seront athlètes et parcs ». M. Rissier a d'ailleurs acheté un début de matériel de musculation pour qu'ils soient « costauds mais au naturel, pas avec des pignons ». « Moi, je serai leur entraîneur », ajoute-t-il. A dix-sept ans, il a signé pour trois ans chez les « bérets rouges ». Il n'a pu renouveler le contrat pour des raisons familiales. Aujourd'hui encore, sa photo en uniforme trône au-dessus de la télévision et son regard s'illumine quand il raconte ses exploits. Il en oublie presque que Mike et Michaël n'ont, respectivement, que cinq ans et vingt mois.

Pour les filles, l'éducation paraît plus simple. Elles apprennent à tenir le ménage et à langer les gosses en aidant leur mère. Avec, de temps à autre, un exercice physique.

Du 1^{er} au 3 août, Sonia, douze ans, a ainsi eu la responsabilité de Natasha, huit ans, et de Michaël. « A son âge, une fille doit savoir se débrouiller avec les enfants. Moi-même, j'ai été élevée ainsi, m'occupant de mes

frères et sœurs des journées entières alors que j'avais dix ans à peine », explique Rose-Marie Winterstein. La différence, c'est que Sonia souffre d'un léger retard mental.

Le frigo était rempli et la porte d'entrée fermée à clé « pour éviter qu'elle sorte et oublie son frère ». Sonia a pu donner les bords, gérer la nourriture et assurer les vaisselles. Elle dut s'inciter face à la diarrhée du bébé. Via le balcon, une voisine, M^{me} Josette Vergnes, lui a transmis des couches, et, le dernier jour, un peu de lait. D'autres, anonymes et moins coopératives, ont alerté presse et police en parlant d'enfants martyrs séquestrés.

Une forte somme

Les enfants ont été libérés par les pompiers le vendredi 3 août en fin d'après-midi et placés au centre hospitalier Marie-Madeleine, à Forbach. Le lendemain, leurs parents étaient écroués. Ils ont retrouvé la liberté vendredi 10 août, bien qu'ils demeurent inculpés « de privation de soins et d'aliments sur mineurs de moins de quinze ans par escroquerie ». « Par rapport à l'inculpation, les faits ne sont pas établis », estime M. Martine Ganin, avocate du couple mosellan. « Il y a cependant une faute d'inconscience qui doit être punie afin qu'ils comprennent. De la prison avec sursis, assortie d'un contrôle éducatif, devrait y suffire. » Pour M^{me} Vergnes, la voisine la plus compréhensive, « ils ont déjà été assez punis en étant saisis par des agents de police qui ne supportent pas les Gitans ».

Gilbert Rissier travaillait depuis douze ans comme peintre en bâtiment. Il a quitté son emploi, qui l'obligeait à s'éloigner du foyer cinq jours sur sept, en juin. Sa compagne venait d'entrer à l'hôpital pour trois semaines. Il fallait le soutenir et s'occuper de la famille. Les économies se sont vite épuisées. Aussi le couple a-t-il décidé d'aller quérir un peu d'argent au père de Marie-Rose, qui vit à soixante-dix kilomètres de là. Juste pour boucler la quinzaine. Gilbert devait rejoindre un chantier à Stuttgart dès le lundi 12 août.

Marie-Rose s'apprenait à rentrer triomphalement avec les billets salvateurs. Elle allait nourrir ses enfants et les voir et leur offrir des jouets. Marie-Rose avait reçu « une forte somme ». Marie-Rose avait reçu 400 francs.

CHRISTOPHE DE CAEVEL

□ **Effondrement d'un immeuble à Paris et d'un balcon à Marseille.** - Un immeuble parisien de quatre étages situé 37, rue du Repos (20^e) s'est subitement effondré samedi 11 août à Paris. Neuf personnes, dont quatre membres d'une même famille, sont sorties fortement choquées mais indemnes. L'immeuble

était en cours de murage et voué à la démolition. A Marseille, un balcon situé au deuxième étage d'un immeuble du centre-ville s'est abattu sur le trottoir, faisant deux blessés, l'occupant de l'appartement, qui a fait une chute d'une dizaine de mètres et un piéton qui passait sur le trottoir.

MEDECINE

Des triplés après fécondation « in vitro »

Course au sensationnel

Annouer une « première » et « première mondiale » n'est pas, pour une équipe médicale, une opération sans risque. C'est, avant tout, prendre de manière délibérée celui d'être contredit par une équipe concurrente.

Trop d'enthousiasme et des recherches bibliographiques insuffisantes expliquent qu'en chirurgie, de telles affaires en contestation de paternité médico-scientifique sont fréquentes. Elles le sont moins dans les autres spécialités, sauf peut-être dans le secteur de la procréation médicalement assistée. Là, compte tenu de la jeunesse de cette discipline et des manipulations cellulaires qu'elle autorise, de nombreuses « premières » sont, en théorie du moins, encore possibles.

Il y a quelques jours, un communiqué de l'Assistance publique de Paris annonçait, avec une notable satisfaction, la naissance « prématurée » d'un bébé, de triplés obtenus à partir d'une fécondation in vitro après don d'ovocytes (le Monde du 2 août). Il apparaît aujourd'hui qu'il ne s'agissait pas là, stricto sensu, d'une première.

« Une naissance triple après don d'ovocytes a été obtenue en mars 1990 par notre équipe du centre de fécondation in vitro du CHU de Bordeaux, nous

explique le docteur Monique Commenges (groupe hospitalier Pellegrin, Bordeaux). L'information en a été donnée au milieu professionnel seulement. Le temps du médiatique sensationnel concernant les procréations médicalement assistées nous semble dépassé. » Le docteur Commenges ajoute que « la naissance de trois enfants n'est glorieuse qu'en apparence seulement pour le couple qui consulte pour stérilité ».

L'Assistance publique de Paris souligne aujourd'hui ne pas avoir eu connaissance de cette première bordelaise. Le résultat annoncé début août à Paris avait été présenté comme une première dans la mesure où il s'agissait d'une première tentative chez la femme concernée et que les trois embryons implantés après fécondation in vitro avaient vu le jour. Ce qui d'ailleurs semble être également le cas pour la première bordelaise.

A l'hôpital Pellegrin de Bordeaux, on n'entend pas donner plus d'importance qu'il ne convient à une telle affaire. On regrette dans le même temps, et avec raison, l'importance considérable accordée aujourd'hui, dans le domaine de la procréation médicalement assistée, au « sensationnel erroné ».

JEAN-YVES NAU

EN BREF

□ **SIDA : un nouveau médicament sera expérimenté aux Etats-Unis.** - Le Bureau américain de contrôle des médicaments (Food and Drug Administration ou FDA) a approuvé la réalisation de tests cliniques d'un médicament contre le SIDA, l'Ampligen, qui pourrait prolonger la vie des séropositifs et des personnes atteintes du sida. Dès le mois prochain, cent trente-cinq malades seront soignés dans huit villes différentes avec ce médicament, un produit antiviral, sans que leurs médecins traitants, sans eux-mêmes, le sachent, a-t-il été annoncé, le 11 août, le porte-parole de la FDA, Brad Stone. Le laboratoire HEM Research Inc., à

Philadelphie (Pennsylvanie), coordonnera les tests. L'Ampligen stimule la production d'interféron, une substance produite par l'organisme pour résister aux infections virales. - (AFP.)

□ **Des prostituées atteintes du sida rétribues par les autorités australiennes.** - Le ministre de la santé australien a reconnu, dimanche 12 août, qu'il payait certaines prostituées, hommes et femmes, infectés par le virus HIV, pour qu'ils abandonnent leurs activités. Le tarif pour les éloigner des maisons de passe et des rues où ils exercent leur métier serait d'environ 100 dollars chaque semaine.

Conflit dans une clinique de Seine-et-Marne

Logique médicale et logique financière

Un conflit oppose la direction de la clinique Saint-Joseph de Lagny (Seine-et-Marne) à ses praticiens qui ont déjà entrepris à deux reprises, en juin puis en juillet, une « grève des soins ». Ils dénoncent « des conditions de travail déplorables » et reprochent aux deux associés à la tête de l'établissement de faire de la « rétention d'honoraires ». A sa manière, ce conflit est révélateur de tensions dues à l'arrivée de gestionnaires étrangers au monde médical dans un secteur en pleine restructuration.

Avec sa centaine de lits, la clinique Saint-Joseph de Lagny-sur-Marne, proche du futur Eurodyne de Marne-la-Vallée, est une bonne affaire. Son ancien directeur, chirurgien généraliste, a obtenu dans les années 70 de doubler sa capacité d'accueil et d'adopter aux unités existantes d'obstétrique, de chirurgie et de médecine, un service d'hémodialyse moderne, fleuron de l'établissement.

Pourtant, le rachat de la clinique en 1986 par deux associés issus de milieux financiers, MM. Xavier Luciani et Michel Lafont, suscite des tensions. Le nombre de chirurgiens et de médecins passe d'une vingtaine à une trentaine, sans augmenter pour autant le personnel permanent, administratif et soignant. Au contraire, « une politique de bas salaires décourage les infirmières remplacees par des intérimaires moins expérimentés », déclare le docteur Francis Bony, président de l'Association des praticiens de la clinique. Une restructuration du centre d'hémodialyse en mars 1989, suivie, un an plus tard, d'une rupture de contrat des deux néphrologues du même service, aggravent le conflit. En juin dernier, les médecins libéraux de Lagny et de ses environs adressent à la direction une pétition dénonçant « l'insuffisance et la mauvaise qualité des soins prodigués par un personnel trop peu nombreux et souvent mal qualifié ». Les praticiens de la clinique entament alors une « grève des soins » et n'assu-

rent plus que les urgences. La réintégration des deux néphrologues apporte un répit provisoire, mais en juillet, une nouvelle « grève des soins » vide une partie des lits de la clinique.

Rétention d'honoraires

Des retards dans le versement des honoraires des praticiens dégradent le climat. Vexés par la Sécurité sociale de Seine-et-Marne sur un compte géré par la direction de l'établissement, les honoraires arrivent à leurs bénéficiaires avec deux ou trois mois de retard.

Le 21 février 1990, les praticiens retirent la gestion de leur compte à M. Xavier Luciani, qui, non médecin, n'était pas mandaté pour le faire, et portent l'affaire devant le tribunal de grande instance de Meaux. Ils obtiennent, en avril, l'examen de leur compte et une saisie-arrest des comptes de la SA Clinique Saint-Joseph ouverts dans plusieurs banques pour garantir leur créance estimée provisoirement à 1,2 million de francs.

Seul le compte des honoraires serait crédité, mais il a fait l'objet d'une fusion avec le compte propre de la SA Clinique sans aucune autorisation des praticiens. « Cette fusion sert à neutraliser les intérêts du compte de la clinique, s'il est débiteur, grâce au crédit du compte honoraires », reconnaît M. Xavier Luciani tout en précisant que cette pratique, illégale dans ce cas, est courante.

Outre l'établissement de Lagny, les associés détiennent deux autres cliniques. L'une, à Briçonnet, dont les comptes seraient équilibrés, l'autre, à Pantin, « déficitaire du fait de la fermeture d'un mois pour travaux », précise M. Luciani. Saint-Joseph sert-elle de « banque » à ces établissements peu rentables comme l'affirme l'Association des praticiens inquiète de l'avenir de sa clinique ? Le compte honoraires des praticiens a-t-il servi à d'autres fins que leur règlement ? L'expertise, dont les conclusions devraient être rendues avant le 30 septembre, élucidera ce dernier point.

MARTINE LARONCHE

مكتبة النهر

CULTURE

ARTS

Albert Gleizes, l'esprit et la chair

Trois expositions à Saint-Rémy-de-Provence et à Lyon

On imagine assez souvent Albert Gleizes comme le Savonarole d'un cubisme théologique hors duquel il n'était point, pour lui, de salut. Ou prônant le retour à la terre et aux métiers manuels, en harmonie avec les doctrines de Vichy. Ce portrait adouci. Son goût du phalanstère s'était manifesté bien antérieurement au pétainisme et ses célébrations des métiers traditionnels avaient une toute autre dimension spirituelle. Ceux qui ont été ses hôtes à Saint-Rémy dans sa propriété des Méjades (où il vécut de 1939 à sa mort en 1953) se souviennent, en effet, d'un homme habité d'une vérité révélée et vérifiée par la pratique de la peinture, infatigablement éloquent dans le désir de convaincre mais respectueux de l'autre et capable d'humour. La présence de sa femme, Juliette Roche, égarée souveraine aux allures de princesse lointaine du symbolisme, et fort irrévérencieuse à l'égard de la règle cubiste, tempérant son prosélytisme d'épisodes parfois comiques.

Trois expositions, deux à Saint-Rémy et une à Lyon, contribuent à donner une information plus juste sur le peintre et l'homme. Dans le petit musée de l'Alpilles, au charme d'inspiration locale à l'ancienne, on découvre sur des documents l'exploitant agricole des Méjades entouré de ses ouvriers, dont plusieurs républicains espagnols réfugiés. Et, dans le sillage, se révèle le peintre sensible d'une nature morte dans un coin de fenêtré, le dessinateur alerte des petites choses du quotidien. Le chat, le canard de Barbarie, la vache, aussi bien que Jean, le valet de ferme au torse nu, le Père Jérôme avec qui Gleizes eut des discussions sévères sur la patristique, sont observés d'un regard vif et croqués d'un trait nerveux.

Ces « divertissements », dont il reconnaissait qu'ils enrichissaient, voisinent avec quelques études pour des compositions de grand format et des tableaux importants comme *l'Étrange musicien* ou *Danse*, de 1944 et 1945. Gleizes ne s'y interdit pas l'illusion figurative, et le découpage des formes sur la surface plane a comme une allégresse rythmique. Le journal qui accompagne cette exposition contient une savoureuse *Chronique des Méjades*, par Henri Claret, qui rappelle les journées partagées

entre les soins aux bêtes, les semailles ou la moisson, et des soirées avec Gleizes initiant ses disciples à une écriture plastique qu'il voulait ouvrir sur l'infini.

Une curieuse aventure

Non loin, dans une riche demeure du dix-huitième, l'hôtel Estrine, restauré par les soins de l'association Présence Van Gogh, Jacqueline Cosson a réuni des œuvres grandes ou petites qui ont toutes une vocation

monumentale. Il y a des dessins déjà fortement structurés des années 1908-1912, un curieux projet de décoration pour les Arts et Métiers, en séquences alternées de Gleizes et de Jacques Villon, et une suite de grands tableaux très significatifs d'une intention murale. Là encore, les études préliminaires, les huiles libres, les œuvres les moins doctrinaires, d'une belle harmonie chromatique, où demeure quelque chose de la sensualité du médier, emportent plus l'adhésion que les compositions systématiques ou les grandes peintures religieuses dans les



Eau-forte (1914)

quelles Gleizes a essayé de combiner le retour au médiévalisme et la modernité.

A Lyon, au Musée de l'imprimerie, l'objectif est plus resserré puisque l'exposition est en grande partie consacrée aux cinquante-sept gravures, assez austères, que Gleizes fit en 1949-1950 pour illustrer les *Pensées* de Pascal éditées par Jacques Klein. Des études préparatoires, des œuvres antérieures et fraîches peintures franches et fraîches, des pochoirs éclatants exécutés par son élève Robert Pouyau, font surgir, sous l'appareil d'un cubisme moussu, que, un peintre d'avant-garde inscrit dans le dynamisme de son époque qu'on ne le croit.

Curieuse aventure, pourtant, que celle d'un homme qui resta fidèle au cubisme, quand les pères fondateurs l'avaient abandonné, pour lui assigner les fins métaphysiques. On l'a avec intérêt à cet égard, dans le catalogue de l'exposition de Lyon, le texte de Jean Chevalier, son disciple le plus proche, qui rapporte et commente la *Parole finale* d'Albert Gleizes.

JEAN-JACQUES LERRANT

► Ces trois expositions, qui ont emprunté beaucoup à la Fondation Albert-Gleizes, sont ouvertes jusqu'au 30 septembre.

► A Saint-Rémy. Musée des Alpilles, et hôtel Estrine.

► A Lyon : « Albert Gleizes : l'œuvre graphique », au Musée de l'imprimerie et de la banque.

► Le MOMA de New-York restitue un *Madame* à une héritière du photographe Steichen. — Le Museum of Modern Art de New-York a accepté de restituer à l'arrière-petite-fille, âgée de six ans, du photographe Edward Steichen un tableau qu'Henri Matisse avait offert à celui-ci en 1908. Après un procès ouvert en 1988, la famille et le musée ont fini par trouver un accord à l'amiable. Le bénéficiaire de cette restitution, Ariana Steichen, ne verra probablement jamais la toile, *Vue de Collioure à l'égale*, estimée à 800 000 dollars (plus de 4 millions de francs), l'œuvre devant être vendue pour payer les frais engagés pour le procès. — (AFP)

CINÉMA

Les nonnes fatales

« Freddy » et le « Premier pouvoir » : dans l'Amérique puritaine Diable et Bon Dieu se donnent la main

Au cinquième chapitre — dû à Stephen Hopkins — de ses méfaits, Freddy, le monstre griffu d'Elm Street, ne se contente plus de hanter les cauchemars de la jeune Alice. Depuis le premier film où il lui est apparu, depuis le temps que durant leurs équivoques relations (qu'est-ce qu'il lui trouve ?) elle n'est plus tout à fait une adolescente naïve et sans défense. A la fin de l'année scolaire, elle doit partir avec son petit ami en Europe, mais Freddy la harcèle. Il n'attend même plus qu'elle soit endormie pour l'emmener dans des tourbillons de peur, de chutes suffoquées, d'épouvante étouffante. C'est ainsi qu'elle a la vision d'une nonne, nommée Amanda Krueger, livrée à une centaine de bagarres. Neuf mois après naquit Freddy.

Mais si l'homme aux griffes torture l'imagination d'Alice même en état de veille, c'est qu'elle est enceinte, et qu'il hante le fœtus. Un fœtus est capable, dit-on, de rêver dix-huit heures par jour. Il détruit comme un fou, et une copine en l'étouffant de nourriture. Dès qu'Alice comprend, elle se met en devoir de défendre son futur enfant contre ceux qui lui conseillent d'avorter, ceux qui veulent l'adopter, enfin contre Freddy.

C'est là que le scénario pèche. Freddy se démonte, fait des blagues, sorte toujours beau avec son feutre et son tricot rayé, il rugit et se moque de sa belle voix grave, mais ce n'est plus lui qui mène le jeu, c'est Alice avec ses bonnes joues et ses bons sentiments. Et forcément le jeu est moins intéressant. Aussi, malgré de belles scènes dans des décors de poussière et de fofie, malgré les brefs passages d'un petit garçon aux yeux beaucoup trop graves et beaucoup trop tristes, le film *Freddy 5* demeure poussif, contaminé semble-t-il par la naïveté congénitale des habitants d'Elm Street.

C'est encore une nonne qui tient le secret de *Premier pouvoir* — titre du film de Robert Resnais. Elle s'appelle Soeur Marguerite. Dans la série de meurtres d'aspect rituel qui terrorise Los Angeles, elle reconnaît la main de Lucifer en personne. Ses supérieurs restent sceptiques, et l'envoient méditer dans un couvent. Pest l'année, ce temps, Lou Diamond Phillips (*la Bambie*) inspec-

teur de police, réfléchit dans l'ombre en compagnie de son chat roux lorsqu'une voix féminine — gros plan sur d'innocentes lèvres carmin — lui donne un tuyau sur le prochain meurtre et fait promettre que le coupable ne sera pas condamné à mort. Pourtant le coupable, un jeune costaud au sourire cynique est condamné, exécuté. Lou Diamond Phillips, rationaliste par profession, le voit dans un cauchemar qui devient réalité. Une femme lui vient en aide, une voyante rousse, celle-là même qui lui avait téléphoné, mais ses lèvres ne sont plus aussi carmin.

Ensemble, ils vont combattre le Mal. Ils n'y parviendront — et encore — qu'avec l'aide de Soeur Marguerite, après un saimignondis d'aventures copiées sur les classiques du genre. L'histoire avance en brinquebalant, la fantaisie du fantastique a bon dos. Les acteurs grimacent comme au bon vieux temps, mais finalement cette sorte de bonne foi candide, ce premier degré de la rigardise tenu sans faiblir donne, pour ceux qui supportent, un réjouissant « nanar ».

COLETTE GODARD

► Le film soviétique « Valse accidentelle », grand prix du Festival de Locarno. — Le film soviétique *Valse accidentelle* de la réalisatrice Svetlana Proskourina a obtenu samedi 11 août le Léopard d'or, grand prix du 43^e Festival du film international de Locarno (Suisse).

Le Léopard d'argent a été attribué à *The Reflecting Skin*, du Britannique Philip Ridley, et à *Metropolis*, de Whit Stillman (Etats-Unis). Le Léopard de bronze est revenu au film du Suisse Xavier Koller, *le Voyage de l'Espoir*. Le jury a accordé un Léopard de bronze à Miklos Gurbán, directeur de la photographie de *Crispucule*, de György Fehér (Hongrie) et un prix spécial à l'actrice Emer McCourt, protagoniste de *Hush-A-Bye Baby* de Margo Harkin, (Irlande du Nord). — (AFP)

MUSIQUES

La volonté de vaincre

Un jeune vétéran du piano et une jeune chanteuse partent à la rencontre de Schubert

SAINT-LÉON-SUR-VÉZÈRE

de notre envoyé spécial

A quoi pense Michel Dalberto, en ce soir du 8 août, lorsqu'il joue la *Wanderer-Fantasia* ? Les machoires serrées, il part au combat. L'œuvre est coriace, foudroyante, tous doigts dehors, dans le premier mouvement, martelant ses accords virtuoses, enchaînant ses octaves avec furie, combien de ses confrères, rétinés, ont rendu les armes bien avant la finale ?

Dalbarto préfère peser de tout son poids sur le grand Steinway. Il semble qu'il veuille retrouver l'énergie schubertienne derrière la virtuosité inaccessible de cette œuvre curieuse — une fantaisie qui pourrait tout aussi bien s'appeler sonate, — faire chanter son héros schubertien, effacer dans les variations du mouvement lent tout sentiment élégiaque. Peut-être aussi veut-il montrer ce que Bruckner a pu retenir de ces coups de boutoir sans issue.

Un chemin escarpé

Est-ce trop d'ambition ? Ce serait méconnaître les ressources de ce vieux-jeune pianiste de trente-cinq ans, né à Schubert depuis qu'il touche le piano, ou peu sans faute. Le chemin qu'il a choisi d'emprunter est si escarpé qu'il suffit d'une poussière pour faire trébucher le pianiste : un piano qui se désaccorde, un clavier peut-être un peu lourd ou irrégulier, une fraction de seconde d'inattention... Mais Dalberto se redresse, serre davantage les dents, nous oblige à le suivre là où il le veut, n'effaçant ni l'effort ni la difficulté, indissociables d'une œuvre que Schubert lui-même ne pouvait jouer et que Liszt « simplifia » en l'orchestrant.

Après l'entracte, le pianiste revient avec Nathalie Stutzmann pour interpréter un groupe de lieder de Schubert, et des plus beaux : *Wohin ?*, *An der Musik*, *Auf dem Wasser zu singen*, *Die junge Nonne*, *Gruppe aus dem Tartarus*... Libéré — il est toujours plus facile de diviser le trac par deux — il soutient la belle voix de la jeune chanteuse avec laquelle il a tenu à partager son récital. Le grave de Nathalie Stutzmann descend, certes, très bas, mais il manque tellement de puissance que la musicienne peine à remplir de son chant les voûtes romanes de la petite église de Saint-Léon-sur-Vézère, un des lieux, tous proches de Brive, choisis par le Festival du Périgord noir pour donner ses concerts. Son expression est convaincante, et si sa voix manque encore de couleurs, si la caractérisation des textes n'est pas encore vraiment dominée, Nathalie Stutzmann, qui n'a après tout que vingt-cinq ans, chante avec une franchise d'autant plus admirable qu'elle laisse deviner des lendemains fastes. Si elle prend conscience qu'elle est mezzo-soprano et non contralto...

ALAIN LOMPECH

► Prochains concerts : le 16 août, à 21 heures, même lieu, Françoise Pollet et Jean-Marc Luisada, dans une soirée de lieder de Schubert, Schumann, Brahms et Hugo Wolf, les 18 et 19, même heure, même lieu, le Quatuor Sine Nomine interprète les grands quatuors de Schubert, le 25 août, même heure, même lieu, Christa Ludwig et Charles Spencer interprètent *le Voyage d'hiver* de Schubert. Le 17, à 22 heures, *le Maître de musique*, de Gérard Corbiau, avec José Van Dam, sera projeté dans l'abbaye de Saint-Amand-de-Coly. Rens. : Tél. : 53-51-95-17 et 53-50-18-19.

Stan Getz et sa rythmique

Suite de la première page

Cette rythmique en effet, cartonne, matraque, avec au centre un bassiste à la technique d'avant-guerre (c'est un genre et ça plaît) et aux ailes, deux fidèles : Kenny Baron, bon pianiste, bon compositeur (*Voyage*), et Terri Lynne Carrington, la dame des tambours.

Is appuient lourdement ? On en redemande. Se mettent à l'envers ? C'est un triomphe. Ratent les contre-temps ? Une apothéose.

On se dit que la sonorisation doit être intéressée à l'affaire. On ne sonorise pas un chapiteau de plusieurs milliers de places comme la salle Pleyel. Soit. Reste à savoir s'il est indispensable à l'espèce humaine de sonoriser des chapiteaux. Excellente question. Elle ne sera pas posée.

Tant qu'à amplifier un piano de cette façon, notons-le pour mémoire, autant prendre une enclume et l'accorder. Oui, dirait-on, mais c'est pour faire connaître Stan Getz au plus grand nombre. Faisons connaître donc. C'est très vertueux. La question serait alors plutôt : quel rapport Stan Getz, « the sound », entretient-il avec la vertu ?

Lui qu'on a connu parfois bouder se montre philosophe. Il joue avec une sérénité, une plénitude, un brillant soudain brisé dans les gémissements qui prend à la gorge. En une ballade, il efface un océan de douleurs qu'il rappelle. Et soudain, il attaque : parce qu'enfin, deuxième raison à ce trio de marteaux piqueurs, il aime aussi les rythmiques dures, on le sait.

La troisième raison est plus subtile. Quand Stan Getz joue comme il a joué à Marciac, l'excès de poids autour de lui contrarie. Il est alors dans une telle suavité, dans une telle exactitude nonchalante qu'on voudrait rêver du rêve de la musique et oublier cette rythmique tonitruante.

Mais les soirs où le corps man-

que, quand la fatigue se réveille, quand la maladie rôde, alors tout Stan Getz que vous êtes, il vous faut sans doute cette sécurité, cette assurance derrière vous, psychique et physique, celle d'un Denny Baron ou d'une Terri Lynne Carrington. On comprend. Il n'est pas si facile après tout de faire face à la foule d'un chapiteau.

Comme un jeune homme

Ne demandez à personne s'il y a une nécessité esthétique, métaphysique ou simplement musicale à placer Stan Getz dans ces conditions. Il le désire. Il n'est pas sûr que Glenn Gould ait accepté de jouer avec les « Tambours du Bronx » au Parc des Princes. La question n'est pas là. Getz, au bout de cinquante ans de carrière (il est né en 1927) joue comme un jeune homme. La joie retrouvée. Le plaisir d'être en scène, tranquille, reconçu.

Au rappel, assis sur un tabouret de bar, loin du micro, il joue sur les seuls accords de Kenny Baron enfin revenu à la douceur, une ballade grave et sereine, « pour les deux cents ans de mon pays ». Benny Carter en est le compositeur. Sous ces harmonies de chansonnette, dans un silence retenu, l'avance au-delà de la simplicité, au cœur même du jazz, mallarméen sans y croire, pudique, comme on fait d'un air de musique qui révérait d'un autre air...

FRANÇOIS MARMANDE

► Jazz à Marciac. Tribute to Charlie Parker : Hank Jones, Phil Woods, Jackie McLean, NHOP, Alvin Queen, le 13 à 21 heures. Concert Gospels et negro spirituals avec les Dixie Humming Birds, le 14 à 15 heures. Nuit Oscar Peterson avec Ray Brown et Herb Ellis, le 14 à 21 heures. Gospels et negro spirituals le 15 à 17 h 30. Réservations : renseignements : 62-09-33-33.

L'Indien de Nashville

Aux marges de la country music, Steve Earle trace une piste solitaire

► Steve Earle : The Hard Way.

Disque, cassette, CD MCA/WEA. A Amsterdam, Los Angeles, Paris ou Nashville, Los Angeles, les locaux se déplacent. Les Hell's Angels pour un concert de Steve Earle. Ses obligations professionnelles (enregistrer des disques, tourner sur les routes) l'empêchent d'adhérer au chapitre local de la confrérie mais le cœur et les appétences y sont : cheveux longs qui descendent dans le dos du blouson de cuir clouté, tatouages de bonne tenue artistique, petites lunettes noires qui masquent mal une mine de déterré.

De tous les rebelles, renégats et hors-la-loi qui ont levé l'étendard de la révolte contre l'établissement de Nashville, Steve Earle est le plus radical. Les traditionalistes du country lui refusent d'ailleurs le label, ce qui simplifie le débat. Mais Earle y tient. C'est d'abord un moyen de se distinguer de tous les rockers d'autoutout dont le chef de convoi est Bruce Springsteen. C'est surtout, au-delà du premier abord de sa musique — violente, mélodramatique, électrique, — revendiquer une filiation réelle avec les racines d'un genre qui n'a pas toujours été, et n'est pas forcément, la traduction musicale du conservatisme américain.

Des drogues « démocratiques »

Steve Earle est né au Texas, il y a certes fréquenté Townes Van Zandt, Guy Clark — les solitaires de l'Etat qui ont toujours refusé de faire le saut jusqu'à Hollywood, — mais aussi la scène folk : « Les folk-joueurs dans des cafés où je pouvais rentrer. Le rock ou le country se jouaient dans des bars, et je n'avais pas l'âge ».

Arrivé à Nashville dans les années 70, il y a fréquenté la bande de jeunes auteurs-compositeurs que les éditeurs de musique avaient engagés pour renouveler le genre. « En ce temps-là, on marchait essentiellement à l'alcool et

aux amphétamines, qui sont des drogues plutôt démocratiques. Nous treizièmes ensemble, vivions ensemble, faisions de la musique ensemble. Et en six mois de temps cette scène s'est effondrée. La seule raison en a été l'arrivée de la cocaïne. Les effets et le prix de la coke tendent à rendre ses utilisateurs paranoïaques. Tout un système de caste s'est construit autour de ça ».

Steve Earle n'était pas tout à fait assez prolifique pour gagner sa vie en tant qu'auteur. Et de toute façon le démon de la scène le travaillait. Utilisant le savoir-faire qu'il avait acquis au service de Carl Perkins ou de Waylon Jennings, il s'est lancé tout seul dans le bain des grands. *The Hard Way* est son quatrième album. Il a commencé à le composer l'année dernière, alors qu'il assurait la première partie de Bob Dylan. Rentré chez lui, Steve Earle a réalisé des maquettes avant d'enregistrer les chansons avec les Dukes, son groupe. Earle vend à peu près un million de disques de ses disques, suffisamment pour que MCA, sa maison de disques, le laisse en paix.

Le résultat, plus proche de Springsteen que de Johnny Cash, l'a fait glisser dans la catégorie rock : « Mais je n'ai jamais utilisé autant de pedal steel guitar, de mandoline. De toute façon, pour moi le country ne se définit pas comme ça. Plutôt par opposition à la pop music, faite pour faire oublier les ennuis. Le country partage avec le blues cette faculté d'exprimer le côté sombre, noir, qui est en chacun de nous ».

Steve Earle devrait venir en concert à Paris d'ici à la fin de l'année. En attendant *The Hard Way* sera — pour ceux auxquels échappent les excès superbes de *Copperhead Town*, son dernier album — une excellente manière de rencontrer celui que Johnny Cash a défini comme « un Indien dans une ville de blancs ».

THOMAS SOTINEL

LUNDI 13 AOUT

GOOD MORNING VIETNAM (A
u o l : Grand Prix. 75-145-54-48-82

GOOD MORNING VIETNAM (A) :
v.o.j. : Grand Pavlov, 15-45-54-48-35
12 h.

LA GUERRE DES BOUTONS (F) :
S. L. B. 15-45-32-31-38 (F) :
GUERRE ET PAIX (F) : Col. Co
mos, 6-45-44-28-30 14 h, 17 h 30
21 h.

HISTOIRE DU JAPON RACONTEE
PAR UNE NOTESSE DE BAS (J) :
v.o.j. : Céd. Beaubourg, 3-42-71-35
55-30 11 h.

L'HOMME BLESSE (F) :
S. L. B. 3-42-71-52-36 11 h 45

INDIANA JONES ET LA DERNIERE
CROISADE (A) : v.j. : Grand Pavlov
15-45-54-48-35 16 h 30.

JE T'AI ME, MOI NON PLUS (F)
v.o.j. : Céd. Beaubourg, 3-42-71-52-36
11 h.

JE. J'IN. J'ON ROUGE (F) : Studi

MONA ET MOI (Fr.) : 14 Juillet Par

Saint-Lambert, 14- (43-21-61-01) 14 h
 Desnery, 16- (45-32-81-01) 15 h
 15 h 15
MIDNIGHT EXPRESS (*) (Br., v.o.)
 v.o.: Grand Paris, 15- (45-84-48-85)
 22 h 30
MILLOU EN MER (F.): Desnery, 14-
 (43-21-61-01) 19 h 50
MONIA ET MOI (F.): 14 Julien Far-
 nasse, 8- (43-28-58-00) 14 h, 16 h
 18 h, 20 h 05
LE MONDE SELON GASP (A.,
 v.o.): Grand Paris, 15- (45-84-48-85)
 16 h 45
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE
 (Brit., v.o.): Studio des Universalis, 5-
 (43-28-19-98) 20 h
NOCTURNE BLAUCHE (F.): Grand
 Paris, 15- (45-84-48-85) 21 h
NOUVEAU INDIEN (F.): Cédé
 Beaubien, 3- (42-71-52-88) 11 h 15
NOËL DARLING N'EN FAIT QU'UN
SÀ TÊTE (A., v.o.): Cédé Beaubien, 3-
 (42-71-52-88) 11 h 30
PALOMBELLA BOSSA (R.): Cédé
 Beaubien, 1, 5- (43-54-42-34)
 12 h 05
PERFORMANCE (Br., v.o.): Accro-
 tes, 5- (46-33-86-88) 12 h
**LE PETIT DRAGON ROUGE ET LA VAL-
 LÉE DES MERVEILLES (A., v.o.)**:
 Saint-Lambert, 16- (45-32-81-01)
 15 h 15
LES QUATRE CENTS COUPS (F.):
 Les Trois Lacs, 6- (46-33-
 97-77) 12 h
QUERELLE (*) (Fr., -Al., v.o.): Cédé
 Beaubien, 3- (42-71-52-38) 11 h 45
 v.o.: Studio Galendé, 5- (46-84-72-71)

RASHOMON (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-69) 21 h.
SEXE, MENSONGES ET VIDEO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (45-28-19-05) 18 h.
SOLAIRES (Gov., v.o.) : Denfert, 14- (45-21-61-01) 17 h 10.
THE PHILADELPHIA STORY (A., v.o.) : République Cinéma, 11- (45-05-51-39) 19 h 50.
37-2 LE MATIN (F. fr.) : Grand Faubourg, 15- (45-54-45-95) 13 h 30.
WORKING GIRL (A., v.o.) : Grand Faubourg, 15- (45-54-45-95) 19 h.

Gogh : 21 h 30. Théâtre rouge. Viol ardesans d'un nid de potées : 20 h. La Vie à deux : 21 h 30.
MICHOCHÈRE (47-46-95-23). Une journée chez ma mère : 21 h.
PARC DU PRÉ-CATELAIN (JARDIN SHAKESPEARE) (47-72-00-33). Les Fourberies de Scapin Festival Moïsse : 20 h.
THÉÂTRE DE NESLE (46-34-51-04). Gertrude morte cet après-midi : 20 h 30.

SPECTACLES

Sogho : 21 h 30. Théâtre rouge. Viol ardent
d'un nid de poètes : 20 h. La
vie à deux : 21 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Une
journée chez ma mère : 21 h.

PARC DU PRÉ-CATELAIN (JARDIN
SHAKESPEARE) (42-72-00-33). Les
fourberies de Scapin Festival Moïère :
20 h.

THÉÂTRE DE NESLE (46-34-61-04).
Gertrude morte cet après-midi :

MARDI 14 AOÛT

travers les vieux quartiers Saint-arr, Beaubourg, les Halles), le h 30, sortie métro Hôtel-de-Ville, aller à la gare d'Orléans (à Paris).

« Hôtels et jardins du Marais sud, rue des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du Marais).

« Institut du monde arabe », h 30, entrée principale, rue de Cassa-Saint-Bernard (Paris et son histoire).

« Le siège du Parti communiste français », 14 h 45, métro Colonel-Fa- (M. Banassac).

« Le château de Vincennes, demeure des rois de France », 14 h 45, métro Vincennes.

« Les heures glorieuses de l'Arc de triomphe », 15 heures, devant la cas (Monuments historiques).

« Mystérieuse symbolique de la franc-maçonnerie », 15 heures, Rose-Croix, boulevard de la Chapelle, 15 heures, sortie métro Cas 8. Haut-

هكذا عن الأصل

SPORTS

FOOTBALL : le championnat de France Drôle de drame à Bordeaux

Battue par le FC Metz (1-0), samedi 11 août en Lorraine, l'équipe bordelaise occupe la dix-neuvième et avant-dernière place du championnat de France de football. L'éviction de l'entraîneur belge Raymond Goethals et son remplacement par le Franco-Allemand Gernot Rohr (le Monde du 10 août) n'ont pas encore eu les effets escomptés. Le président Claude Bez, surveillé de près par la mairie, joue ses dernières cartes.

de notre envoyé spécial

Gernot Rohr est sans doute un kamikaze du football. Promu entraîneur des Girondins de Bordeaux à la place du Belge Raymond Goethals sans avoir eu le temps de s'en rendre compte, le technicien d'origine allemande s'est retrouvé totalement livré à lui-même lors de son premier match, samedi 11 août, à Metz. Quand il a fallu commenter la nouvelle défaite (1-0), la dix-neuvième place au classement et l'avenir de cette équipe en crise, l'ancien responsable de l'équipe réserve des Girondins s'est sans doute senti isolé face aux journalistes. Bordeaux avait en effet rallié la Lorraine sans un seul de ses dirigeants. Ce qui n'arrive même pas à une équipe de deuxième série des Hauts-de-Seine.

Didier Couécou, le manager général ? « Il est en vacances », a répondu Gernot Rohr. Alain Girasse, le directeur sportif ? « Je ne sais pas pourquoi il n'est pas là », a reconnu l'entraîneur nommé trois jours plus tôt. Quant à Claude Bez, même s'il est vrai qu'il n'assiste pas à tous les matches à l'extérieur, il avait également déclaré forfait pour cette rencontre décisive. Mais Rohr s'est gardé de le faire remarquer.

Un changement d'entraîneur, des cadres invisibles, un but en quatre matches... Drôle de drame de celui des Girondins depuis le début du championnat. Ils restent en effet sur une bonne saison 1989-1990. Arrivé en juin 1989 pour remettre sur pieds une formation alors au plus mal (treizième de championnat en 1988-1989), Raymond Goethals avait rempli son contrat en décrochant une seconde place qualificative pour la Coupe de l'UEFA. Bordeaux allait retrouver l'Europe et renouer ses chances.

Trois matches ont donc suffi à entraîner le club dans l'une des plus graves crises de son histoire : un match nul à domicile contre Lyon (0-0), une défaite à Caen (3-0) et un match nul contre Lille (1-1). Des résultats médiocres mais pas catastrophiques. Goethals, pourtant très populaire à Bordeaux, a donc été écarté.

Comment expliquer une telle précipitation ? Nul n'a trop com-

pris la décision de Claude Bez. Mais il est clair que le président n'a pas apprécié les critiques de son entraîneur concernant un recrutement dont il porte l'entière responsabilité. Claude Bez et Didier Couécou ont, en effet, enrôlé des joueurs que l'entraîneur ne souhaitait pas forcément.

M. Claude Bez en sursis

Des éléments essentiels de l'équipe sont partis sous d'autres cieux, comme le milieu de terrain Bernard Pardo (Marseille), les attaquants Piet Den Boer, Jasper Olsen (deux à Caen) et Klaus Allofs (Werder Brême). En échange, elle a hérité de bons joueurs - les milieux de terrain Ali Ben Mabrouk (RPI), Didier Deschamps (Marseille) ou le Belge Patrick Vervoort (Anderlecht), l'attaquant néerlandais Wim Kieft (PSV Eindhoven) et le Français Philippe Fargues (Servette Genève), mais certainement pas d'un meneur de jeu ou d'un attaquant capable d'évoluer très en retrait, comme le désirait Goethals.

Equilibrée la saison dernière, la formation bordelaise est soudain devenue bascale, sans que Goethals soit vraiment responsable de cette dégradation. Technicien d'expérience, soucieux de son indépendance, il n'a sans doute pas supporté les interventions répétées de Claude Bez dans la composition de l'équipe. Et l'a peut-être fait

savoir. Cette absence de cohésion au sein de l'équipe s'est confirmée à Metz : même si elle a semblé en progrès, elle a manqué d'un organisateur de talent en milieu de terrain ou d'un attaquant de haut niveau pour concrétiser ses occasions de but.

Gernot Rohr s'est voulu rassurant à l'issue de cette nouvelle contre-performance : « Nous sommes sur la bonne voie, il va falloir travailler pour être plus efficace », mais il sait bien que la tâche sera rude. Bordeaux est au plus mal. Un nouveau joueur pourrait être enrôlé prochainement afin de renforcer une attaque désespérante d'efficacité.

En introduisant Rohr, Claude Bez a sans doute joué sa dernière carte. Le Franco-Allemand, au club depuis 1977, est l'un de ses rares fidèles, avec Didier Couécou. S'il échoue, le président ne pourra agir avec lui comme avec Goethals et l'utiliser en « fusible ».

M. Chaban-Delmas maître du jeu

Il se retrouvera lui-même en première ligne et devra rendre des comptes au principal partenaire financier de son club : la Ville de Bordeaux. En mai dernier, la municipalité s'est portée caution d'un prêt de 120 millions de francs, indispensables pour renflouer des caisses qui sonnaient creux.

Claude Bez est donc en sursis. Jamais il n'a été en aussi mauvais

GOLF : championnat de l'USPGA

Grande première pour l'Australien Wayne Grady

L'Australien Wayne Grady a remporté, dimanche 12 août, sur le parcours de Shoal-Creek à Birmingham (Alabama), la sixième-douzième édition du championnat de l'Association américaine des professionnels de golf (USPGA). A trente-trois ans, il signe ainsi sa première victoire dans l'un des quatre tournois comptant pour le Grand Chelem, en devançant l'Américain Fred Couples de trois coups.

En tête à l'issue de la deuxième et de la troisième journée, Wayne Grady a terminé son quatrième tour en rendant une carte de 71, soit un sous le par, pour un score total de 282 sur un parcours rendu difficile par le rough touffu et les greens très durs.

« Je suis bien content que cela soit terminé. Si on avait continué, j'aurais craqué », a déclaré l'Australien en recevant le tro-

phée d'argent et son chèque de 225 000 dollars. L'Américain Fred Couples, qui avait abordé le quatrième parcours avec deux coups de retard, s'est retrouvé en tête après le douzième trou, où il venait de réussir son deuxième birdie consécutif. Mais l'Américain, qui tentait de remporter son premier tournoi majeur, s'est alors écroulé en faisant quatre bogeys d'affilée.

Ce sixième-douzième tournoi de l'USPGA a vu la déroute de tous les favoris. L'Américain Payne Stewart, tenant du titre, n'a pu faire mieux que 293, mais devance néanmoins le Britannique Nick Faldo (295), qui, avec une carte de 80 le samedi, avait perdu tout espoir d'inscrire le son palmarès un troisième tournoi du Grand Chelem après ses victoires cette saison dans l'Open de Grande-Bretagne et dans le Masters.

AUTOMOBILISME : Grand Prix de Hongrie

Thierry Boutsen de bout en bout

Le Belge Thierry Boutsen (Williams-Renault) a remporté le Grand Prix de Hongrie de formule 1 automobile, disputé dimanche 12 août à Budapest, après avoir mené la course de bout en bout. Deuxième à moins d'une seconde, le Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda) conforte sa première place au championnat du monde, avec dix points d'avance sur Alain Prost (Ferrari), contrainé à l'abandon peu avant la mi-course.

Les deux premières victoires de sa carrière ont été obtenues la saison dernière sous la pluie, au Canada et en Australie, avaient valu à Thierry Boutsen le surnom de « Rainman » (l'homme de la pluie). Dans des conditions d'adhérence très précieuses, il avait su exploiter au mieux l'extraordinaire souplesse du moteur V 10 Renault à bas régime pour s'imposer. C'est cette même arme qui lui a permis de confirmer son talent sur le Hungaroring, un circuit très tourmenté qui privilégie les reprises en sortie de virage.

Construit en 1986 à une vingtaine de kilomètres au nord de Budapest, afin d'accueillir le premier Grand Prix organisé dans un pays de l'Est, le Hungaroring n'est pourtant pas très apprécié des pilotes de formule 1, même s'il fait partie des circuits les plus sûrs et s'il donne lieu à des fins de course souvent passionnantes. Une ligne droite, un peu courte, devant les stands et des successions de virages assez serrés limitent, en effet, les vitesses de pointe mais aussi les possibilités de dépassement.

Senna dans les rétroviseurs

« Pour gagner à Budapest, le plus important est, peut-être, d'obtenir la pole-position, estime Thierry Boutsen juste avant la course. Puis il faut réussir son départ et essayer ensuite de ne pas faire de faute. » Pour son cent cinquantième Grand Prix, le pilote belge venait alors, pour la première fois de sa carrière, de réussir le meilleur temps des séances de qualification et d'obtenir ainsi la meilleure position sur la ligne de départ. A trente-trois ans, « Rainman » avait enfin l'occasion de se faire une place au soleil.

« En style, je me sens plus proche de Prost que de Senna, estime Thierry Boutsen. J'ai besoin d'une voiture bien réglée pour être efficace à 100 %. » Pour s'être souvent montré un peu trop raisonnable, le pilote belge a, sans doute, perdu quelques saisons avec l'écurie Arrows-Ford (de 1983 à 1986).

avant de passer chez Benetton en 1987 et 1988, puis chez Williams-Renault en 1989. Mais c'est peut-être cette sagesse qui lui a permis de garder la tête froide pour mener la course hongroise de bout en bout malgré la présence constante dans ses rétroviseurs de poursuivants aussi prestigieux que l'Autrichien Gerhard Berger (McLaren-Honda), les Italiens Riccardo Patrese (Williams-Renault) et Alessandro Nannini (Benetton-Ford) et, enfin, le Brésilien Ayrton Senna.

Dans ses moments de doute, Thierry Boutsen pourra désormais se remémorer sa résistance victorieuse au fantastique retour d'Ayrton Senna. Cinquième après le départ, le Brésilien a dû s'arrêter à son stand dès le vingtième des soixante-dix-sept tours pour changer ses pneumatiques après un freinage trop brutal lors d'une tentative de dépassement de Jean Alesi (Tyrrell-Ford). Reparti en onzième position avec 40 secondes de retard, il s'était retrouvé troisième, dans les roues d'Alessandro Nannini, au cinquante-cinquième tour. La détermination du Brésilien telle que, sur une nouvelle tentative de dépassement pour le moins osée, il poussait l'Italien hors de la piste, dix tours plus tard.

Avec des pneus usés qui contrôlaient de moins en moins le survirage du châssis et des freins prêts à le lâcher, Thierry Boutsen semblait alors avoir une proie facile pour Ayrton Senna. A chaque virage, le McLaren revenait frier les roues arrière de la Williams. Mais, à chaque sortie de virage, le meilleur couple du V 10 Renault permettait au pilote belge de se dégager jusqu'au freinage suivant. Ce jeu de yo-yo entre les deux monoplace lancées à quelque 180 kilomètres-heure allait durer pendant les douze derniers tours avant de s'achever sur la victoire du pilote belge.

En s'imposant sur le Hungaroring, Thierry Boutsen n'a peut-être pas seulement remporté son troisième Grand Prix mais aussi assuré son avenir. Trois jours avant la course, les responsables de Camec ont annoncé qu'ils abandonnaient l'écurie Lotus-Lamborghini pour reporter leurs efforts financiers sur Benetton-Ford et Williams-Renault. Leur ambition serait de profiter des hésitations d'Ayrton Senna pour tenter de l'attirer dans l'écurie anglo-française au prix d'une folle surcélébration. Le Brésilien réclamerait désormais 15 millions de dollars, soit quelque 80 millions de francs. Si la démarche aboutissait, il ne resterait plus qu'un volant à attribuer à Thierry Boutsen, ou à Riccardo Patrese.

GÉRARD ALBOUY

Les résultats

AUTOMOBILISME

FORMULE 1 : GRAND PRIX DE HONGRIE

1. Boutsen (Bel., Williams-Renault), les 305,07 km en 1 heure, 49 min 30 s (moyenne : 167,40 km/h) ; 2. Senna (Bré., McLaren-Honda) à 0,288 s ; 3. Piquet (Bré., Benetton-Ford) à 27 s ; 4. Patrese (Ita., Williams-Renault) à 31 s ; 5. Warwick (GB, Lotus-Lamborghini) à 1 min 14 s ; 6. Bernard (Fra., Larrousse-Lamborghini) à 1 min 24 s.

Championnat du monde des pilotes (Après dix Grands Prix)

1. Senna (Bré.), 54 points ; 2. Prost (Fra.), 44 ; 3. Berger (Aut.), 29 ; 4. Boutsen (Bel.), 27 ; 5. Piquet (Bré.), 22 ; 6. Patrese (Ita.), 15.

BOXE

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES MI-MOYENS

La Française Nicolela a perdu son titre européen des mi-moyens, samedi 11 août au Cap-d'Agde (Hérault), en s'inclinant par K.O. à la neuvième reprise face au Britannique Tom Collins. Eric Nicolenta défendait pour le troisième fois son titre, acquis en octobre 1988. En cas de victoire, il pouvait prétendre briser une ceinture mondiale.

CYCLISME

GRAND PRIX DE SAN-SEBASTIAN

Au terme de 40 kilomètres d'échappée en solitaire, l'Espagnol Miguel Indurain a enlevé, dimanche 12 août, le Grand Prix de San-Sebastian, comptant pour la Coupe du monde. Le coéquipier de Pedro Delgado a devancé le Français Laurent Jalabert de plus de 2 minutes.

EQUITATION

GRAND PRIX DE DINARD

La cavalière allemande Ludger Beerbaum a remporté dimanche 12 août le Grand Prix de saut d'obstacles de Dinard.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (Quatrième journée)

Nantes b. Monaco 3-1
Lyon et Marseille 2-2
Marseille b. Paris-SG 4-0
Lille b. Toulouse 3-0
Rennes b. Nancy 1-0
Auxerre b. Saint-Etienne 2-0
Caen b. Sochaux 2-0
Brest b. Toulouse 2-1
Metz b. Bordeaux 1-0
Nîmes et Cannes 0-0
Classement. - 1. Marseille, 7 pts ; 2. Monaco, 6 ; 3. Rennes, 6 ; 4. Auxerre, 5 ; 5. Lille, 5 ; 6. Caen, 5 ; 7. Nantes, 5 ; 8. Brest, 5 ; 9. Montpellier, 4 ; 10. Paris-SG, 4 ; 11. Lyon, 4 ; 12. Metz, 4 ; 13. Toulouse, 4 ; 14. Sochaux, 3 ; 15. Cannes, 3 ; 16. Saint-Etienne, 3 ; 17. Nice, 2 ; 18. Toulouse, 2 ; 19. Bordeaux, 2 ; 20. Nancy, 1.

Deuxième division (Quatrième journée)

Gueugnon b. Epinal 2-0
Mulhouse b. Rodez 5-0
Bastia b. Nîmes 4-2
Alès et Dijon 0-0
Valenciennes b. Chaumont 1-0
Mantova b. Dunkerque 1-0
Annecy b. Louhans-Claux 3-1
Istres b. Avignon 2-1
Ajaccio b. Strasbourg 3-2
Classement. - 1. Bastia, 8 pts ; 2. Gueugnon, 6 ; 3. Valenciennes, 6 ; 4. Istres, 6 ; 5. Ajaccio, 5.

Groupe B

Tied Star 93 b. Gungamp 3-0
Reims et Saint-Germain 0-0
Bourges b. Leval 3-1
La Havre b. Tours 2-1
Orléans et Rouen 1-1

MOTOCYCLISME

GRAND PRIX DE SUÈDE

L'Américain Wayne Rainey (Yamaha) a remporté, dimanche 12 août, le Grand Prix de Suède en 500 cc devant à Anderstorp. Il a devancé son compatriote Edwy Lawson (Yamaha) et l'Australien Wayne Gardner (Honda). Au classement du championnat du monde, Wayne Rainey, dispose désormais de près de cinquante points d'avance sur son compatriote Kevin Schwantz. Il reste encore trois Grands Prix à disputer. En 250 cc, l'Espagnol Carlos Cardus (Honda), leader du championnat du monde, s'est imposé devant l'Américain John Kocinski (Yamaha) et le Japonais Masahiro Shimizu (Honda).

TENNIS

TOURNOI DE CINCINNATI

Le Suédois Stefan Edberg a largement dominé l'Américain Brad Gilbert (6-1, 6-1) dimanche 12 août, en finale du Tournoi de Cincinnati (Etats-Unis). Stefan Edberg, qui a reçu 170 000 dollars de récompense, est désormais le numéro un mondial, devant le Tchèque Ivan Lendl. Il bénéficie d'une modification du système de classement décidée en début de saison. Désormais, seuls les quatorze meilleurs résultats sont pris en compte, ce qui, dans le cas du Suédois, a permis d'effacer les effets d'un élimination au premier tour à Roland-Garros.

TOURNOI DE SAN-DIEGO

L'Allemand de l'Ouest Steffi Graf a remporté dimanche 12 août le cinquième titre de sa carrière en battant (6-3, 6-2) la Suissesse Manuela Maleeva en finale du tournoi de San-Diego (Etats-Unis), doté de 225 000 dollars de prix. Steffi Graf, vingt et un ans, est la troisième joueuse de l'histoire du tennis à passer la barrière des cinquante victoires. Elle reste cependant assez loin des Américaines Chris Evert (157 titres) et Martina Navratilova (152 titres).

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1844
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupont, directeur commercial
Micheline Orléans,
directeur du développement
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-77
Téléx MONDPUIS 206 136 F
Telex : 45-55-91-77 - Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Imprimé au
12, rue de Valenciennes
94852 IVRY-CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-89

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 42-22-20-20

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-30-10

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-96

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS voies normale y compris CEE avion
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

PP-Paris RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

Florence LEGROS
et
Olivier SCHAAAL
ont la joie d'annoncer la naissance de
Martin,
le 6 août 1990,
14, rue de Plaisance,
92250 La Garenne.

Jean-François et Florence
ont le plaisir d'annoncer la naissance de
Pascal SYGNET,
le 7 août 1990, à Toronto.

Décès

M. Jean-Louis CAPORAL
et ses enfants,
Agnes Caporal,
M. et M^{me} Maurice Caporal,
M. Hubert Caporal
et ses enfants,
M. et M^{me} Patrice Caporal
et leurs enfants,
M. et M^{me} Paul Masson
et leurs enfants,
M^{me} Monique Wolff,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis CAPORAL,
leur époux, père, beau-père, fils, frère,
oncle et neveu,
survenu le 7 août 1990, à l'âge de cin-
quante ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le
jeudi 9 août, en l'église du Bois-Plage-
en-Ré (Charente-Maritime).

Cet avis tient lieu de faire-part.
1, rue Huymans,
75006 Paris.

M. Raymond CHALEAT,
M. et M^{me} Didier Chaleat,
M. Olivier Chaleat,
ses enfants,
Sophie, Virginia, Vincent, Bénédicte,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès,
survenu le 8 août 1990, du

professeur Raymond CHALEAT,
218, rue de Dôle,
25056 Besançon.

Le président de l'université de
Franche-Comté
Le directeur de l'UFR des sciences et
techniques,
Le directeur
Et le personnel du laboratoire de
mécanique appliquée
Et tous ses collègues de l'université,
ont la tristesse de faire part du décès,
survenu le 8 août 1990, du

professeur Raymond CHALEAT,
professeur émérite
de l'université de Franche-Comté,
officier de la Légion d'honneur
et de l'Ordre national du Mérite,
commandeur des Palmes académiques.

Prix Monthyon de l'Académie des
sciences, Raymond Chaleat était mem-
bre de l'Académie ichéoclovaque des
sciences. Créateur et ex-directeur du
laboratoire de mécanique appliquée et
de l'UT de Besançon, il créa aussi
l'UT de Belfort et dirigea l'ENSM de
Besançon.

Ses obsèques ont été célébrées le
10 août 1990.

M. et M^{me} Jacques Deprest
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Louis Daudé
et leur fille,
ses enfants et petits-enfants,
La famille
Et les amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} André DAUDÉ,
née Eugénie Loriget,
décédée le 9 août 1990, dans sa qua-
rante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 16 août, à 10 h 30, en l'église
Saint-Christophe, place de l'Eglise, à
Créteil, suivie de l'inhumation dans le
caveau de famille, au cimetière de Cré-
teil (Val-de-Marne).

Ni fleurs ni couronnes, des dons peu-
vent être adressés à toute association
caritative.

Les Pianos Daudé
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} André DAUDÉ,
née Eugénie Loriget,
fondatrice et PDG des Pianos Daudé,
décédée le 9 août 1990, dans sa qua-
rante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 16 août, à 10 h 30, en l'église
Saint-Christophe, place de l'Eglise, à
Créteil, suivie de l'inhumation dans le
caveau de famille, au cimetière de Cré-
teil (Val-de-Marne).

Ni fleurs ni couronnes, des dons peu-
vent être adressés à toute association
caritative.

Les familles Ehrhard, Ennesser,
Innocenti et Jourdan,
ont la douleur de faire part à tous ses
amis de France et d'outre-mer du décès
de leur mère et grand-mère

Odette EHRHARD,
née Debesse,
veuve de M. Ferdinand Ehrhard,
survenue le 4 août, à l'âge de soixante-
huit ans.
La cérémonie religieuse et l'inhuma-
tion ont été célébrées le 7 août 1990, à
Vais-les-Bains (Ardèche).

3, rue A.-Clément,
07600 Vais-les-Bains.
M^{me} Hélène Gaume,
M^{me} Danielle Gaume,
ont la douleur de faire part du décès de

professeur Albert GAUME,
agréé de l'université,

leur époux et père,

survenu dans sa soixante et onzième
année, le 7 août 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale le samedi 11 août.
121, boulevard de Grenelle,
75013 Paris.

48, rue Marcel-Dassault,
92100 Boulogne.
M^{me} veuve Raymond GREUSSAY,
née « Renée Sales »,
Regée Bady,

le 3 août 1990.

106, rue de Richelieu,
75002 Paris.

M. Marc LESTOILLE,
avocat,
ancien avoué,
ancien bâtonnier,
Président du Rotary,
ancien vice-président
de la Caisse d'épargne,
ancien président
du Judo-Club de Cambrai,

décédé à Lille, le 10 août 1990, dans sa
soixante et unième année.
Ses funérailles ont eu lieu le lundi
13 août, en la cathédrale de Cambrai,
suivies de l'inhumation au cimetière de
la Porte-de-Paris, dans le caveau de
famille.

De la part de
Mario-Paul Lestaille-Brundot,
son épouse,
Ses enfants
Et petits-enfants,
Toute la famille.

Selon la volonté du défunt, merci de
remplacer les fleurs par des dons à la
Fédération française de cardiologie,
CCP 840 D Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.
20, rue Gambetta,
59400 Cambrai.

M. Alain de Swarte,
son fils,
directeur de la revue *Combat Nature*,
son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et toute la famille de Swarte,
font part du décès survenu à Prades
(Pyrénées-Orientales), dans sa qua-
rante-deuxième année, de

M. Pierre de SWARTE,
engagé volontaire de la guerre 1914
et grand invalide de guerre.

Ses obsèques auront lieu le jeudi
16 août 1990, à 11 heures, en l'église
Saint-Eloi, à Hazebrouck (Nord).

La Maynig,
Route des Piles,
24750 Périgoux.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du
dimanche 12 août :

UN ARRÊTÉ

— Du 16 juillet 1990 fixant les
conditions de préparation, de
détention, de cession et de contrôle
des antigènes destinés au diagnos-
tic des brucelloses bovine, ovine et
caprine.

PROBLEME N° 5324

PROBLEME N° 5324

PROBLEME N° 5324

PROBLEME N° 5324

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **▷** signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; **◻** Film à éviter ; **◻** On peut voir ; **◻** Ne pas manquer ; **◻** Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 13 août

TF 1
20.30 **Feuilleton : Scandales à l'Amirauté.**
De Harry Falk, avec Dennis Weaver.
22.15 **Variétés : Salut les 60 !** Emission pré-
sentée par Claude François junior. 1987.
23.10 **Magazine : Minuit sport.**
23.40 **Journal, Météo et Bourses.**
0.00 **Série : Côté cœur.**
0.25 **Série : Intrigues.**
0.55 **Série : Passions.**
1.15 **TF 1 nuit.**
1.45 **Feuilleton : C'est déjà demain.**
Info revue.

A2

20.40 **Théâtre : Tu m'as sauvé la vie.**
Pièce de Sacha Guitry, mise en scène de
Jean-Luc Lagarange, avec Daniel Brémont,
Jeanne Servat, Jean-Luc Lagarange.
22.20 **Série : Disparitions.**
Toujours de Claude Barrois.
23.20 **Journal et Météo.**
23.35 **Variétés : Voyage pâle au Zénith.**
Concert de Renaud, enregistré en 1989.

FR 3

20.35 **Cinéma : Jo.**
Film français de Jean Gréau (1971). Avec
Louis de Funès, Claude Gansac, Christiane
Müller.
22.00 **Journal et Météo.**
22.20 **Magazine : Océaniques.**
Kara et Volodia, de Dominique Delouche.
23.15 **Documentaire : Histoire de l'art.**
D'Alain Ferrat.
23.30 **Musique : Carnet de notes.**

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : Hello Mary Lou.** ◻

Film canadien de Bruce Pittman (1987).
Avec Lisa Schrage, Michael Ironside,
Wendy Lyon.
22.00 **Flash d'informations.**
22.10 **Corrida.**
23.25 **Cinéma : Morts en eau trouble.** ◻
Film américain de Matthew Chapman
(1986). Avec Eric Roberts, Beverly D'An-
gelo, Dennis Lipscomb.
0.55 **Cinéma : L'Enfant de l'hiver.** ◻
Film français d'Olivier Assayas (1989).
Avec Clotilde de Baysse, Michel Falier,
Marie Millaud.
2.15 **Documentaire : Etocha,**
un lac au cœur du désert.
De David et Carol Hughes.

LA 5

20.35 **Téléfilm : Les gradés de Top Gun.**
De Charles Exbrayat et E. Tyborowski, avec
Patrick Préjean, Nicole Pescheux.
22.10 **Théâtre : La Dragée.**
23.20 **Spécial Tour de France à la voile.**
23.25 **Pour le meilleur**
et pour le pire (rediff.).
0.00 **Journal de minuit.**
0.05 **Spécial Tour de France à la voile.**
0.10 **Pour le meilleur**
et pour le pire (suite).

M 6

20.35 **Téléfilm : C'est pas dieu possible.**
De Charles Exbrayat et E. Tyborowski, avec
Patrick Préjean, Nicole Pescheux.
22.10 **Série :**
La malédiction du loup-garou.
22.30 **Cinéma : Joseph.** ◻
Film français de Christopher Frank (1981).
Avec Mimi Mout, Claude Brasseur, Bruno
Carmen.
0.35 **Six minutes d'informations.**

Mardi 14 août

TF 1
14.55 **Club Dorothée vacances.**
18.55 **Tiercé à Enghien.**
19.00 **Série : Chips.**
19.50 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
20.00 **Jeu : Une famille en or.**
19.05 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.30 **Jeu : La roue de la fortune.**
20.00 **Journal, Météo, Faisons la route**
ensemble et Tapis vert.
20.30 **Cinéma : Liste noire.** ◻
Film français d'Alain Bonnot (1984). Avec
Anne Girardot, François Martheur, Paul
Cazanchet.
22.05 **Documentaire : Histoire naturelle.**
23.00 **Série : Chapeau melon et bottes de**
cuir.
23.55 **Journal, Météo et Bourses.**

A 2

14.40 **Téléfilm : Au bord des larmes.**
De Jacques Fansten, avec Anny Duperey,
Jacques Denis.
16.15 **Magazine : Eto show (suite).**
17.35 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
18.00 **Magazine : Giga.**
19.05 **Série : Mac Giver.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Cinéma : Sandh.** ◻
Film britannique de Richard Attenborough
(1982). Avec Ben Kingsley, Candice Ber-
gen, Edward Fox.
23.40 **Journal et Météo.**
23.55 **Cinéma : Commando.** ◻
Film américain de Mark L. Lester (1985).
Avec Arnold Schwarzenegger, Rae Dawn
Chong.

FR 3

15.00 **Série : Mission casse-cou.**
15.55 **Magazine : 40° à l'ombre de la 3.**
18.00 **Feuilleton : Système gauche.**
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.**
20.00 **Jeu : La classe.**
20.35 **Cinéma : La cousine Bettie.**
D'Yves-André Hubert, d'après Balzac, avec
Alice Sapritch, Claudine Costar.
22.35 **Journal et Météo.**
23.00 **Documentaire : Histoire**
naturelle de la sexualité.
D'André Languey et Gérard Calderon.
23.45 **Musique : Carnet de notes.**

CANAL PLUS

13.30 **Cinéma : Adorable mentaube.** ◻
Film français de Michel Deville (1987).

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 5324

PROBLEME N° 5324

PROBLEME N° 5324

Solution du problème n° 5323

Horizontalement
1. Inflation. Atèle. — II. Marin. Nau-
frages. — III. Brimades. Ernie. —
IV. Réciter. Prudent. — V. On. Castor.
VI. O. — VII. Géréas. Ironistes. —
VIII. L.S.D. Béate. Rus. — IX. Aisé.
Né. Raide. — X. Oa. Garages. Sp. —
XI. Doucine. Out. — XII. Ange. Bison.
Rein. — XIII. Les. Ingères. — XIV. Tré-
sor. Bicus. VI. — XV. Eu. Agira. Us.
Erg. — XVI. Etale. Anar. Enée.

Verticalement
1. Endroits où l'on surveille les
régimes. — 2. Qui ne fait pas de
vagues. — 3. Travail qui demande du
dénouement. Est suffisant pour le
berger. — 4. Qui ont pris de mauvais
pils. Les faux dieux de la Sibirie. —
5. Tache sur une robe. Pronom. —
6. Comme parfois un propriétaire.
Une chic fille. — 7. Peut se manger
vive. Ne garde pas. — 8. Un pharaon
pour les Grecs. Des farinées. —
9. D'un audacieux. Vice de forme.

0.40 **Magazine : Jazz 6.**

LA SEPT

20.05 **Documentaire : Le reflet de la vie.**
D'Elaine de Latour.
21.00 **Documentaire : L'autoroute du**
Reich. De Hartmut Bitomsky.
22.30 **Cinéma d'animation : Images.**
22.45 **Documentaire : Chanter pour son**
bouff favori. D'vo Stricker.
23.30 **Documentaire : Ateliers contempo-
rains** (Georg Baselitz).

FRANCE MUSIQUE

20.30 **A la fraîche.**
21.30 **Concert (en direct du Festival de la Roque-
d'Andréon) : Sonate pour piano n° 10 en**
sol majeur, op. 14, n° 2, Sonate pour piano
n° 13 en la bémol majeur, op. 27, n° 1,
Sonate pour piano n° 14 en ut dièse
mineur, op. 27, n° 2, Sonate pour piano
n° 26 en mi bémol majeur, op. 81a, Sonate
pour piano n° 32 en ut mineur, op. 111, de
Beethoven, par Michael Levinas, piano.
23.07 **Nuits chaudes. La Lune...** et les étoiles.
0.58 **Les valse de l'été.**

FRANCE CULTURE

20.50 **Le roman du Rhin.**
21.05 **Rencontre des écrivains à Montréal.**
22.05 **Du ça dans le passé. Sonia Rykiel, sty-
liste.**
22.15 **La bestiaire enchanté et sans oubli.**
L'Alouette.
22.40 **Musique : Nocturne. Jazz à la belle**
étoile. Deux exécutants du ténor : Dexter Gor-
don Quartet ; Yusuf Lateef Quartet.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Nuits bleues.**

20.35 **Téléfilm : Le chemin du bonheur.**
De James Goldstone, avec Jaclyn Smith,
David Dukes.
22.10 **Série :**
La malédiction du loup-garou.
22.35 **Cinéma :**
Marche pas sur mes lacets. ◻
Film français de Max Pécas (1977). Avec
Sylvain Green, Jean-Marc Longval.
0.15 **Six minutes d'informations.**

LA SEPT

14.30 **Cours d'italien (7).**
15.00 **Documentaire : Sea coal.**
16.30 **Vidéo-danse : Violences civiles.**
17.00 **Documentaire :**
Barenboim joue Beethoven.
18.00 **Série : Médecins des hommes.**
19.30 **Court métrage :**
Monsieur Jean-Claude Vaucherin.
20.00 **Documentaire :**
Le temps des cathédrales (7).
21.00 **Documentaire : Hôtels, the story.**
22.00 **Documentaire : La mer en mémoires.**
23.00 **Magazine : Imagine.**
23.00 **Documentaire : Histoire parallèle.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **A la fraîche.**
21.30 **Concert (en direct du Festival de la Roque-
d'Andréon) : Sonate pour piano n° 15 en ré**
majeur, op. 28, Sonate pour piano
n° 31 en la bémol majeur, op. 110,
Sonate pour piano n° 12 en la bémol majeur
op. 28, Sonate pour piano n° 23 en fa
mineur, op. 87, de Beethoven, par Jean-
François Heisser, piano.

23.07 **Nuits chaudes. Lune de miel...**
0.58 **Les valse de l'été.**

FRANCE CULTURE

20.50 **Le roman du Rhin.**
21.05 **Rencontre des écrivains à Montréal.**
22.05 **Du ça dans le passé. Hugues Dufour,**
compositeur.
22.15 **La bestiaire enchanté et sans oubli.**
L'âne.
22.40 **Musique : Nocturne. Jazz à la belle**
étoile. Deux exécutants du piano : Cecil Tay-
lor, Martial Solal.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Nuits bleues.**

LOTOSPARTIE			
RESULTATS OFFICIELS			
Lot	Nombre de gagnants	Montant	Lot
1	1	250 000 F	1
2	4	5 831 F	2
3	7 818	313 F	3
4	1 710	200 F	4
5	29 414	100 F	5
6	10 016	50 F	6
7	10 016	20 F	7
8	10 016	10 F	8
9	10 016	5 F	9
10	10 016	2 F	10
11	10 016	1 F	11
12	10 016	0,50 F	12
13	10 016	0,25 F	13
14	10 016	0,10 F	14
15	10 016	0,05 F	15

مكتبة النحل

CHAMPS ECONOMIQUES



Pauvreté et richesse dans le monde

Grande-Bretagne : les vagabonds de Waterloo

Trois mille sans-abri – contre 250 en 1975 – dorment dans les rues de Londres et le pays compterait neuf millions de pauvres

Après la Turquie et l'Allemagne (« Champs économiques » du 7 août), l'enquête sur « les riches dans les pays pauvres et les pauvres dans les pays riches » se poursuit en Grande-Bretagne et en Inde.

C'EST un de ces spectacles un peu surréalistes dont Londres n'est pas avare. Un gentleman en habit et chapeau haut de forme, revenu en train des courses d'Ascot, traverse l'air indifférent, ce qu'on appelle ici la cité de carton, un campement de clochards installé aux abords immédiats de la gare de Waterloo.

Chacun feint de ne pas voir l'autre. Le mot de Dürer sur ces « deux nations », les riches et les pauvres, qui s'ignorent superbement, garde une certaine actualité. Les sans-abri envahissent le soir le centre de la capitale, en particulier les rives de la Tamise, le Strand, et tout le réseau de passages souterrains pour piétons qui entourent la gare de Waterloo.

Ces vagabonds sont le visage le plus apparent de cette « nouvelle pauvreté » dont on parle beaucoup, le plus souvent pour en faire reproche aux conservateurs, au pouvoir depuis onze ans.

La cité de carton ne se voit pas de l'extérieur et les automobilistes qui empruntent régulièrement l'échangeur routier sous laquelle elle est installée ne peuvent se douter que certains nuits froides jusqu'à quatre cents personnes dorment ici. Tout au plus peuvent-ils distinguer l'éclairage accroché à un mât, au niveau de la circulation, qui proclame : « Bienvenue à la cité de carton, jumelle avec le Vatican ».

Troubles mentaux

« Pops » est un peu le chef de ce campement. C'est un petit homme de soixante ans aux yeux durs, le chapeau vissé sur le crâne, qui vit ici depuis trois ans. Il s'est construit un abri avec des planches et fait, lui aussi, dans la dévotion. Il a écrit au-dessus de sa cahute : « Eau chaude et froide. Pas de Poll Tax. Proximité du métro et du train. Soupe, thé et sandwiches gratuits ».

Il y a en effet de l'eau dans les toilettes publiques voisines. Et les cantinières de l'Armée du Salut passent au moins deux fois chaque soir avec leurs bacs de thé, leurs marmittes de soupe et leurs sandwiches... « Vous savez ce que dit M^{me} Thatcher ? On n'a rien sans rien », dit-il d'embellie. Un petit don est donc le bienvenu pour le faire parler. Il est né dans la région d'Oxford et a été boulanger toute sa vie. Il travaillait dans un village, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Londres quand sa vie a basculé. Il était marié. Il a eu trois enfants. Quand il a divorcé, il a laissé sa maison à

sa femme, et s'est retrouvé à la rue. Il n'a jamais revu les siens.

Un peu plus loin, Derek, la soixantaine lui aussi disparaît sous les journaux. Il ramasse tout ce qui est imprimé. Il lit tout mais, cela le désole, il ne retient rien. C'est peut-être dû à une opération qu'il a eue au cerveau et à propos de laquelle il donne des explications confuses. Il aurait été longtemps dans l'armée mais ne sait plus très bien dans quelles garnisons. Il se méfie un peu de tout le monde : « Presque tous ceux qui sont ici ont un casier judiciaire », chuchote-t-il.

Un prêtre anglican qui se considère comme « le plus proche voisin » de la cité de carton confirme que ce sont souvent des drames personnels et des troubles mentaux qui lui amènent ces paroissiens un peu particuliers. Le révérend Robert Yeomans a la charge de l'église St-Jean-l'Evangéliste qui borde l'échangeur routier. A toute heure du jour et de la nuit, des « voisins » viennent sonner à la porte de son presbytère pour demander des couvertures, des vêtements, des boîtes de conserve. Il a des stocks tout prêts.

« Leur nombre a doublé en deux ans. Ils viennent de tout le pays. Il y a des malades mentaux, depuis qu'on a décidé de remplacer les grands hôpitaux psychiatriques par de petites unités. On a fermé les premiers mais on n'a toujours pas ouvert les seconds. Il y a des adolescents qui s'enfuient de chez leurs parents, les ménages qui se brisent », explique-t-il.

L'idée avancée par Michael Spicer, ministre du logement, d'ouvrir des « refuges » sans-abri le révolte. « Elles sont faites pour la culture et pour rien d'autre. Les salles de conférences des grandes entreprises seraient beaucoup mieux adaptées. Au moins elles ont des toilettes », poursuit-il.

En l'absence de statistiques officielles, l'Armée du Salut a compté les gens qui dorment dans la rue à Londres. Elle en a trouvé trois mille. Ils étaient deux cent cinquante il y a quinze ans. Le gouvernement, estimant que ce spectacle n'était décidément pas convenable, a décidé des mesures d'urgence pour l'hiver prochain (2).

Cette misère voyante a provoqué un débat public sur la pauvreté en Grande-Bretagne. Conservateurs et travaillistes se renvoient des chiffres contradictoires. Il n'existe pas en effet de critère général. Il n'y a pas de salaire minimum établi par le pouvoir central et une grande partie de l'aide sociale est confiée aux collectivités locales. Une organisation charitable, le Child Poverty Action Group, avance le chiffre de neuf millions de pauvres dont trois millions d'enfants sur une population totale de 57 millions d'habitants.

« Ce n'est pas une classe homogène, mais ses effets augmentent », explique Peter Wiles, directeur adjoint du Child Poverty Action Group. Le nombre des chômeurs a diminué (ils ne sont plus que 1 650 000), mais celui des familles à parent unique (il s'agit à 95 % de femmes seules qui élèvent

un ou plusieurs enfants), disposant de très faibles revenus, s'accroît rapidement.

Margaret Thatcher a réduit un certain nombre de prestations sociales. Les repas gratuits distribués jadis assez généreusement aux enfants des écoles ne sont plus accordés qu'à ceux dont les parents peuvent prouver qu'ils bénéficient eux-mêmes du supplément de ressources accordé aux plus démunies.

Allocations réduites

Les allocations familiales sont gelées depuis trois ans au même niveau et leur valeur réelle diminue donc en raison de l'inflation. Elles sont de 288 F par mois par enfant.

La principale réforme de l'aide sociale a eu lieu en 1988. Elle avait pour but de concentrer les ressources sur les familles les plus démunies et les personnes âgées,

tout en cherchant à éviter la création d'une « mentalité d'assistés » chez les plus jeunes. Les allocations aux jeunes chômeurs ont ainsi été nettement réduites.

Le gouvernement s'efforce depuis onze ans de rendre les Britanniques propriétaires de leur maison. Des centaines de milliers de logements sociaux construits par les municipalités, surtout depuis la guerre, ont été vendus. Le prix locatif à bon marché a donc considérablement diminué.

On assiste aussi depuis quelques mois à la multiplication des expulsions. Des familles très modestes ont contracté des prêts hypothécaires dont le remboursement se révèle au-dessus de leurs moyens : les traites varient en effet proportionnellement aux taux d'intérêt, maintenant très haut pour combattre l'inflation.

La Poll Tax, le nouvel impôt local institué en avril, a été une catastrophe pour beaucoup. L'an-

cieux système, fondé sur la taille et le degré de confort de l'habitation, permettait pratiquement à tous les bas revenus d'être exemptés. C'est précisément pour faire comprendre à ses compatriotes qu'ils devaient tous contribuer aux dépenses locales que Margaret Thatcher a créé cet impôt, payable par tout adulte, et identique pour tous sur le territoire d'une même commune.

Même si le niveau de vie des plus pauvres a augmenté en valeur absolue depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir, l'écart entre eux et le reste du pays a augmenté. Le Bureau central des statistiques a divisé la population en cinq tranches en fonction de leurs revenus (après déduction des impôts et en tenant compte de l'aide sociale). Le groupe supérieur, qui recueillait 38 % du revenu national en 1979, en obtenait 42 % en 1987, dernière année pour laquelle ces chiffres soient connus. Pendant la même période, la part du groupe le plus

pauvre revenait de 7,1 à 6,2 % du total.

Margaret Thatcher a surtout réussi à transformer l'idée que les Britanniques se font de la pauvreté elle-même. L'Etat-providence créé après la seconde guerre mondiale était fondé sur la philosophie implicite que les pauvres étaient victimes des circonstances. La « Dame de fer » a répété, non sans succès, que *chacun* était responsable de son propre sort.

de Londres
DOMINIQUE DHOMBRES

(1) « Deux nations entre lesquelles il n'y a ni communication ni sympathie, et qui sont aussi ignorantes l'une de l'autre de leurs habitudes, leurs pensées et leurs sentiments que si elles habitaient des planètes différentes. »

(2) 15 millions de livres seront consacrés à l'installation des sans-abri, de gré ou de force, dans des foyers.

Inde : les nouveaux maharajas

Loin de l'austérité gandhienne, la richesse s'affiche l'argent noir prospère et les inégalités se creusent

POSTULAT : « Mais moi je ne suis pas riche ! » La cause est entendue : d'ailleurs, dans un pays où environ 315 millions de personnes (38 % de la population) vivent en dessous du seuil de pauvreté, comment, décemment, s'avouer « riche » ? Plus qu'ailleurs peut-être la notion de « richesse » est relative : les 100 ou 120 millions d'Indiens regroupés par les économistes dans la « middle class » sont indiscutablement des « riches » si on compare leur sort à celui des habitants des « slums » (bidonvilles), dont le nombre est estimé à 40 millions. Ils le sont moins lorsque l'on sait que le seuil de référence est un salaire mensuel de 1 600 roupies (1 roupie = 0,32 franc).

Parlons donc des « très riches ». Les statistiques le confirment : ils seraient si peu nombreux qu'on préfère presque les ignorer... La taxe sur la fortune (1) concerne 640 000 contribuables et elle permet de récolter à peine 1,72 milliard de roupies par an, une misère ! Il y aurait bien une solution, préconisée par le premier ministre indien, V. P. Singh : « Si il y a un seuil de pauvreté, pourquoi n'y aurait-il pas un seuil de richesse ? ».

L'idée a rempli d'effroi les vrais riches de l'Inde (ceux qui ne déclarent pas ou peu de revenus), mais ils se sont rassurés. Un tel chambardement suppose une longue réflexion et, de toute façon, l'admirable complexité de la bureaucratie indienne permettra toujours de frauder.

Les riches donc, ces non-personnes, existent, on peut même les rencontrer : « Appelez-moi « K » et reprenez donc un taxi au camébert avec votre Black Label. » « K.

C. Anand, du groupe Anand (six sociétés, 10 usines, 1 milliard de chiffre d'affaires), est représentatif d'une certaine catégorie de gens riches, les hommes d'affaires de Delhi, souvent originaires du Punjab.

K. C. est songeur : « Il y a des milliers de gens dans ce pays qui, ce soir, n'ont rien à manger, et moi j'ai une maison climatisée dans la pièce... ». Un silence, puis il enchaine : « Je crois profondément au « karma », à la réincarnation. Si vous faites ce qu'il faut dans cette vie, la vie future ne peut pas être mauvaise. »

« Lui » donne « 87 % » de ses revenus au fisc, ce qui lui laisse de quoi vivre : « Disons que tout ce que je veux, je peux l'acheter, l'argent n'est pas un problème. » Grand collectionneur de voitures anciennes, K. C. n'hésite pas à emmener ses amis dîner dans un restaurant chic, à bord d'une superbe décapotable des années 30. Ce faisant, il est l'un des acteurs de la grande révolution de l'argent en Inde.

Après compétition

La richesse désormais s'affiche. Shobha Dé, « locomotive » de la haute bourgeoisie de Bombay, épouse d'un riche homme d'affaires, explique ce qui s'est passé : « Après l'indépendance, les riches étaient suspects. Gagner de l'argent était presque illégitime, vulgaire, les riches étaient assimilés à l'oppression du système colonial. »

Un philosophe, Vijay Pillai, précise le phénomène : « Avant, il y avait une accumulation de richesses sans modernité, sans ostentation et

sans dépenses. Aujourd'hui on achète ce qu'il y a de mieux et on ne craint plus de le montrer, au contraire. » Le modèle a bien changé, depuis l'héritage spirituel du « Jai hind » de Mahatma Gandhi, c'est-à-dire le culte de l'austérité. « Si vous voulez suivre un mode de développement « gandhien », ajoute Vijay Pillai, il faut que les gens soient persuadés de la nécessité de celui-ci. Or, aujourd'hui, les Indiens veulent consommer. »

Cette évolution ne s'est pas faite sans imprégner profondément la mentalité collective et aussi les rapports sociaux. « La compétition pour l'argent est devenue dure, note Anuroop Singh, de l'American Express, ce qui signifie que la morale est de plus en plus élastique. Cette religion de la richesse entraîne la disparition des valeurs d'honnêteté et d'intégrité. » La fraude constitue en effet un manque à gagner considérable pour l'économie indienne. Le ministre des finances, Madhu Dandavate, estime que « l'argent noir en circulation représente 800 milliards de roupies ».

Amaresh Bagchi, directeur général de l'Institut national des finances publiques, a calculé que l'« économie illicite » s'élève à 468 milliards de roupies, soit 48 % du PNB. Pour le reste, il est sans illusions : « Il est impossible d'avoir une idée de la distribution de la richesse dans ce pays. Aucune information sérieuse n'est disponible. Ce qui paraît certain c'est que l'écart entre les pauvres et les riches s'accroît. » Tout aussi réaliste, R. S. Rathore, directeur général des impôts, résume la situation : « L'économie indienne, pour l'essentiel, se passe dessous la table. »

8 millions d'Indiens (sur 830 millions d'habitants) paient l'impôt sur le revenu dont le produit ne dépasse pas 50 milliards de roupies. La fraude fiscale représente, selon les experts, entre 50 et 80 % des revenus déclarés. Quelques-uns cependant ne parviennent pas à passer au travers des mailles du filet. Ils figurent alors au tableau d'honneur de la richesse.

Ashwani Khurana, vingt-neuf ans, roi de la loterie, est « numéro un » des plus gros contribuables de l'Inde. Ce jeune homme a réglé rubis sur l'ongle 20 millions de roupies d'impôt en 1988-1989, soit exactement la moitié de son revenu. Mais les vrais riches sont plus discrets.

Ce sont les « grandes familles » : Tata et Birla bien sûr, des noms synonymes d'empires industriels, mais aussi, un peu plus loin, Goenka, Modi, Thapar, Bajaj, Mafatlal, Mahindra, d'autres... Ceux-là se situent à l'étage noble de la pyramide des riches, encore qu'il y ait bien des différences entre des « aristocrates », comme les Tata et les Birla, et les grands camionniers comme les Chhabria (établis à Dubai), Hinduja (établis à Londres), Ambani et Wadia, spécialistes des raids boursiers et des rachats d'entreprises à la hussarde, parfois sur fond de scandales politico-financiers.

de New-Delhi
LAURENT ZECCHINI

Lire la suite page 14

(1) Elle s'applique à partir d'un seuil de 250 000 roupies. Le maximum de taxation est de 2 %. Plusieurs centaines de cas d'exemptions sont prévus.

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

La Bourse expliquée à Candide (2)

L'économiste américain Peter M. Garber, de l'université Brown à Providence (Rhode Island) fait penser – voir notre précédente chronique parue dans *Le Monde* du 7 août – à un Voltaire au petit pied qui aurait écrit son *Candide* en étant dupe des pseudo-raisonnements du Dr Pangloss. On avait bien le soupçon que, sous ses formules passant subrepticement du clair à l'obscur et fondées sur le comportement « rationnel » des investisseurs, l'hypothèse de l'efficacité des marchés revient à postuler, dans toutes les circonstances envisageables ou effectivement réalisées, le meilleur des mondes financiers possibles. Avec la même jubilation que le maître à penser de l'infortuné Candide, Garber-Pangloss s'applique à confirmer que tel est bien le fin mot de l'histoire.

Pour faire de notre monde financier le meilleur des mondes rationnels possibles, il ne suffit plus que d'étendre un peu plus l'élastique définition du rationnel. Dans son article intitulé *Famous Firth Bubbles* (Les premières bulles célèbres), Peter Garber s'y emploie à sa manière.

Sa thèse est la suivante : dans le jargon des économistes, le terme de « bulle » exprime un aveu d'impuissance. On l'emploie concurrentiellement avec d'autres, tels que « panique », « krach », « crise », chaque fois qu'on se trouve en présence d'une évolution des cours jugée « inexplicable » au regard de la théorie économique. Car à cela ne tiennent, notre paladin du marché rationnel a trouvé le moyen de ramener l'anomalie dans le giron de la science.

Plus besoin de classer à part les phénomènes apparemment aberrants si l'on adopte, comme il le fait, un point de vue exclusivement subjectif : « Pour ma part,

écrit Garber, j'inclus parmi les explications « raisonnables » et les facteurs fondamentaux du marché, l'attente d'une probabilité accrue de gros rendements. » Quant aux raisons de cette attente, peu importe, selon notre auteur, son origine : il peut s'agir aussi bien d'une information économique authentiquement favorable, que d'une nouvelle et convaincante analyse de la rentabilité future, ou bien encore d'une manœuvre frauduleuse dans laquelle des initiés cherchent à tromper des investisseurs... Même si plusieurs de ces « perceptions » peuvent à la longue se révéler fallacieuses, les mouvements de prix qu'elles auront provoqués doivent être considérés comme des mouvements relevant du « fondamental » et non de la « bulle ».

En 1852, paraissait à Londres un livre (à ma connaissance jamais traduit en français) écrit par un certain Charles Mackay et qui connut à l'époque un grand succès. Son contenu était effectivement à la hauteur d'un titre évocateur : *Extraordinary Popular Delusions and the Madness of Crowds* (traduction libre : Extraordinaire attrape-gogos et folie des foules). Le livre a été réédité aux Etats-Unis après le krach de 1930 et de nouveau il y a quelques années.

Le sentiment tragique ou dérisoire de la vie échappant autant à Garber qu'à Pangloss, celui-ci entreprend, à la manière de celui-ci, de donner une version rationnelle optimiste d'événements où Mackay, en

bon observateur des choses humaines, voyait surtout la déraison à l'œuvre. Ainsi de l'extraordinaire tulipomanie qui se développa en Hollande aux alentours de 1625.

Du haut en bas de la société, on s'entichait des dernières « créations » des horticulteurs. Une spéculation effrénée s'engagea du marché des bulbes les plus rares de novembre 1636 à février 1637. Pendant le seul mois de janvier, le prix de la variété la plus recherchée, le *Semper augustus*, fut multiplié par vingt-cinq. Un seul de ces bulbes coûtait aussi cher qu'une maison (quelle différence avec la vente à prix d'or d'un ustensile de cuisine ayant appartenu à Andy Warhol ?)

Tout cela ne semble pas impressionner notre professeur américain.

Plutôt que de voir dans cette spéculation hors du commun une bulle qui a fini par craquer, il préfère docilement observer qu'au cours des cinq années qui suivirent le déchaînement du marché, la baisse annuelle a été, en moyenne, de 32 %, guère plus que la dépréciation annuelle de 28 % constatée entre 1707 et 1739, année où le prix du *Semper augustus* était retombé aux environs de son prix de revient, soit à un prix vingt mille fois inférieur au cours le plus élevé atteint le 5 février 1637.

En guise d'introduction à sa relation des événements qui amenèrent le financier écossais John Law, à partir de janvier 1719, à entraîner pendant dix-huit mois aristocrates et bourgeois français dans la plus folle des courses à l'argent, Garber rappelle la « dynamique » spéculative qui peut naître de la pratique (frauduleuse) appelée « stratagème de Ponzi » : A, faisant miroiter des gains mirobolants aux yeux de B, vend à celui-ci une action 300 émis au nominal de 100 et, pour donner vraisemblance à ses promesses, il emploie une partie de son profit à verser à son acheteur de confortables dividendes. Du coup, C s'intéresse à l'affaire et on lui vend l'action au prix de 500.

Pour le professeur de Providence, « puleux les pigeons (le pigeons) se sont déterminés d'après l'idée qu'ils se faisaient des facteurs fondamentaux du marché, on ne peut, dans ce cas non plus, parler de bulles ». Le tout à l'avenant.

Law, en même temps qu'il offre en souscription des actions de la Compagnie des Indes, qui a reçu le monopole de tout le commerce extérieur de la France en dehors de l'Europe, fait mettre en circulation les moyens de paiement correspondant par la Banque royale sur laquelle il a aussi, par décision du Régent, la haute main. Il soutient publiquement que les titres de la Compagnie étaient un excellent investissement, à condition qu'on

soit assez sage pour ne pas les vendre avant que ses promesses ne fussent réalisées.

La conclusion que tire Garber de l'aventure dénoté, à sa manière, une grande lucidité sur la véritable nature de tout un pan de l'économie moderne. « Le plan de Law était plus eudécieux que les opérations normalement menées à Wall Street en ceci qu'il avait lancé une OPA sur toute la France. Mais le principe dont s'inspirait Law était que la finance vient en premier ; les opérations financières et l'expansion du crédit sont les forces d'entraînement de l'activité économique dans un pays moderne. Le projet n'a rien de faux. Telle est, en effet, l'idée centrale qui se trouve développée dans la plupart des manuels de macro-économie et d'économie monétaire publiés au cours des deux dernières générations pour s'attaquer au problème du sous-emploi. »

Fort de ces principes, Garber ne voit dans la formidable spéculation qui se développa, pendant la même année 1720, en Angleterre sur le modèle de agissements de Law en France, qu'une occasion de plus pour justifier sa théorie. Le rachat par la Compagnie de la mer du Sud de la dette publique britannique s'était terminé par une faillite retentissante : « L'épisode est parfaitement compréhensible : là encore, les spéculateurs sur la base des meilleures analyses disponibles, avaient évalué les prix au-dessus de leur opinion changeante sur les facteurs fondamentaux du marché. »

FIN

Inde : les nouveaux maharajas

Suite de la page 13

Les Tata ont un chiffre d'affaires d'environ 84 milliards de roupies, les Birla atteignent 53 milliards. Mais les multiples sociétés des deux groupes sont indépendantes les unes des autres, et leurs actifs – considérables – appartiennent en toute propriété à des « trusts charitables ». Individuellement, les membres des familles Tata et Birla ne possèdent rien, ou si peu...

La richesse, en Inde, est souvent l'apanage de communautés particulières, ethniques ou religieuses. Les plus renommées sont les Marwaris (Birla, Singhania, Goenka), des commerçants devenus industriels, originaires du Rajasthan, ensuite les Parsis (Tata, Godrej, Wadia), anciens émigrés de Perse de religion mazdéenne, enfin les Gujaratis, venus de l'Etat du Gujarat, et les Jains (voir encadré).

Marwaris et Parsis ont la réputation d'être travailleurs, économes, discrets et conservateurs. Ils ne se ris-

quent pas dans les « parties », n'ont rien en commun avec les parvenus qui « flashent » dans les hôtels cinq étoiles, n'affichent pas un train de vie tapageur. Un sou, pour résumer, est un sou.

Siddharth Birla, trente-trois ans, vice-président de CIMMCO Limited, fils de S. K. Birla souligne : « Les nouveaux riches gagnent de l'argent pour eux-mêmes. Nous, nous sommes responsables de nombreuses compagnies, de porteurs de parts, de milliers de travailleurs. Les gens qui ont été éduqués dans la richesse dépensent à bon escient, les autres dépensent pour dépenser. »

Le procès est sans doute abusif mais, à Delhi au moins, les Penjabis sont devenus, *a contrario*, le symbole de ces nouveaux riches sans manières, qui « font de l'argent », roulent Mercedes, possèdent des « fermes » de luxe dans la banlieue de la capitale et achètent trop cher les tableaux des peintres à la mode.

Les nouveaux riches, ce sont également les « NRIs », les Indiens non-résidents, devenus l'archétype de la réussite sociale des citoyens. Ils représentent les nouveaux millionnaires de l'Inde, ceux qui, à Dubaï ou en Amérique, ont bâti des fortunes, et qui rentrent au pays pour y marier leurs enfants au cours de « mega-mariages », dont le coût peut atteindre plusieurs dizaines de millions de roupies.

Réussite sociale

Ce « boom » de l'argent remonte aux années 70, lorsque, dans une société encore empreinte du socialisme de Nehru, puis plus tard décomplexée et convaincue des charmes du capitalisme, grâce à Rajiv Gandhi, une multitude de nouveaux marchés se sont ouverts. De là date la fortune d'hommes comme Karsanbhai Patel, « inventeur » en 1976 d'une lessive « miracle », dont il profite aujourd'hui 3,5 millions de roupies.

K. Patel est un riche « à la force du poignet » : 15 heures de travail par jour, pas de week-end ni de vie de famille. Mais tous ces riches (avocats d'affaires, producteurs et acteurs de cinéma) sont finalement des forçats

de l'argent. Heureusement, il y a encore quelques milliardaires-esthètes et proches dictateurs.

Pranlal Bhogal est de ceux-là. A Bombay, sa propriété abrite quelques-unes de ses deux cents voitures de collection, dont 36 Rolls Royce et Bentley. Il mène une vie de famille tranquille, au rythme du siècle précédent, entouré de sa femme, de sa fille de douze ans, de soixante domestiques, vingt chauffeurs, cinq mille tableaux, deux mille bronzes et, dit-on, les bijoux qui font pâlir d'envie toute la haute bourgeoisie de Bombay. Quand, dans sa Rolls Royce 1923 Silver Ghost, il descend en ville, l'humanité misérable des trottoirs de Bombay voit passer le dernier des « maharajas ».

Pour un Madhavrao Scindia, maharaja de Gwalior (Madhya Pradesh), qui, en décembre 1987, a fait couler beaucoup d'encre en mariant fastueusement sa fille Chitrangda à Vikram Singh, fils du Dr Karan Singh, maharaja du Népal, combien d'autres qui restent en scooter ? Ni milliardaire ni pauvre, Bijay Singh, fils du maharaja de Kohla (Rajasthan), a été presque « mis sur la paille » lorsque, en décembre 1971, l'Inde socialiste a aboli les *privy purses*, soit la liste civile et les privilèges princiers.

« Brusquement, plus rien, un gros trou dans votre porte-monnaie ! Cela a été la panique. Tout le monde a vendu à des prix bruts : les bijoux, les éphémères, les armes, les tableaux, les tapis, l'argenterie et le mobilier. Des gens de Sotheby's et de Christie's se sont précipités. Nous avons environ 500 domestiques. A Kohla, il en reste à peine 80 ! »

La famille Kohla peut tout juste se permettre de « vivre bien, sans plus, de voyager, de recevoir », avec des revenus qui, si l'on comprend bien, fissent les 250 000 roupies par an. Bijay Singh, pour autant, a abandonné la politique. Cela coûtait trop cher. « Les gens s'imaginent que les maharajas ont des moyens illimités. Je me suis refusé à aller quémander de l'argent. D'autres princes l'ont fait. »

La politique, pourtant, est aussi un métier lucratif. D'abord parce que business et politique sont intimement mêlés : les interventions politiques, comme partout, ont leur prix. D'un point de vue vestimentaire, les politiciens indiens sont les derniers vrais snobs, les seuls (avec les très pauvres et les nostalgiques) à porter comme un uniforme le khadi de coton blanc, comme le Mahatma, enfin presque : pour faire « chic négligé », il faut un khadi de qualité supérieure, à 60 roupies le mètre.

C'est à peu près tout ce qui attache la majorité des hommes politiques indiens à l'austérité gandhienne – d'autant que le coton blanc s'accompagne bien souvent de mocassins Gucci et de montres Cartier. Et puis, à bord des avions qui emmènent les plus riches d'entre eux à New-York et Londres, le khadi est soigneusement plié dans un attaché-case – pour le retour. En Inde, les riches, quel que soit leur statut social, ont un grand souci des apparences.

de New-Delhi

LAURENT ZECCHINI

La semaine prochaine

Italie :

Termini, terminus du rêve

L. Z.

Correspondance

A propos de l'île de Saint-Martin

A la suite du reportage sur la Guadeloupe paru dans Champs économiques du 10 avril, Louis-Constant Fleming, conseiller municipal de l'île de Saint-Martin, nous écrit :

« Depuis un traité du 23 mars 1648, cette île de 75 kilomètres carrés est partagée entre deux souverainetés : française (Saint-Martin) et hollandaise (Saint-Maarten). La partie Antilles néerlandaises (un tiers) a un statut qui la situe en dehors du territoire douanier de la Communauté économique européenne. Or, du fait de notre appartenance au DOM de la Guadeloupe intégrée de plein droit à la CEE, l'Acte unique devrait logiquement conduire à instaurer en 1993 une frontière matérialisée entre les deux parties de l'île, alors que jusqu'à ce jour elle n'a qu'une existence théorique. »

« Non seulement cette situation sonnerait le glas de trois siècles et demi de relations privilégiées et de libre échange entre les communautés néerlandaise et française de l'île. Mais elle ne manquerait pas de provoquer une réorganisation de notre espace économique au détriment de la partie française de Saint-Martin (déplacement du commerce en zone néerlandaise, dégradation des conditions de concurrence). »

« Des arrêtés du gouverneur de la Guadeloupe de 1850 et de 1862, un décret de 1947... et une longue tradition historique, notamment depuis le retrait de l'administration fiscale française en 1873, confèrent à Saint-Martin un statut de port franc. A ce titre notre île est exonérée de TVA, taxes sur les véhicules, taxes sur les carburants, taxes indirectes, et d'octroi de mer (taxe perçue sur les produits introduits dans les DOM, destinée à financer les investissements des collectivités locales). »

« Cette dernière a fait l'objet d'une réforme par les instances communautaires, dans le cadre d'un programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insula-

rité des DOM (POSEIDOM) prévoit le remplacement de l'impôt de mer par une taxe spéciale : l'impôt identifié aux produits introduits ou obtenus dans DOM. Mais ce texte ne fait mention de l'exonération de cette taxe nouvelle, comme était jusqu'alors le cas pour Martin en ce qui concerne l'impôt de mer ! »

« Or l'uniformisation qui serait de la mise en confor avec les règles européennes aurait sérieusement atteint à l'économie puisque elle augmenterait considérablement le coût des produits importés (Saint-Martin importe quasiment tout ce qui est nécessaire à sa vie quotidienne – coût déjà très important – de notre double insularité (île, Guadeloupe) – et ce n'est pas à accroître les risques de décalage de notre économie. »

« Ces deux exemples nous montrent combien l'appli uniforme des dispositions communautaires peut se révéler inadaptée au cas de Saint-Martin. Il serait trop long d'exposer ici les solutions envisagées par les élus locaux afin de préserver les droits. J'ai moi-même pour Saint-Martin un statut d'activité territoriale à statut culier, projet économique constitutionnellement viable modification institutionnelle mettrait à mon sens de l'ambiguïté liée à notre agencement au territoire douanier et notre exclusion de la France, solution de demi-qui ne satisfait personne. »

Le Monde
PUBLICITE
FINANCIERE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4

Diamants en famille

Des yeux bridés dans un visage plat, les cheveux longs plaqués sur le cou, une chemise verte Givenchy, le pantalon blanc et moulant. Bien sûr, un « genre » m'as-tu-vu, fort éloigné de l'élégance très british des Birla et des Tata, mais Kishore Mehta ne porte pourtant aucun bijou.

Pas de « caillou » aux doigts ou de lourde montre en or massif, attributs presque obligés des Indiens qui ont vite et bien réussi. Pourtant, les cailloux, c'est son affaire : Beautiful Diamonds, qui pèse 400 millions de dollars par an et importe 2 tonnes de diamants, soit la bagatelle de 400 000 carats.

Des postes de télévision en circuit fermé surveillent le moindre reculé et, si l'on ne rencontre pas brusquement une imposante statue de Ganesh, le dieu à tête d'éléphant, abondamment fleurie, on pourrait se croire chez n'importe quel diamantaire de Hongkong. « Nous sommes très religieux. L'argent n'est pas essentiel dans la vie, la religion est plus importante. La jaisisme est bien plus strict que l'hindouisme. Je ne bois ni ne fume, et suis totalement végétarien. »

Gem-Bel, dont Beautiful Diamonds est une filiale, possède des bureaux à New-York, Hongkong, Anvers, Tel-Aviv, Londres, Tokyo et Bombay. Tout est entre les mains de la famille : « Dans le diamant, c'est obligatoire. C'est une question de confiance et de sécurité. »

Cent familles environ, toutes ou presque du Gujarat, et les plus notables originaires du même village, Palspur, et de même religion jain, contrôlent le commerce du diamant en Inde. Une référence : sur 95 millions de carats taillés et polis dans le monde, 59 millions le sont en Inde, pays où les exportations de diamants représentent 50 milliards de roupies.

« C'est mon père, que l'on appelle Papaji dans le monde des diamants, qui a eu la vision du rôle que l'Inde pouvait jouer dans le commerce des diamants. Il a commencé comme l'un des 500 000 tailleurs de diamants du pays et, à quatre-vingt-cinq ans, il travaille toujours dur. »

Fortune colossale

Résultat : une fortune colossale pour ses fils, mais Kishore, sur ce point, est très discret, avouant seulement « juste une douzaine de voitures, quatre appartements à Bombay, mais nous faisons construire un hôpital de 250 lits, parce que nous avons beaucoup d'actions charitables dans la famille. C'est une question de tradition... »

Le reste, ce sont les « inscriptions » de la presse. La dernière réunion de famille, c'était, en novembre dernier, l'un des fils de Kishore se mariant, avec le fils de Bharat Shah. Bharat Shah, c'est le « numéro un » du diamant en Inde,

500 millions de dollars par an, un homme qui parle d'égal à égal avec la De Beers.

Bon père, Kishore, pourtant peu dépensier d'ordinaire et conservateur de tempérament, avait fait les choses en grand. « Nous avions organisé le mariage dans le stade de cricket de Bombay, qui était entièrement décoré, c'était superbe. Oui, j'avais environ 12 000 invités, dont 300 étrangers, parmi eux le secrétaire du roi de Belgique. Mais 35 000 personnes sont venues, par curiosité, et il y a eu beaucoup de bousculades. »

« La presse a dit que ce mariage avait coûté 300 millions de roupies, c'est faux, ce fut beaucoup moins, au moins trois fois moins. Moi aussi j'ai constaté que l'on avait parlé de ce mariage dans le monde entier, je ne sais pas pourquoi. »

Bref, la mesure fut telle que Kishore a reçu une escouade de fonctionnaires du fisc devenus curieux, mais, insiste-t-il, revenus bredouilles. Kishore Mehta, bien sûr, ne fait pas partie des « gros » corrompibles, puisque les exportations – équilibre du commerce extérieur oblige – ne sont pas taxées.

Ce mariage, c'était aussi pour des raisons professionnelles : dans le diamant, il faut se faire respecter, montrer sa « surface ». De toute façon, « être reconnu comme quelqu'un d'important a plus de prix que la richesse ». Beautiful diamonds...

هكذا من النحل

ÉCONOMIE

Les conséquences de la crise du Golfe

BILLET

Dialogue de sourds pour un TGV

Nouvelle menace d'actions des associations provençales contre le TGV Méditerranée : le 18 août, à la fin de la semaine la plus calme de l'année, les anti-TGV bloqueront les voies ferrées et routes - chacune selon des modalités variables - dans six départements : Bouches-du-Rhône, Gard, Drôme, Var, Vaucluse et Hérault. Pour les représentants de ces associations, soutenues par des élus locaux de tous bords, « le projet Delebarre est mauvais » et la concertation, en cours depuis plusieurs mois, est un leurre : aucun des tracés proposés ne les satisfait.

Côté ministère et SNCF (le bras technique de cette affaire), on continue à dire que les choix sont encore multiples, que rien n'est tout à fait joué, qu'on peut et qu'on doit encore causer, mais qu'il faut savoir si on veut ou non un TGV vers l'Espagne et peut-être, plus tard vers l'Italie. Et cette décision là est indubitablement de la responsabilité du gouvernement.

En fait, c'est le principe même d'une liaison ferroviaire à grande vitesse que les associations semblent mettre en cause, même si leurs responsables déclarent qu'ils n'y sont pas opposés. M. Fournier, président de la SNCF, affirme qu'il n'y a pas de « solution miracle » et que l'utilisation des « couloirs ferroviaires existants » est « totalement impraticable », même dans les endroits où la courbure de la voie est suffisante pour un TGV, car les voies traversent des zones urbaines denses où les nuisances seraient très fortes (la Monde du 10 août). Dans ce cas, aucune concertation n'est en effet possible et le dialogue de sourds risque de continuer.

On veut bien croire que le ministre de l'équipement et des transports recevra ces Provençaux en colère, encore que leur façon de demander audience ait de quoi agacer un membre du gouvernement. Mais qu'est-ce que cela changera ? Il faudrait que ces associations aient en portefeuille un projet commun et précis de tracé, pour être crédibles. Jusqu'ici, leur unanimité semble bien le résultat négatif d'intérêts variés et sans doute divergents. Pour que le gouvernement tienne vraiment compte de leur point de vue, il faudrait que le front du refus se mue en force de proposition. Est-ce possible ?

J. D.

Les milieux financiers de Dubaï redoutent le marasme

Retraits massifs, spéculation sur l'or et le dollar créent de sérieux problèmes aux banquiers des Emirats. Toutes les transactions se payent cash, la plupart des affaires importantes sont gelées... et les places d'avion sont devenues rares.

DUBAÏ

correspondance

Les dhows sont à quai, dans la crique de Dubaï. A leur bord, les marins de ces boutes traditionnelles du Golfe s'apprêtent à appareiller pour le port iranien de Bandar Khomeini, comme si de rien n'était. Au plus fort de la guerre du Golfe, ils n'ont jamais interrompu leur navette entre l'Iran et Dubaï. L'économie de l'émirat, dont les réserves de pétrole sont épuisées dans une dizaine d'années, repose très largement sur ses activités de plaque tournante des échanges avec la République islamique.

Qu'il pleuve ou qu'il vente, les dhows embarquent pour Bandar Khomeini du riz thaïlandais et de l'électronique japonaise. Ils en reviennent chargés de pastèques, de raisins secs, d'épices et de caviar iraniens. La crise actuelle les concerne à peine : tout ce commerce est fondé sur le troc entre marchands qui se connaissent de longue date et qui se font confiance. A défaut, les marchandises se peinent cash.

A deux pas de là, l'ambiance dans le souk de Dubaï est sensiblement plus morose. Un début de panique a suivi l'invasion du Koweït par les soldats irakiens. Le sort du dinar koweïtien a particulièrement frappé les esprits : en une nuit, la monnaie qui était quelques heures auparavant la plus forte devise de la région s'est muée en un rectangle de papier sans valeur. On a aussitôt assésé à une note sur les pulehats des banques. Indiens, Pakistanaï ou Philippins sont venus en masse retirer les économies d'une vie de travail.

Dès le retrait effectué, ils se sont précipités chez les changeurs du souk pour les convertir immédiatement en dollars. Le mouvement a culminé jeudi matin, à la veille du week-end musulman : tant à Dubaï qu'à Abou-Dhabi ou Bahreïn, le cours du billet vert a flambé devant la pénurie. « On ne trouve plus de dollars en ville. Du moins sous forme de billet », constate un banquier de Dubaï.

L'or est aussi le refuge de ces expatriés du sous-continent indien. Mais la spéculation va bon train. « Pour l'instant, je ne vends ni n'achète. Les Suisses ont cessé de nous livrer l'or. Je refuse les chèques. Eventuellement, j'accepte de vendre de petites quantités d'or, mais uniquement contre du dollar », confie l'un des principaux marchands du souk de l'or de Dubaï, qui parle visiblement sur une tonée

des cours du métal jaune. Parallèlement, comme souvent en pareil cas, les particuliers stockent du sucre, de l'huile et de la farine dont les prix ont également flambé sur les marchés.

Les expatriés occidentaux ne sont pas en reste. S'ils sont moins nombreux dans les files d'attente des changeurs de devises du souk, ils ne sont pas les derniers à transférer leurs avoirs vers des lieux plus sûrs. « Depuis une semaine, les transferts de capitaux hors de la région de la part des particuliers ont été importants, à défaut d'être massifs », reconnaît un banquier basé à Bahreïn, principale place bancaire de la région.

Des crédits de plus en plus rares

Le problème des liquidités se pose également pour les entreprises. Le crédit s'est brutalement assésé, alors qu'il représentait près de 90 % de l'activité économique. A de rares exceptions près, les fournisseurs refusent à présent d'accepter des chèques de leurs clients. Tout doit se payer en liquide, même les commandes importantes. Quant aux banques, elles n'accordent de nouveaux crédits qu'avec la plus extrême circonspection. Dans ces conditions, les entreprises attendent pour reconstituer leurs stocks de voir le tour que vont prendre les événements.

Bref, au plan local, c'est le gel des affaires. Par ailleurs, si les contrats en cours continuent d'être exécutés, tous ceux qui étaient en négociations sont brutalement gelés. Depuis une semaine, les sociétés étrangères ont pratiquement cessé de dépecher leurs représentants dans la région. Certains, de leur propre chef, se sont opportunément fait porter pâles à la veille du voyage.

D'autre part, de nombreuses entreprises installées dans le Golfe ont demandé à leurs cadres aux places de quitter la zone. C'est en particulier le cas des firmes américaines et japonaises. Ainsi, dès le début de la crise, les cadres américains de la toute nouvelle usine Coca-Cola d'Al Ain, aux Emirats arabes unis, ont été priés de se replier sur Chypre.

Les consulats occidentaux tiennent un discours ambigu à leurs ressortissants. Tout en insistant sur l'absence de danger pour l'instant en Arabie saoudite, à Qatar, Bahreïn ou aux Emirats arabes unis, les services consulaires invitent les expatriés à envoyer à l'étranger leurs familles. Les personnels qui ne sont pas strictement indispensables à la marche de leur entreprise reçoivent le même conseil.

Nulle part, cependant, on n'a observé de panique parmi les expatriés, en nombre réduit en cette période de l'année où nombreux sont ceux qui quittent la région afin d'échapper à une épreuve de chaleur.

Selon le rapport annuel de l'OCDE

L'inflation assombrit les bons résultats de la Suisse

Malgré des signes de tensions plus prononcés sur le marché du travail et un taux d'inflation en forte augmentation, le rapport de l'OCDE consacré à la Suisse publié vendredi 10 août à Paris confirme les bonnes performances économiques de la Confédération pour l'année 1989.

Avec un taux de croissance de 3,1 % l'an dernier, l'activité soutenue de l'économie helvétique engagée depuis 1982 s'est poursuivie. Pourtant, tout laisse à penser que l'économie suisse risque de s'essouffier. L'OCDE souligne, en effet, que le fort taux d'utilisation des capacités dans l'industrie (92 % en 1989), le plus élevé depuis deux décennies, conjugué au faible taux de chômage (0,6 % de la population active en 1989) risquant de déboucher sur un ralentissement de l'activité dès 1990. A moins, bien sûr, que la reprise des investissements de capacité et de rationalisation observée en 1989 se poursuive encore cette année.

Une décelération du taux de croissance, associé à des taux d'intérêt élevés, permettrait toutefois à la Suisse de réduire son taux d'inflation qui l'année dernière grimpait à 5 % (contre seulement 1,9 % en 1988). Mais il faudrait pour cela, affirme l'OCDE, attendre le début de l'année 1991 : les taux hypothécaires qui déterminent en

grande partie l'évolution du prix des loyers (comptant pour 1/5 dans l'indice des prix à la consommation) devraient encore augmenter sous l'effet du durcissement de la politique monétaire helvétique. Au premier trimestre de 1990, le prix des loyers affichait une hausse de 7 % par rapport à la même période de 1989.

Le durcissement monétaire décidé par les autorités au second semestre de 1988 et renforcé l'an dernier n'a pas porté ses fruits. Malgré une forte augmentation des taux d'intérêt sur le marché monétaire de ceux à plus long terme, le franc suisse s'est beaucoup déprécié depuis 1988. Les spécialistes estiment que la dépréciation des marchés financiers à l'échelle mondiale a réduit l'attrait de la Suisse par rapport aux autres places financières.

Forte progression des dépenses

Les exportations portées à 84,2 milliards de francs suisses en 1989 soit 335 milliards de francs français (en hausse de 5,3 % en volume par rapport à l'année précédente) ont bénéficié de la dépréciation du monnaie helvétique. Les importations ont suivi un rythme voisin (5,5 %) pour s'établir à 95,2 milliards de francs suisses profitant de la forte demande intérieure. Aussi, le déficit commercial s'est-il creusé de 31 % par rapport à 1988. La Confédération affiche pourtant (grâce aux rentrées du tourisme et à l'augmentation des revenus de

capitaux) un excédent de 9,7 milliards de francs suisses (38,6 milliards de francs français) pour la balance des paiements courants.

L'OCDE souligne, toutefois, que l'avantage comparatif dont disposait la Suisse en matière de produits à haute technologie tend à diminuer au profit de produits moins sophistiqués.

Les finances publiques sont elles aussi positives avec un excédent total de 5 milliards de francs suisses (20 milliards de francs français) du solde des administrations publiques. Toutefois, les autorités craignent une trop forte progression des dépenses à moyen terme, tandis qu'elles ne prévoient pas d'augmentation des recettes. Enfin, le Parlement étudie actuellement un projet de modernisation du système fiscal qui comporte deux volets principaux. L'introduction d'une TVA (en remplacement de l'impôt sur le chiffre d'affaires) devrait faciliter l'imposition des services et supprimer la taxe sur les investissements en élargissant l'assiette à d'autres services, à la construction finale et à l'énergie. Le projet prévoit, en outre, une réforme du droit de timbre. Toutefois, pour qu'il soit adopté, ce projet devra convaincre la moitié de la population (en raison du système de référendum et des cantons). Le système de référendum a jusqu'à présent toujours empêché le remplacement de l'impôt sur le chiffre d'affaires par une taxe sur la valeur ajoutée.

La Corée du Sud décide de se joindre à l'embargo

Plusieurs pays asiatiques, jusqu'à présent réticents à participer à l'embargo sur les importations de pétrole en provenance d'Irak et du Koweït, ont décidé à la fin de la semaine dernière de prendre des sanctions contre Bagdad. C'est le cas de la Corée du Sud et des Philippines. L'Indonésie, tout en évitant de condamner l'Irak, a annoncé, pour sa part, la suspension du commerce avec ce pays. Taiwan, enfin, qui se refuse toujours à décider l'embargo, a cependant suspendu certains achats de pétrole en provenance du Koweït.

TOKYO

de notre correspondant

La Corée du Sud, qui importe 11,8 % de son pétrole d'Irak et du Koweït, a décidé, à son corps défendant, de se conformer aux sanctions décidées par les Nations unies. La robustesse de son économie, qui traverse une phase d'ajustement délicate, doit lui permettre d'affronter des augmentations du prix du pétrole sans trop de dommage (le Monde daté 12-13 août). Elle se trouve pourtant dans une situation difficile.

Ses réserves d'élevées à soixante-dix jours, ce qui est insuffisant compte tenu d'une augmentation de la consommation de pétrole de plus de 20 % l'année dernière, due à la fois au « boom » des ventes domestiques d'automobiles et à une reconversion du charbon vers le pétrole en matière de chauffage.

La Corée du Sud est confrontée à une détérioration de son commerce extérieur, conséquence d'une progression sensible de ses importations et d'un recul de ses exportations. La compétitivité des prix coréens ayant été entamée par une augmentation des coûts salariaux.

Au total, la balance des paiements courants a enregistré un déficit de 1,1 milliard de dollars au cours des six premiers mois. Dans ce contexte, le renchérissement du prix du pétrole se fera douloureusement sentir sur les comptes extérieurs. Un accroissement de 1 dollar du prix du baril entraîne une augmentation de 350 millions de la facture pétrolière annuelle. Charge

d'autant plus lourde que les sanctions contre Bagdad risquent de se traduire par un sérieux manque à gagner : la Corée du Sud prévoyait d'exporter cette année pour 400 millions de dollars de produits vers l'Irak et le Koweït, et ses constructeurs avaient dans ces deux pays une dizaine de projets en cours de réalisation, d'un coût total de 2,3 milliards de dollars.

Economies d'énergie

Autre « petit dragon », Taiwan est resté pour sa part très prudent. Les autorités n'ont pas décidé d'embargo sur les importations de pétrole du Koweït, qui représentent 17 % de ses approvisionnements (Taiwan n'importe rien de l'Irak). Chinoise Petroleum Corp., monopole d'Etat, a simplement annoncé, au milieu de la semaine dernière, la suspension de la réception des livraisons en provenance du Koweït.

Taiwan est, en revanche, le premier pays à avoir décidé aussi rapidement de mettre sur pied un plan d'économies d'énergie, prévoyant notamment une diminution de 10 % de la consommation dans les administrations et les entreprises nationales.

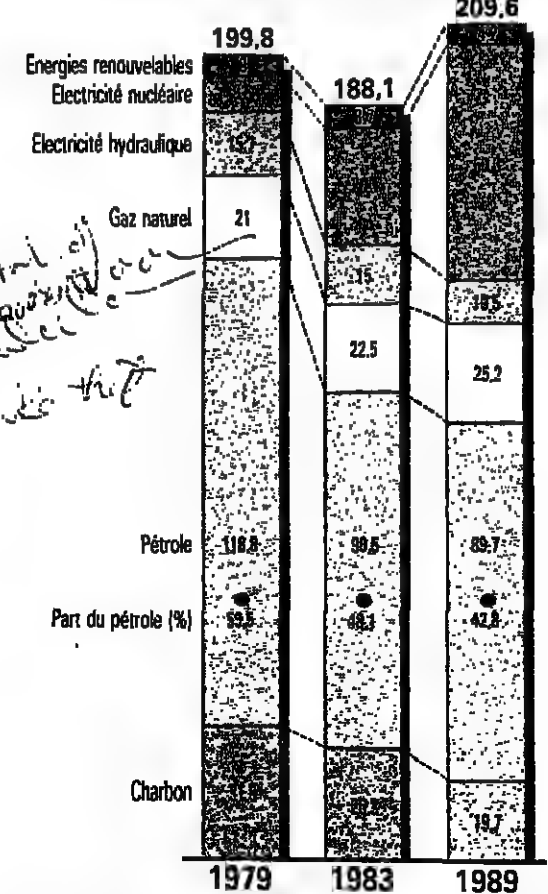
De même a-t-il été décidé de relancer la construction d'une quatrième centrale nucléaire. Le programme d'économies d'énergie prévoit également la suspension des exportations d'acier et de ciment, deux productions grandes consommatrices d'énergie. La construction de la quatrième centrale, commencée en 1983, a été retardée par des mouvements écologiques. Actuellement, les centrales nucléaires répondent à 13 % des besoins en énergie de Taiwan, qui a réduit en vingt ans de 71 % à 36 % sa dépendance à l'égard du pétrole.

Les Philippines, qui se sont également jointes à l'embargo, dépendent du pétrole importé pour 95 % de leurs besoins en énergie (contre 55 % en 1983) en raison de la chute de la production domestique. Plus d'un quart de ses approvisionnements en pétrole proviennent d'Irak et du Koweït. Avant même la crise du Proche-Orient, les Philippines souffraient d'une insuffisance en énergie et d'un déficit commercial, qui avait atteint le seuil alarmant de 1,5 milliard de dollars.

PHILIPPE PONS

Une France moins dépendante du pétrole

Evolution de la consommation d'énergie en France en millions de tonnes d'équivalent pétrole



(Source : Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole.)

En dix ans, la France a réduit sa dépendance vis-à-vis du pétrole, qui ne représentait plus en 1989 que 42,8 % de sa consommation d'énergie (contre 52,1 % en 1979). Ce recul, ainsi que celui du charbon (moins de 10 % de la consom-

mation nationale) a été compensé par une montée en puissance de l'atome qui alimente désormais 28,76 % de la consommation de l'Hexagone, la part du gaz restant à peu près stable (aux alentours de 10 %).

ÉCONOMIE

Les conséquences de la crise du Golfe

Les Japonais vont-ils relayer les émirats aux ventes de yearlings de Deauville?

Après quatre années médiocres d'un chiffre d'affaires en baisse constante - 186,150 millions de francs en 1985, 105 millions en 1988, - les ventes de yearlings (jeunes chevaux pur-sang d'un an) en août dernier à Deauville avaient semblé retrouver un certain tonus : 131,5 millions de francs d'enchères publiques étaient enregistrées. Les éleveurs français, qui avaient souvent vendu leurs meilleurs étalons et poulinières à l'étranger, commencent à réinvestir. Ils espèrent que la session 1990, du 18 au 26 août, avec cinq cent cinquante sujets inscrits et sélectionnés, allait consolider la reprise des affaires. Hélas ! dépendant à 90 % des acheteurs étrangers, ils risquent d'être frappés de plein fouet par la crise du golfe Arabo-Persique.

Déjà, en juillet, le résultat des ventes de Keeneland, les plus importantes aux États-Unis, avait paru de mauvais augure aux observateurs : moins 11 % sur 1989. Les Dubaï étaient montrés moins entreprenants que d'habitude. Or, ils représentent près de la moitié du total des enchères outre-Atlantique.

En moins d'une décennie, ils se sont constitués la plus impressionnante écurie du monde. Ils entretiennent plus de mille cinq cents chevaux à l'entraînement (il en naît à peine le double chaque année en France). Leur ambition avouée : remporter toutes les courses classiques sur tous les continents. Pour y parvenir, ils achètent les meilleurs poulains sur tous les rings. Le chef de famille, le cheikh Al Maktoum, occupe le poste de ministre des armées. C'est lui qui représentait au sommet arabe du Caire, vendredi 10 août. Ses frères occupent également des positions officielles gouvernementales.

Pour l'instant, ils n'ont pas pris de décision publique concernant le maintien ou la diminution de leur activité hippique. Ils continuent de faire courir de très nombreux chevaux, à Deauville notamment, mais il est certain qu'ils n'investiront plus publiquement ni nominalement. Déjà des consignes de dis-

crétion ont été données à Saratoga, la semaine dernière, pour d'autres ventes américaines assez importantes : aucun acheteur arabe ne s'est manifesté.

Cette éventuelle absence n'inquiète pourtant pas outre mesure M. Philippe Ogier, PDG de l'Agence française, organisme vendeur : « Contrairement à ce que l'on croit parfois, nous sommes moins dépendants que les Américains des frères Maktoum. L'été dernier, ils n'ont représenté que 10 % environ de nos chiffres. En revanche, la baisse du cours du dollar - moins 30 % depuis un an - est pour nous beaucoup plus préoccupante. Cela dit, nous avons sur le plan technique des arguments positifs susceptibles de soutenir le marché. Un catalogue très homogène. La réussite des chevaux vendus l'an dernier. L'apport financier des courses d'or Plagel réservées à nos yearlings, qui peuvent ensuite gagner un prix d'un million. L'effort aussi de jeunes éleveurs qui, pour compenser l'exportation de nos juments, s'approvisionnent en Angleterre ou en Amérique en poulains « foals » de quelques mois de très bonne origine, payés moins cher à la naissance. Ils les « engraisent » ensuite en Normandie et les présentent en vente publique avec beaucoup de succès et un coquet bénéfice. »

La fin du protectionnisme

M. Philippe Ogier poursuit sa démonstration : « Malgré les événements, nous misons beaucoup aussi sur la présence maintenue des Britanniques, des Américains et surtout des Japonais. Après une période de protectionnisme, les courses et l'élevage redémarreront très fort sur l'archipel nippon, où nous avons d'ailleurs installé une antenne cette année et lancé une campagne de presse et de promotion au printemps dernier. »

Mais les Japonais ne seront-ils pas eux aussi affectés par la nouvelle conjoncture mondiale ? Le courtier Patrick Barbe, l'un des premiers à avoir prospecté délibérément dans ce pays, ne le croit pas. Il assure : « Mes clients seront présents. J'en attends une bonne vingtaine. Ils viendront même accompagnés d'un jockey vedette de vingt ans qu'ils veulent faire connaître en France pour bien montrer la qualité de leurs compétiteurs. Chez eux, les sociétés réalisent d'énormes bénéfices et ont tout intérêt à les réinvestir pour obtenir ensuite des dégrèvements fiscaux. Contrairement à ce qui se passe en France, ils peuvent engager ces disponibilités de trésorerie dans le circuit hippique et faire courir leurs chevaux sous le nom de leur marque commerciale ou industrielle. Cette démarche est assimilée à la publicité. »

Ainsi, interviennent-ils en nom collectif ou particulier à des niveaux d'achat extrêmement élevés. On dit même qu'à Keeneland l'industriel Tomonori Tsurumaki, acquéreur des Vices de Pierrette, avait souhaité de la même façon s'offrir le cheval le plus cher du monde. Il avait donné à son mandataire des ordres illimités exécutés scrupuleusement. Il a été le seul à pouvoir contrecarrer les Arabes.

Egalement courtier, mais agissant surtout pour le compte d'Italiens, d'Anglais ou de Français, Robert Nataf (Agence Horce France) est, lui, très soutenant. Résolument confiant alors que tous les professionnels font grise mine, il justifie ainsi son attitude : « Evidemment, on peut envisager

une certaine baisse des cours les plus élevés, mais elle peut donner l'occasion d'intéresser à nouveau des propriétaires d'effectifs moyens à de beaux et bons yearlings qui leur étaient devenus inaccessibles précédemment. Ils étaient complètement surcotés par la surenchère arabe ou américaine. Nous trouverons de la qualité à des tarifs raisonnables. »

Des conséquences perverses

En effet, si la domination des courses européennes par la famille Al Maktoum et son grand rival, le prince saoudien Khalid Abdullah, a eu quelques effets bénéfiques, insuffisant de l'argent frais dans le circuit français, enrichissant deux ou trois entraîneurs et éleveurs, pour la majorité elle a surtout eu des conséquences perverses. Elle a raréfié les partants. Elle a fait monter les prix d'achat, les coûts d'entretien et des pensions alors que les allocations stagnaient. Elle a découragé complètement les propriétaires français, réduits à la portion congrue, perdant chaque année plus de 50 % de leurs investissements.

A partir de samedi, le choc pétrolier sera certainement vivement ressenti à Deauville. Il ne faut plus s'attendre à des acquisitions de prestige spectaculaires, souvent injustifiées ensuite lorsque les poulains sont à l'entraînement. La potion sera peut-être amère, mais elle peut déboucher sur un nivellement du marché par le milieu. Plus sain. Plus transparent. Plus honnête.

GUY DE LA BROSE

SOCIAL

Grâce aux gains de productivité

Le coût salarial unitaire a diminué de 1,5 % entre 1984 et 1988

Le coût salarial de la main-d'œuvre a progressé, en francs constants, de 1,6 % en moyenne par an entre 1984 et 1988, soit 0,3 point de plus que durant la période 1981-1984, selon une enquête de l'INSEE diffusée lundi 13 août. La durée moyenne du travail effectif (à l'exclusion des congés et des absences, mais y compris les heures supplémentaires) s'est allongée de 0,3 % ;

Un salarié d'une entreprise de plus de dix personnes travaillant dans le secteur de l'industrie, du bâtiment, du commerce, des banques ou des assurances, coûtait, en moyenne par mois en 1988, 15 200 francs à son employeur, contre 12 050 francs en 1984.

En représentant 67,5 % du coût salarial global, le « coût direct », composé du salaire brut de base, de l'ensemble des indemnités versées directement aux salariés et des compléments salariaux (parmi lesquels, l'intéressement aux bénéfices), est resté pratiquement stable entre 1984 et 1988. Cette tendance marque un palier par rapport aux années antérieures.

Ainsi, entre 1978 et 1984, le « coût direct » a régressé de plus de 2 points au profit des charges patronales qu'elles soient ou non obligatoires. Tandis que les charges obligatoires (27 % du coût salarial global) se sont stabilisées, le « coût indirect » a légèrement progressé, représentant 32,5 % du coût salarial global en 1988 (au lieu de 32,2 % quatre ans plus tôt).

Si le salaire brut de base constitue toujours, en 1988, près des trois quarts du « coût direct », son importance continue de s'effriter au profit, non seulement, des indemnités perçues par le salarié, mais surtout des compléments salariaux. Ces derniers se sont notamment gonflés avec le développement des formules d'inté-

l'augmentation du coût horaire du travail se ramène donc à 1,3 % par an, en francs constants.

Mais compte tenu de l'augmentation des gains de productivité (+ 2,8 % par an en moyenne) réalisés dans tous les secteurs à l'exception de celui des assurances, ce coût horaire de la main-d'œuvre a, en fait, diminué de 1,5 % par an.

ressement et de participation aux bénéfices, jugés plus attractives, pour les employeurs, tant sur le plan fiscal que sur celui des exonérations de charges sociales.

Alors que le nombre d'accords d'intéressement recensés par le ministère du travail a quadruplé entre 1984 et 1988, les avantages en nature, (également considérés comme des compléments salariaux) ont sensiblement régressé.

Les charges patronales obligatoires sont, pour leur part, demeurées stables représentant encore, en 1988, plus de 85 % du « coût indi-

rect » de la main-d'œuvre. Toutefois, l'assiette des charges de sécurité sociale qui n'a subi aucun déplacement ni hausse de cotisations, s'effrite quelque peu (-0,6 % du coût global de la main-d'œuvre) au profit des autres charges obligatoires : chômage, retraite complémentaire, formation professionnelle.

Parallèlement la part réservée aux charges patronales non obligatoires progresse de près de 3 % en quatre ans grâce, notamment, au gonflement des montants versés aux mutuelles et au titre de la formation professionnelle complémentaire.

Structure du coût de la main-d'œuvre de 1978 à 1988

	1978	1981	1984	1988
Coût direct.....	69,9	69,3	67,8	67,5
- Salaire brut de base.....	55,8	55,0	51,9	50,6
- Compléments salariaux.....	8,4	8,5	9,3	10,1
- Ensemble des indemnités et part légale des congés payés.....	5,7	5,8	6,6	6,8
Coût indirect.....	30,1	30,7	32,2	32,5
- Ensemble des charges patronales obligatoires.....	25,2	25,9	28,9	27,0
- Ensemble des charges patronales non obligatoires.....	4,9	4,8	5,3	5,5
Coût global.....	100,0	100,0	100,0	100,0

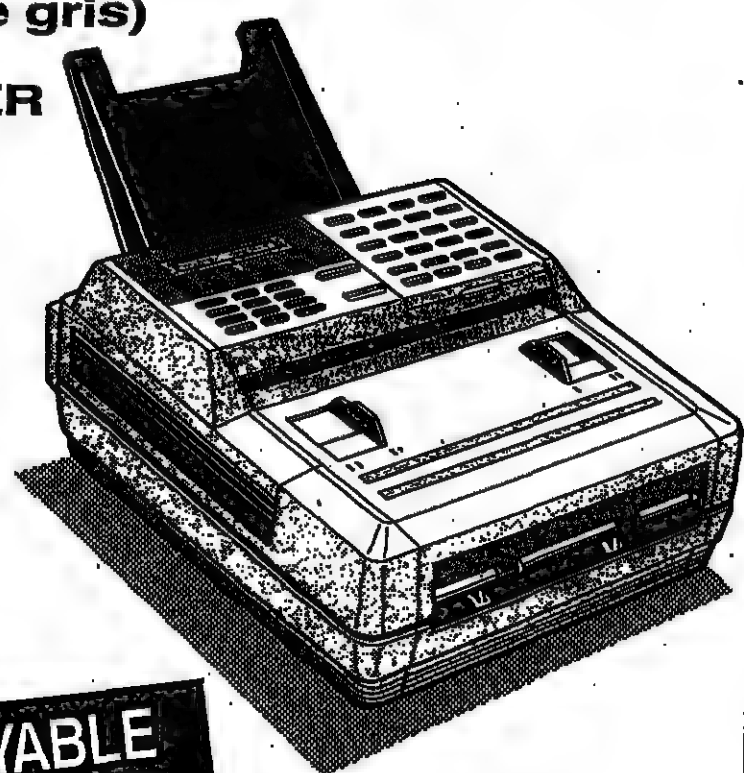
Champ constant : Industrie, bâtiment, commerce, banques et assurances.
Source : Enquête INSEE-OSCE sur les coûts de la main-d'œuvre en 1988.

Télécopieur FAX-270
Canon

■ LE PLUS RAPIDE (11 s/page)

■ LE PLUS PERFORMANT
(64 nuances de gris)■ LE PLUS LÉGER
(7 kg)

envoi différé,
accusé de réception,
124 numéros
en mémoire,
fonction polling,
(relève)
rapports d'activités
(40 dernières
transmissions).



PROMO INCROYABLE
23 X 10 HT 12500 HT

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 17 AOÛT 1990
DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES

AGRÉÉ P.T.T.
GARANTIE 3 ANS

NED 75 AV. DU MAINE 75014 PARIS TÉL : (1) 43.20.56.66

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierrret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 208 806 F

ADMINISTRATION :

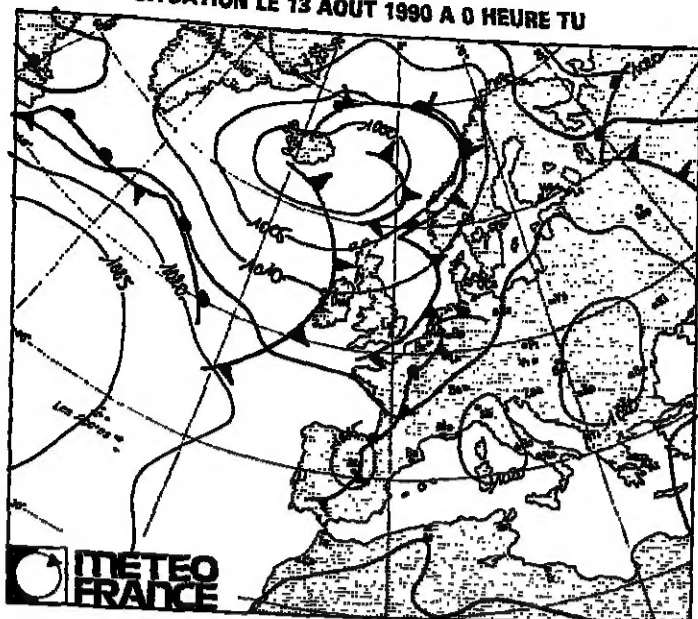
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

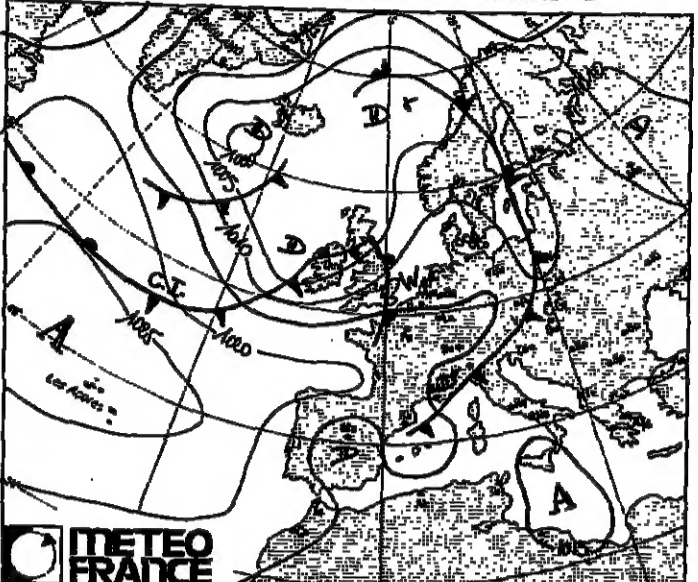
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13 AOÛT 1990 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 15 AOÛT À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 13 août à 0 heure et le mardi 14 août à 24 heures.

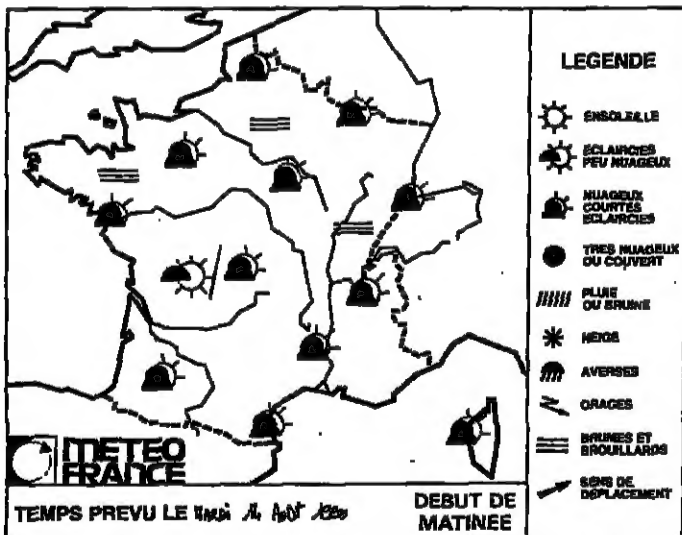
Le temps orageux persistera sur l'est de la France. Sur le nord-ouest du pays, le temps se dégradera avec l'approche d'un front froid. Les températures seront en baisse sur l'ouest du pays.

MARDI : couvert dans le Nord-Ouest, orageux sur l'Est.

Sur la Bretagne et la Basse-Normandie, le ciel sera couvert avec de faibles pluies qui s'atténueront en fin de journée. Sur la Haute-Normandie et le Nord-Pas-de-Calais, le ciel sera très nuageux le matin et de faibles pluies se produiront l'après-midi. Des Pays de la Loire au Poitou-Charentes et à la Picardie, le ciel sera très nuageux le matin, mais des éclaircies se feront plus belles l'après-midi. Des Pyrénées à l'Alsace, aux Alpes et au Sud-Est, le temps sera le plus souvent très nuageux et des orages pourront éclater par endroits. Sur la Corse le temps sera bien ensoleillé.

Les températures seront en baisse. Les minimales seront comprises entre 15 et 18 degrés sur le Nord et le Nord-Est, entre 13 et 16 degrés sur le reste de la moitié nord, et entre 17 et 21 degrés sur la moitié sud. Les maximales ne dépasseront pas 23 degrés sur le littoral de la Manche ; elles seront voisines de 23 à 27 degrés sur le Nord et la Bretagne et comprises entre 27 et 29 degrés sur le reste de la moitié nord ; sur la moitié sud, elles seront comprises entre 26 et 30 degrés.

Le vent sera faible d'ouest dominant sur la majeure partie du pays.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 12-8-90 à 5 heures TU et le 13-8-90 à 5 heures TU

FRANCE	TOURS	LOS ANGELES
AIACCIO 29 16 N	TOULOUSE 32 23 C	LOS ANGELES 23 18 D
BIARRITZ 33 20 N	PORT-AU-PRINCE 32 24 A	LUXEMBOURG 33 19 N
BORDEAUX 31 20 C		MADRID 31 19 N
BOURGES 36 21 C		MARRAKECH 40 25 D
BREST 34 12 C		MEXICO 31 18 C
CAEN 27 12 B		MILAN 31 18 C
CHERBOURG 32 14 B		MONTREAL 26 18 N
CLERMONT-FERRAND 33 21 C		MOSCOW 22 14 C
DUNKERQUE 33 18 N		NEW-YORK 31 22 C
GRENOBLE 34 16 N		OSLO 22 15 P
LILLE 32 16 N		PALMA-DE-MAJOR 32 17 D
LIMOGES 30 19 C		PEKIN 31 22 N
LYON 31 21 N		RIO-DE-JANEIRO 22 18 D
MARSEILLE-MAR 34 20 N		ROME 31 18 D
NANCY 34 20 N		SINGAPOUR 33 23 C
NANTES 31 14 N		STOCKHOLM 22 13 C
NICE 37 28 N		SYDNEY 21 9 N
PARIS-MONTS 35 20 N		TOKYO 31 21 N
PAU 34 18 N		TUNIS 31 21 D
PERPIGNAN 31 14 N		VARSOVIE 31 15 O
RENNES 31 14 N		VENISE 31 16 N
STRASBOURG 34 18 O		VIENNE 30 15 D

A B C D N O P T *
averse brume ciel couvert ciel dégagé ciel nuageux orage pluie tempête neige

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

Des carnets de commandes bien remplis

Durant les trois premiers trimestres de l'exercice actuel (1^{er} octobre 1989 au 30 juin 1990), nos prévisions optimistes se sont révélées exactes puisque le volume des commandes et le chiffre d'affaires de Siemens ont atteint respectivement 171,2 et 152,2 milliards de francs. Malgré la facturation, l'an passé, d'une grande

centrale électrique représentant 13 milliards de francs environ, le C.A. de cette année dépasse encore de 3 % celui de la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice net a suivi un rythme de croissance légèrement plus rapide, puisqu'il s'est établi à 5 %.

Commandes enregistrées

Le Groupe Siemens, c'est-à-dire Siemens AG et les filiales consolidées en RFA et dans le monde, a enregistré durant la période considérée une progression de 7 % des commandes nouvelles, qui passent de 160,2 à 171,2 milliards de francs. En hausse de 12 %, les affaires internationales atteignent 101,4 milliards de francs (90,8 l'an passé). En Allemagne fédérale, le score élevé du dernier exercice, caractérisé par un bond des commandes, a pu être encore amélioré de 1 % (69,8 contre 69,4 milliards de francs précédemment). Après une

accumulation de grands contrats durant le premier semestre, la décélération prévue des taux de croissance s'est finalement ressentie au niveau des commandes nouvelles à l'échelle mondiale.

En milliards de francs	du 1.10.88 au 30.6.89	du 1.10.89 au 30.6.90	Variation
Commandes enregistrées	160,2	171,2	+ 7 %
Marché allemand	69,4	69,8	+ 1 %
Marché étranger	90,8	101,4	+ 12 %

Chiffre d'affaires

En progression de 3 %, le chiffre d'affaires mondial de Siemens est passé de 147,8 à 152,2 milliards de francs. Le C.A. en Allemagne fédérale a régressé de 4 % (67,8 milliards de francs contre 70,4) en raison de la facturation, l'an passé, de la centrale nucléaire Neckar 2. Si l'on exclut cet élément, les taux de croissance seraient de 19 % en RFA et de 13 % au niveau mondial. L'évolution de l'activité internationale de 77,4 à 84,4 milliards de francs correspond à un accroissement de 9 %. Durant la période considérée, un tiers environ de la hausse des commandes et du chiffre d'affaires provient, au stade international, de la première consolidation de sociétés nouvellement acquises, essentiellement Roim Systems/Santa Clara aux Etats-Unis et IN2 S.A./Palsir en France. Par contre, les sociétés Nixdorf Computer AG/Paderborn, Duewag AG/Krefeld ainsi que les activités de

Plessey Company/Ilford reprises par Siemens ne seront consolidées qu'au début de l'exercice 1990/91 et amèneront alors un accroissement de près de 20 milliards de francs du volume des affaires de Siemens. A la même époque, un montant de plus de 3 milliards de francs sera déduit du cercle de consolidation pour servir à des prises de participations minoritaires dans Mannesmann-Tally GmbH/Eichingen (Imprimantes de bureau) et Linotype AG/Eschborn (systèmes pour les arts graphiques).

En milliards de francs	du 1.10.88 au 30.6.89	du 1.10.89 au 30.6.90	Variation
Chiffre d'affaires	147,8	152,2	+ 3 %
Marché allemand	70,4	67,8	- 4 %
Marché étranger	77,4	84,4	+ 9 %

Personnel

Avec 375 000 personnes, les effectifs ont augmenté de près de 3 %, soit environ 10 000 de plus qu'au 30 septembre 1989. Les 6 000 salariés supplémentaires à l'échelle internationale proviennent essentiellement de l'intégration de sociétés nouvelles, alors que la progression en RFA, soit 4 000 personnes de plus, est motivée par l'évolution satisfaisante des affaires. En hausse de 6 %, les frais de personnel sont passés de 63,1 à 66,6 milliards de francs.

	30.6.89	30.6.90	Variation
Personnel en millions	359	375	+ 3 %
Allemagne	227	231	+ 2 %
Etranger	132	144	+ 5 %

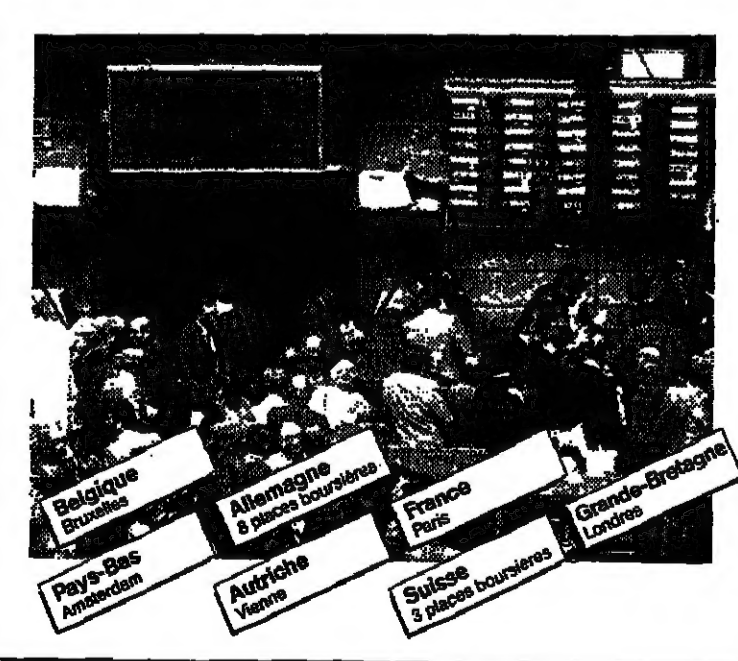
Investissements Bénéfice net

Durant la période considérée, Siemens a consacré aux investissements environ 17,9 milliards de francs contre 11,1 précédemment. Cette augmentation concerne tant les immobilisations corporelles que les prises de participation, notamment l'acquisition de la majorité des actions ordinaires de Nixdorf. Durant les trois premiers trimestres de l'exercice en cours, Siemens a réalisé un bénéfice net de 3,8 milliards de francs contre 3,6 précédemment.

Pendant toute la période considérée, ce bénéfice a progressé en moyenne de 5 %, un pourcentage légèrement supérieur à celui du chiffre d'affaires.

En milliards de francs	du 1.10.88 au 30.6.89	du 1.10.89 au 30.6.90	Variation
Investissements	11,1	17,9	+ 62 %
Bénéfice net	3,6	3,8	+ 5 %

Les valeurs sont converties selon le cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 29.6.1990: 100 FF = 29,785 DM.



L'action Siemens est désormais cotée à Londres

Siemens compte parmi les sociétés européennes les plus appréciées du grand public. Compétitivité, croissance, compétence technique, rentabilité et capacité financière, sont des facteurs qui ont contribué à l'augmentation constante du nombre des actionnaires, plus de 500 000 à l'heure actuelle, dont près de la moitié ne réside pas en Allemagne fédérale. L'action Siemens s'échange sur les principales places boursières européennes, toutes les bourses allemandes bien sûr, ainsi qu'en Autriche (Vienne), en Belgique (Bruxelles), en France (Paris), aux Pays-Bas (Amsterdam) et en Suisse (Bâle, Genève, Zurich) et depuis le 21 juin 1990 au Stock Exchange de Londres.

Siemens AG

En France: Siemens Société Anonyme

MARCHÉS FINANCIERS

Forte percée des ventes du Maroc, de la Tunisie et de l'Inde

Dégradation de la balance commerciale française de l'habillement au premier semestre

La balance commerciale des industries françaises de l'habillement affiche pour le premier semestre un déficit supérieur de un milliard de francs à celui des six premiers mois de 1989 (3,8 milliards de francs). La dégradation est due à une forte poussée des importations (+ 23 % à 12 milliards) que ne compense pas la bonne tenue des exportations (+ 18 % à 8,32 milliards de francs).

L'Italie reste le premier fournisseur de la France, qui subit un déficit de 1,1 milliard de francs dans ses échanges avec la péninsule. Mais elle est talonnée par le Maroc, deuxième vendeur, dont les exportations vers la France ont progressé de 44 %, et la Tunisie, qui affiche une poussée encore plus spectaculaire (+ 55 %) et ravit au Portugal la place de troisième fournisseur. A noter également les succès des importations en provenance d'Inde (+ 32 %) et de Chine (+ 28 %), preuve que l'émotion soulevée par la répression dans ce pays réside mal à l'attrait du commerce.

Les produits vendus par les deux pays du Maghreb sont essentiellement des pantalons de coton (genre jean), des chemises et des chemisiers. Les prix bas, et la délocalisation qui se développe depuis quelques années à l'initiative d'industriels étrangers profitant d'une main-d'œuvre bon marché, expliquent largement ces phéno-

mènes. A l'Est, seule la Pologne a fortement accru ses ventes en France (+ 47 %) mais elle part de loin.

En revanche, les échanges avec les autres pays industrialisés sont loin d'être alarmants : les importations en provenance d'Allemagne ne sont en hausse que de 3 %, soit nettement moins que l'accroissement des ventes françaises à ce pays (+ 20 %). « L'Allemagne n'occupe plus que 4,2 % du marché, ce qui devrait mettre un terme définitif au mythe de la percée germanique en France », s'exclame-t-on à l'Union des industries de l'habillement en commentant ces chiffres. De même, les exportations vers le Japon progressent de 11 % à 551,6 millions de francs, et l'Italie, avec une croissance de 25 %, est le troisième acheteur dans l'Hexagone. Bien que les échanges soient largement positifs avec les Etats-Unis, ils se ressentent des phénomènes monétaires : les ventes françaises outre-Atlantique ne progressent que de 3 % (à 551,5 millions), alors que les achats sont multipliés par 2,5 (à 220,8 millions de francs). A l'inverse, les ventes françaises à l'Espagne ont doublé.

Même gênée par les importations à bas prix, l'Union des industries de l'habillement est loin de sombrer dans le pessimisme et assure que l'excédent des échanges avec les pays industriels ayant des conditions économiques comparables à celles de la France, atteindra 3 milliards de francs au total en 1990. Une preuve, selon elle, que « la mode française se vend bien ».

F. V.

PRESSE

Avec le concours de Canal Plus, des Editions mondiales et du « Point »

Lancement de « l'Instant » second hebdomadaire belge d'information

Il y a deux ans, l'Express reliait l'hebdomadaire belge *Pourquoi pas ?* à la barre de son concurrent le *Point* (le *Monde* du 1^{er} décembre 1988). Mais le journal de M. Nicolas Seydoux n'a pas abandonné son projet de pénétrer sur le marché belge francophone. Il vient de décider de participer pour 10 % au lancement d'un nouvel hebdomadaire d'informations belge, *l'Instant*.

Mis en vente jeudi 6 septembre à 55 000 exemplaires, ce nouveau titre veut créer son propre lectorat et se défend de vouloir entamer la clientèle de son rival, le *l'Express-Pourquoi Pas ?*, résultat de l'opération

de fusion intervenue entre l'édition belge de l'Express et *Pourquoi pas ?*. Pourtant, selon différentes études de marketing, les deux titres regroupés n'ont réussi à séduire que 30 % des fidèles de l'ancien *Pourquoi pas ?*, crédit d'une diffusion de plus de 50 000 exemplaires en 1988.

Pour son lancement, la société éditrice de *l'Instant*, la Newsco SA, bénéficie d'un capital de 100 millions de francs belges (1,6 million de francs). Le premier actionnaire (30 %) est la holding belge spécialisée dans les médias, Investcom SA, dirigée par M. Michel Henrion, un proche du leader du Parti socialiste belge, M. Guy Spitaels. Investcom SA regroupe la Société régionale d'investissement wallonne, Canal Plus et DéfiCom SA, une société belge actionnaire minoritaire de Canal Plus Belgique. La filiale belge des Editions mondiales, les Editions francophones de Belgique (Télé-Moustique, Gaël, Chances, etc.), représente le second actionnaire de *l'Instant*, avec 40 %. Or les Editions mondiales sont elles-mêmes actionnaires du *Point* à hauteur de 10 %. Après avoir accepté de prendre 10 % du futur hebdomadaire belge, le *Point* a confié à M. Jacques Duquesne, son ancien PDG, la formation de la quinzaine de journalistes du nouveau *news magazine*, et la coordination entre celui-ci et le *Point*.

Y. M. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

sefimeg
FUSION SEFIMEG-COFIMEG : ECHANGE DE TITRES

En accord avec la Société des Bourses françaises, l'échange des titres des sociétés COFIMEG et SEFIMEG résultant de la fusion des deux sociétés interviendra le 17 août 1990.

Rappelons que le rapport d'échange est de 5 actions SEFIMEG pour 7 actions COFIMEG.

Société Centrale des Assurances Générales de France
87, rue de Richelieu - 75060 Paris Cedex 02
Société Anonyme créée par la loi du 04 Janvier 1973
Capital Social : 407 millions de Francs RCS Paris B 303 265 128

Chiffre d'affaires mondial
du 1^{er} janvier 1990
au 30 juin 1990
(Primes émises en millions de Francs)

	1989	1990	variation en %
AGF VIE	6990	7919	+ 13,3
AGF IART	7030	7487	+ 6,5
Total du 1 ^{er} Semestre	14020	15406	+ 9,9

assurances

AGF

Partenaire
& ASSUREUR OFFICIEL
DES JOUEUX OLYMPIQUES D'HIVER

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCEPrincipaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

	2 août 1990
Total actif	668 670
dont :	
Or	168 966
Disponibilités à vue à l'étranger	95 436
Esc.	48 681
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 498
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	51 083
Concours au Trésor public	38 620
Titres d'Etat (hors obligations)	34 836
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	465
Effets privés	166 307
Effets en cours de recouvrement	25 757

Total passif	668 670
dont :	
Billets en circulation	255 976

Comptes courants des établissements assésés à la constitution de réserves	97 081
Compte courant du Trésor public	24 038
Reprises de liquidités	14 702
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux	8 020
Esc. à l'heure au Fonds européen de coopération monétaire	49 027
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	191 340

TAUX DES OPERATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,50 %
Taux des passations de 5 à 10 jours	10,25 %
Taux des avances sur titres	12 %

Hausse de l'encours des SICAV en juillet

L'encours des SICAV a augmenté de 0,37 % en juillet par rapport à juin, pour s'élever à 1 408,7 milliards de francs à la fin du mois, cette progression s'explique par la mise en place de l'engagement de droit de l'encours des SICAV monétaires.

Selon les statistiques d'Europarformance, l'encours des SICAV monétaires a progressé de 7,7 milliards de francs par rapport à fin juin, pour atteindre 719,3 milliards à la fin du mois de juillet.

L'actif des SICAV régulières (composé de titres de créances négociables et d'obligations) a gagné 1,9 milliard de francs pour atteindre 151,5 milliards. Les SICAV sélectives (principalement investies en obligations) ont progressé de 300 millions de francs pour s'élever à 27,8 milliards.

L'encours des SICAV obligataires (françaises et étrangères) a augmenté de 1,5 milliard de francs, pour s'élever à 247,4 milliards de francs.

L'encours des SICAV actions (françaises et étrangères) a diminué de 6,2 milliards de francs en juillet, à 282,7 milliards, dont 3,5 milliards pour les seules SICAV actions françaises, dont l'actif représentait 139,2 milliards de francs à la fin juillet.

o Galeries Lafayette : négociation d'un bloc de titres à la Bourse. Un bloc de 119 970 titres, soit 10,2 % du capital des Galeries Lafayette a été négocié vendredi 10 août juste avant la clôture de la Bourse de Paris. Cette opération a été réalisée au cours de 2 010 francs. L'homme d'affaires néo-zélandais Ron Briceley, qui détient déjà 12,8 % du grand magasin parisien, avait déclaré, en mai dernier, qu'il pourrait renforcer sa participation dans ce groupe si les résultats de la société étaient bons. Or, certains analystes s'attendent à un bénéfice de 140 millions de francs en 1990 contre 117 millions l'an dernier.

o 1450 emplois supprimés aux chantiers de Devontport - 1 450 nouvelles suppressions d'emplois seront nécessaires d'ici à 1991 aux chantiers navals de Devontport, près de Plymouth, (sud-ouest de l'Angleterre), a annoncé vendredi 10 août un porte-parole de l'entreprise. La société qui gère le Devontport Royal Dockyard, privé en 1987, les plus importants chantiers navals travaillant pour la marine de guerre de Grande-Bretagne, a justifié la mesure par la baisse des commandes de la Royal Navy. Selon le nouveau plan, le nombre de salariés s'élèvera à 5 000 d'ici à 1991, au lieu de 6 450 connue prévu dans un précédent accord avec les syndicats et 13 000 en 1982.

o BPS Industries rachète la SAMC. - La société britannique BPS Industries vient de racheter un groupe français Poliet, la SAMC et les pilotes Lambert pour 1,28 milliard de francs. Cette acquisition, la plus importante jamais réalisée par BPS, ne comprend pas les activités liées au silicium de la société Bevilacqua.

Les deux sociétés produisent du plâtre et des blocs de gypse, utilisés pour l'industrie et la construction. BPS possède aussi le plus grand site de production de gypse d'Europe, situé dans la banlieue de Paris avec des droits d'extraction de plus de 140 millions de tonnes de gypse.

PARIS, 13 août

Nouvelle dégringolade

La montée des périls au Moyen-Orient après les déclarations successives du président irakien Saddam Hussein a plongé lundi les marchés financiers dans un désarroi croissant.

A Paris l'indice CAC 40 a, dès l'ouverture, abandonné 2,39 %. La baisse n'a fait que s'accroître au fil des cotations pour atteindre, vers 14 heures, près de 4 %.

Avec cette nouvelle chute, le recul dépasse les 14 % pour les trois premières séances du terme boursier. Cette baisse s'est manifestée dans le « vide », les opérateurs s'abstenant de faire le moindre achat. Traditionnellement, le samedi du 15 août est le plus creux de l'année.

Les milieux financiers craignent à présent que le conflit du Golfe « ne traîne en longueur ». Une situation que détestent les marchés.

La baisse du dollar, monnaie qui ne parvient pas à jouer son rôle de valeur refuge, préoccupe également les opérateurs. La situation économique aux Etats-Unis est responsable de cette faiblesse de la devise américaine.

Le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, a déclaré que la crise du Golfe entraînerait une diminution de moitié du taux de croissance aux Etats-Unis, un taux déjà très faible depuis plusieurs semaines. Cette déclaration, avant la publication cette semaine de statistiques, dont celle concernant le commerce extérieur, trouble encore un peu plus les esprits.

Sur les marchés obligataires, les taux d'intérêt continuent à progresser.

A 14 heures, on relevait sur le marché RMI moins de six hausses, toutes symboliques. Les écarts à la baisse se situaient pour les plus importants entre 5 et 10 %.

TOKYO, 13 août

Nouveau plongeon

La Bourse de Tokyo a effectué un nouveau plongeon lundi en raison de l'escalade des tensions au Proche-Orient. La chute a été sévère, l'indice Nikkei abandonnant 1 153,12 points à 26 176,43 yens en clôture.

Cette baisse s'est faite dans le vide, le volume des échanges étant faible avec 250 millions de titres négociés.

En cours de séance, l'indice Nikkei avait même pour la première fois depuis deux ans enfoncé le niveau des 26 000 points.

La décision des Etats-Unis d'intercepter les charismes de pétrole irakien préoccupe les opérateurs qui redoutent l'incident.

VALEURS	Cours du 10 août	Cours du 13 août
Alcatel	1 300	1 250
Amis	1 300	1 250
Chen	1 300	1 250
Elf	1 300	1 250
Elf	1 300	1 250
Elf	1 300	1 250
Elf	1 300	1 250
Elf	1 300	1 250
Elf	1 300	1 250
Elf	1 300	1 250

FAITS ET RÉSULTATS

o TI Group réalise une acquisition de 240 millions de dollars aux Etats-Unis. - TI Group, l'une des principales entreprises britanniques de construction mécanique, va acquiescer pour un montant total de 240 millions de dollars (à 28 francs par action) le groupe de technologie des composants fluides (FCTG), société américaine appartenant au groupe EG et G spécialisé dans les composants destinés à l'aéronautique, aux automobiles et à la pétrochimie. Pour sa part, FCTG qui a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 45,3 millions de dollars (235 millions de francs environ) produit principalement des systèmes de joints, valves et freins destinés au secteur aéronautique. Cette opération, qui reste soumise à l'approbation des autorités américaines, devrait permettre d'élargir les activités de TI Group aux Etats-Unis. Celles-ci représentent actuellement 40 % de son chiffre d'affaires.

o M. Robert Maxwell prend 10 % de The Sunday Correspondent. - L'hebdomadaire britannique indépendant The Sunday Correspondent, qui prépare sa relance sur format tabloïd pour septembre, vient de recevoir le soutien financier de M. Robert Maxwell. Le Mirror Group prend en effet 10 % du capital de l'hebdomadaire et rejoint ainsi un club d'investisseurs où se côtoient déjà The Guardian (13 %) et The Chicago Tribune (17 %). M. Maxwell peut espérer aussi imprimer la nouvelle formule du journal sur ses rotatives. The Sunday Correspondent, dont la diffusion s'élève à 250 000 exemplaires, avait négocié, sans succès, une association avec The Independent, dont le supplément dominical est, lui aussi, en difficulté.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis	130	130	Amis	130	130
Amis	130	130	Amis	130	130
Amis	130	130	Amis	130	130
Amis	130	130	Amis	130	130
Amis	130	130	Amis	130	130
Amis	130	130	Amis	130	130
Amis	130	130	Amis	130	130
Amis	130	130	Amis	130	130
Amis	130	130	Amis	130	130

LA BOURSE SUR MINUTE
36-15 TAPEZ
LE MONDE

Marché des options négociables le 10 août 1990

VALEURS	PRIX d'exercice	Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Bouygues	520	5	16	8,25	-
CGE	440	5	22	61	-
EDF-Agip	760	4,10	7,60	2,30	3,60
EDF-Sa-PLC	90	6	-	3,50	5
Euro Disneyland SC	90	-	-	30	-
Haras	400	-	35	8	20
Lafayette Copple	400	2,30	5,40	30	9
Michelin	1 200	6,00	10	90	-
Matif	640	1,10	10	90	-
Parif	1 200	6,00	10	90	-
Parif-Ricard	1 200	6,00	10	90	-
Peugeot SA	640	28	55	35	-
Rhône-Poulenc CI	360	5,50	16	39,50	37
Saint-Gobain	1 200	6,00	10	90	-
Suez	520	10	12	30	13
Société générale	400	4,30	12	30	-
Suez Financière	110	3	7	11	13
Thomson-CSF	110	3	7	11	13

MATIF

COURS	Septembre 90	Décembre 90	Mars 91
Dernier	100,00	100,00	100,00
Précédent	99,96	100,00	99,92

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
101	0,29	1,13
	1,28	1,96

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,29 F	PARIS (BSE, base 100 : 29-12-89)
	9 août 10 août
	Valeurs françaises : 85,98 85,98
	Valeurs étrangères : 89,70 90
	(SBF, base 100 : 31-12-81)
	Indice général CAC 40 : 481,94 483,00
	(SBF, base 1000 : 31-12-87)
	Indice CAC 40 : 1 779,86 1 775,80
	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	9 août 10 août
	Industrielles : 2 738,91 2 716,58
	LONDRES (indice Financial Times)
	9 août 10 août
	Industrielles : 1 752,00 1 745
	Mines d'or : 263,78 267,48
	Fonds d'Etat : 77,98 78,29
	TOKYO
	10 août 13 août
	Nikkei Dow Jones : 27 229,55 26 176,43
	Indice général : 2 656,88 1 993,41

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS

COURS DU JOUR	10 août	13 août	10 août	13 août
\$ E.-U.	5,2935	5,2935	+ 75	+ 85
\$ can.	4,6131	4,6131	- 163	- 123
Yen (100)	3,5124	3,5123	+ 61	+ 75
DM	3,3541	3,3539	+ 37	+ 52
Florin	2,9766	2,9794	+ 30	+ 41
FB (100)	16,3178	16,3341	+ 30	+ 161
LS (1 000)	3,9976	3,9921	+ 14	+ 37
£ (1 000)	4,5752	4,5809	- 4	+ 24
£ (1 000)	9,5449	9,5540	- 485	- 408

TAUX DES EUROMONNAIES	10 août	13 août	10 août	13 août
\$ E.-U.	7 1/16	8 3/16	7 1/8	8
Yen	7 3/8	7 5/8	7 1/2	7 3/4
DM	7 7/8	8 1/8	8 1/4	8 1/2
Flia	8	8 1/2	8 1/4	8 1/2
F.S. (100)	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2
F.S. (100)	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2
F.S. (100)	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2
F.S. (100)	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2
F.S. (100)	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2
F.S. (100)	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

سكزا لمن لا يملك

Cours relevés à 14 h 26

15. 2. 2011

45-55-91-82, poste 433

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

La position de la France et la crise du Golfe

Des émissaires de la majorité et de l'opposition sont envoyés dans vingt-quatre pays « non alignés »

M. Michel Rocard avait émis, au conseil interministériel restreint réuni le 9 août, le souhait que la politique française face à la crise du Golfe fût expliquée dans diverses capitales, notamment arabes. M. François Mitterrand avait indiqué, qu'il avait « eu au téléphone aussi bien le roi Fahd que le président du Yémen et le président Mubarak » et que « le ministre des affaires étrangères, le premier ministre par intérim [M. Pierre Bérégovoy] et, aujourd'hui, le premier ministre, M. Michel Rocard, sont, eux-mêmes, très occupés à entretenir ces relations avec les dirigeants arabes ».

Lundi 13 août, l'Elysée a fait savoir que plusieurs membres du gouvernement et d'autres responsables politiques de la majorité, mais aussi de l'opposition, sont chargés d'aller exposer la position de la France à ses interlocuteurs « non alignés ». M. Edwige Avice, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,

se rendra en Argentine, au Brésil, au Mexique et au Venezuela; M. Thierry de Beauchamp, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, à Bahreïn, dans les Emirats arabes unis, à Oman et au Qatar; M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, en Arabie saoudite et en Egypte; M. Claude Cheysson, député européen, à Djibouti et auprès de l'OLP à Tunis; M. Alain Decaux, ministre délégué chargé de la francophonie, au Yémen. M. Michel Duraufour, ministre de la fonction publique, au Pakistan.

M. Jean Lecanuet, président

(UDF) de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, se rendra en Inde et en Turquie; M. Jean de Lipkowski, député (RPR) de la Charente-Maritime, en Indonésie; M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, en Algérie, au Maroc et en Tunisie; M. Jean François-Poncet, sénateur (Gauche démocratique) du Lot-et-Garonne, en Jordanie; M. François Scheer, secrétaire général du ministère des affaires étrangères, en Syrie; M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, en Yougoslavie.

PÉROU

Des émeutes auraient fait cinq morts

Lima. — Le programme de réformes économiques draconiennes annoncé mercredi 8 août par le président Fujimori à une population déjà accablée par les hausses quotidiennes de prix et la pénurie de denrées alimentaires a suscité des émeutes qui ont fait cinq morts en vingt-quatre heures. Et seul l'état d'urgence, décrété sur prescription de tout le territoire, peut expliquer comment ces actes de violence, qui ont éclaté dans les bidonvilles de la capitale et certaines villes de province, ont été facilement contrôlés. Le « jeudi noir » qui a suivi l'exposé des mesures économiques, l'inflation enregistrée dans la journée a été de 136,3 %. A titre de protestation, les employés de banque devaient débrayer le 13 août, les employés de l'entreprise publique le 14. — (Corresp.)

Dans les Landes

Un incendie a détruit 2 000 hectares de pins

Un nouvel incendie dû à la sécheresse a éclaté le dimanche 12 août dans la forêt des Landes, à la jonction des départements de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne. Il a pu être maîtrisé au début de la matinée du lundi 13 août, mais cinq des cinq cents pompiers venus de tout le Sud-Ouest pour lutter contre le feu ont été blessés. L'un d'entre eux, assez sérieusement brûlé, a dû être hospitalisé. Deux mille hectares de pins sont partis en fumée, malgré l'emploi de plusieurs hélicoptères et avions bombardiers d'eau. Cet incendie a été vraisemblablement allumé par la foudre. De nouveaux orages secs étant annoncés sur la région, les pompiers craignent, pour la journée du 13 août, d'autres départs de feu et les moyens aériens de lutte sont restés en alerte. Par ailleurs, en Dordogne et en Charente-Maritime, d'autres incendies de forêts, dont l'un allumé par un agriculteur de Jumilhac-le-Grand (Dordogne) qui faisait flamber des chaumes, ont détruit quelques hectares de bois.

COLOMBIE

La police a tué Gustavo Gaviria un des chefs présumés du cartel de Medellín

La police colombienne a abattu samedi 10 août Gustavo Gaviria, numéro trois du cartel de Medellín et cousin de Pablo Escobar, l'homme le plus recherché du pays, a rapporté dimanche l'agence de presse Colpremsa. Plus de cent policiers d'élite ont donné l'assaut de la maison où se cachait Gaviria, non loin de Medellín, à 250 kilomètres au nord-ouest de Bogotá. Une fusillade de quinze minutes a éclaté au cours de laquelle Gaviria a été tué, précise l'agence.

La mort de Gaviria est le coup le plus sérieux porté au cartel de Medellín depuis la mort d'un autre de ses dirigeants, Jose Gonzalo Rodriguez Gacha, abattu par la police en décembre dernier. C'est également un important succès pour le nouveau président, qui porte ironiquement le même nom de famille, Cesar Gaviria, et qui s'est engagé à renforcer la lutte contre la drogue en prenant ses fonctions, le 7 août.

Gustavo Gaviria, cousin et proche allié d'Escobar, le patron en fuite du cartel de Medellín, était considéré par la police comme le numéro trois du cartel derrière Escobar et son frère, Roberto. Sa mort pourrait provoquer un regain de violence en dépit de la trêve déclarée par les trafiquants. — Reuters.

Les difficultés du groupe de presse australien Fairfax. — Le groupe de presse australien Fairfax, éditeur de l'Australian Financial Review et de l'Age, ne parvient pas à se relever des conséquences du crash boursier de 1987 et d'un endettement de 1,7 milliard de dollars australiens. M. Warwick Fairfax qui avait pris le contrôle du groupe, il y a trois ans à la suite d'un conflit familial, doit aujourd'hui faire appel à divers investisseurs institutionnels pour renflouer la société. A l'issue de cette recapitalisation, la famille Fairfax devrait perdre le contrôle du groupe de presse.

Étonnante collection de lits de repos...

En tous styles, toutes dimensions, tous usages et toutes occasions: également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Régence » (royer de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art Nouveau et même l'Art Déco.

Rémy 30-32 (rue) Bourg St-Antoine 75012 PARIS 43-41-45-58 (numéro d'urgence)

le dernier
PLANTU
LA DÉCOUVERTE / Le Monde

PLANTU
C'EST LA
LUTTE FINALE
Le Monde

Reprise de la hausse des cours du pétrole

Après un repli à la veille du week-end, les prix du pétrole brut ont repris leur progression, lundi 13 août, à l'ouverture des marchés. A Tokyo, les cours ont vivement augmenté, progressant d'un dollar à 26,60 dollars par baril. A Londres, la hausse est restée plus modérée: les cours du Brent, le pétrole brut de référence de la mer du Nord, ont progressé de quelques cents, et cotaient 25,70 dollars par baril en fin de matinée, contre 25,47 dollars vendredi en clôture.

Après deux semaines d'affolement, l'inquiétude vis-à-vis de la situation militaire du Golfe, semble se tempérer et l'incertitude l'emporte. « Le marché est dans l'expectative », notait un opérateur lundi. Les opérateurs guettent la mise en place concrète de l'embargo sur le pétrole irakien et attendent de voir si les producteurs de remplacement, au premier rang desquels l'Arabie saoudite, vont ou non accroître rapidement leur rythme d'extraction.

Lundi, un pétrolier irakien attendait de charger à un terminal situé sur la mer Rouge en Arabie saoudite, au sud de Yambou. Le marché considérait cette initiative comme un test de la volonté des Saoudiens d'appliquer fermement l'embargo.

Lire nos autres informations page 15

CARTES POSTALES

Entre chien et loup

La journée qui s'achève a été belle à donner des regrets. Si le mont Lozère était un peu paresseux, le truc du Midi semblait tout proche, avec son chapeau plat de volcan auvergnat. Ni un pic, ni un mont. Un truc, c'est exactement cela.

La journée qui s'achève a été calme, au parc à loup. Des morceaux de viande que les gardiens balançaient à la fourche au-dessus du grillage, aucun n'est tombé sur les pensionnaires. Ils ont appris à se méfier, il est vrai, de ce bombardement aveugle et à apprécier la trajectoire de l'os avant de se lancer.

Dans l'après-midi, il y a eu cependant un moment de tension, au quartier des Canadiens, quand un chien s'est promené le long des deux rangées de grillage. Le chien, semble-t-il, avait soif et il s'est approché d'un robinet mal fermé. Sur son rocher, le loup blanc prenait l'ombre des pins et il n'a pas bougé. Mais le chien s'est dirigé vers le grillage. Une bête assez ordinaire, sans hargne particulière, juste un peu excitée par ces odeurs étrangères.

Cela a été plus fort que lui, le loup, d'un seul coup, a bondi. Dans leur enclos, les Européens n'ont pas été surpris, ils auraient fait comme lui. Avant même de se heurter au grillage, le loup avait déjà compris. Il s'est ravisé, presque excusé. Et il est retourné sur son rocher, méditant sur l'acquis, l'infini et l'induit.

Mais le chien était suivi d'un homme. Un homme qui trouvait

l'animal trop raisonnable pour un loup. Trop peu Gévaudan, trop peu mére-grand aux grandes dents. Et trop indifférent sans doute, car le loup, il faut bien l'avouer, ne l'avait même pas remarqué. Un homme qui a eu une idée d'homme. Utiliser le chien pour provoquer le loup.

Encouragé par l'homme, le chien s'est pavé. C'était l'envers de la fable. Le loup était enroulé et le chien sans collier. Le prisonnier avait beau connaître l'histoire par cœur, savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'aboyent jamais. Vite, l'homme s'est assis du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait beau savoir que le chien, au premier tourment, serait de nouveau enroulé, il a cédé. Il s'est rui vers le grillage, où seul le chien, bien sûr, aboyait, puisque les loupes n'ab